

RAPPORT FINAL
SUBVENTION 2008-2009
Septembre 2009

Thème 1A
Activités économiques et intérêt
local : mesure des flux économi-
ques

Université Libre de Bruxelles (GUIDE)

Pilotage scientifique : Christian VANDERMOTTEN

Chercheurs : Xavier MAY, Caroline d'ANDRIMONT, Pierre FONTAINE

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I : INTRODUCTION	1
1. LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE	1
2. TACHES REALISEES DEPUIS SEPTEMBRE 2008.....	2
CHAPITRE II : LA PROVENANCE DES REVENUS DU TRAVAIL DANS LES COMMUNES WALLONNES	3
CHAPITRE III : OUTIL DE MESURE D'IMPACT D'UNE FERMETURE D'ENTREPRISE	7
1. L'IMPACT DE LA FERMETURE D'UNE ENTREPRISE SUR LES REVENUS DES HABITANTS	7
1.1 <i>Impact maximum de la fermeture d'une entreprise sur les habitants</i>	7
1.1.1 Gerresheimer	9
1.1.2 Les Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne.....	10
1.1.3 Burgo Ardennes.....	11
1.1.4 Conclusions sur l'impact maximum de la fermeture d'une entreprise sur les habitants	12
1.2 <i>Outil de mesure d'impact</i>	12
1.3 <i>Etudes de cas</i>	14
1.3.1 Champlon Salaisons	14
1.3.2 Louis Duchene.....	15
1.3.3 Hesbaye Frost	15
1.3.4 Mc Bride.....	15
1.3.5 Base militaire de Bierset.....	16
1.3.6 Swift	16
1.3.7 Kabelwerk Eupen AG.....	16
1.3.8 Université catholique de Louvain.....	17
1.3.9 Caterpillar.....	17
1.4 <i>Conclusions</i>	17
2. L'IMPACT DE LA FERMETURE D'UNE ENTREPRISE SUR LES RECETTES COMMUNALES.....	18
2.1 <i>Les additionnels à l'impôt des personnes physiques</i>	19
2.2 <i>Le précompte immobilier et les taxes communales</i>	19
2.3 <i>Le fonds des communes</i>	21
2.3.1 Swift	21
2.3.2 Caterpillar.....	22
2.4 <i>Conclusions</i>	23
3. ACTUALISATION DE L'OUTIL DE DIAGNOSTIC ET DE MESURE D'IMPACT D'UNE FERMETURE D'ENTREPRISE	24
4. DIFFICULTES LIEES A LA MESURE D'IMPACT D'UNE OUVERTURE D'ENTREPRISE	25
CHAPITRE IV : CONCLUSIONS	27
BIBLIOGRAPHIE	29
ANNEXE	30

Chapitre I : INTRODUCTION

1. LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

L'objectif initial de ce thème de recherche était de mettre au point un outil d'aide à la décision permettant aux fonctionnaires et élus locaux et régionaux de mesurer les flux économiques locaux et les impacts prévisibles sur ceux-ci des modifications du tissu économique (de type fermeture ou ouverture d'entreprise).

La finalité étant de spatialiser les impacts, c'est-à-dire de déterminer où ils ont lieu et avec quelle importance : sur la commune où se produit l'événement mais aussi dans les communes qui bénéficient de l'activité en question et ce, tant en termes de revenus pour les habitants que de recettes pour les communes.

La recherche devait favoriser un processus décisionnel éclairé s'appuyant sur une double fonction :

- **La réalisation d'un diagnostic**, c'est-à-dire la mise au point d'une série de données permettant une meilleure connaissance des flux économiques entrants et sortants et la spatialisation de leur impact dans et en dehors du territoire communal ;
- **La mise au point de méthodes de prédiction** qui, via la série de données mises au point, doivent permettre d'estimer les répercussions d'une perturbation sur les revenus disponibles des personnes et sur les finances communales.

Pour rappel, au cours de cette recherche, nous nous sommes attachés à déterminer l'effet direct de la fermeture d'une entreprise, c'est-à-dire à mesurer le poids économique de l'activité prise de façon isolée sans intégrer les interactions avec le reste de l'économie. Nous n'avons donc pris en compte ni l'effet indirect (l'impact des consommations intermédiaires nécessaires à la production), ni les effets induits (qui sont liés à l'activité économique générée par les revenus des salariés directs et indirects de l'entreprise).

Nous avons dans une large mesure atteint nos objectifs. Une série de diagnostics inédits à l'échelle des communes wallonnes ont été élaborés et diffusés largement ; notamment au moyen de publications, d'interventions et de la création de pages internet mises en ligne sur le site de la CPDT. L'impact de la fermeture d'une entreprise a été étudié et quantifié tant dans la commune d'implantation de l'entreprise que dans les autres communes wallonnes. Les conséquences d'une fermeture ont été examinées tant du point de vue des revenus des habitants que de celui des finances communales.

De plus, nous avons étudié en détail le fonctionnement du nouveau et de l'ancien Fonds des communes, nous les avons comparés et avons analysé la manière dont ils évoluent suite à la fermeture d'une entreprise dans une commune particulière ; ce qui ne faisait guère partie du programme initial de travail.

Toutefois, nous ne proposons pas un outil mesurant l'impact de l'ouverture d'une entreprise et expliquons brièvement pourquoi. Une réflexion sur la localisation d'une nouvelle entreprise est insérée en annexe.

En outre, nous avons été contraints de renoncer à développer un outil de mesure d'impact qui soit directement à l'usage des communes en raison de la qualité des données actuelles relatives aux navettes domicile-travail. Comme mis en évidence lors des rapports précédents, l' « Enquête socio-économique générale 2001 » que nous avons utilisée pour spatialiser les revenus du travail peut comporter des biais parfois importants. Il convient donc de l'utiliser avec précaution et de mettre en rapport les résultats obtenus avec d'autres sources d'informations éventuelles (essentiellement l'ONSS et l'ONSSAPL). C'est pourquoi il ne nous a pas semblé envisageable de construire actuellement un outil destiné à être mis à la disposition des administrations locales. Cependant, nous fournissons dans ce rapport une réflexion sur l'évolution probable des statistiques disponibles et sur la manière dont cette recherche pourrait être actualisée dans un avenir proche et, cette fois, confiée directement aux autorités régionales ou locales.

2. TACHES REALISEES DEPUIS SEPTEMBRE 2008

- Achèvement de la partie diagnostic des flux économiques au moyen d'une typologie étudiant la provenance des revenus du travail dans les communes wallonnes.
- Finalisation de l'estimation de l'impact d'une fermeture d'entreprise sur les revenus des habitants et estimation de l'impact maximum de la fermeture d'une liste de plus de 700 entreprises sur les habitants de la commune d'implantation.
- Impact de la fermeture d'une entreprise sur les finances communales.
- Rédaction d'un document (inséré dans le volume d'annexes) décrivant et comparant en détail l'ancien et le nouveau Fonds des communes (en ce compris le nouveau Fonds des communes de la Communauté germanophone). Un accent particulier est mis sur les conséquences en termes de dotations pour les communes de la fermeture d'une entreprise.
- Examen de la possibilité de mettre à jour l'outil de diagnostic et d'impact de la fermeture d'une entreprise.
- Une réflexion sur la localisation d'une nouvelle entreprise est proposée en annexe.
- Mise en ligne sur le site de la CPDT d'une série de données pour les communes wallonnes, de diagnostics régionaux et de guides méthodologiques sur les flux économiques dans les communes wallonnes. 262 fiches communales ont également été mises en ligne et envoyées aux communes.
- Rédaction d'un article à paraître dans la revue scientifique « Belgeo » présentant deux typologies sur les revenus des habitants des communes wallonnes (inséré dans le volume d'annexes).

Chapitre II : LA PROVENANCE DES REVENUS DU TRAVAIL DANS LES COMMUNES WALLONNES

Dans les 262 fiches communales que nous avons élaborées et dans les rapports des années antérieures, nous présentons des cartes indiquant d'où les habitants d'une commune particulière tirent leurs revenus du travail. Ces cartes sont très instructives mais sont difficiles à analyser car il en existe une pour chacune des 262 communes wallonnes.

Dans ce chapitre, nous cherchons donc à résumer l'information contenue dans chacune de ces cartes sous la forme d'une carte unique. Pour ce faire, nous effectuons une typologie des communes.

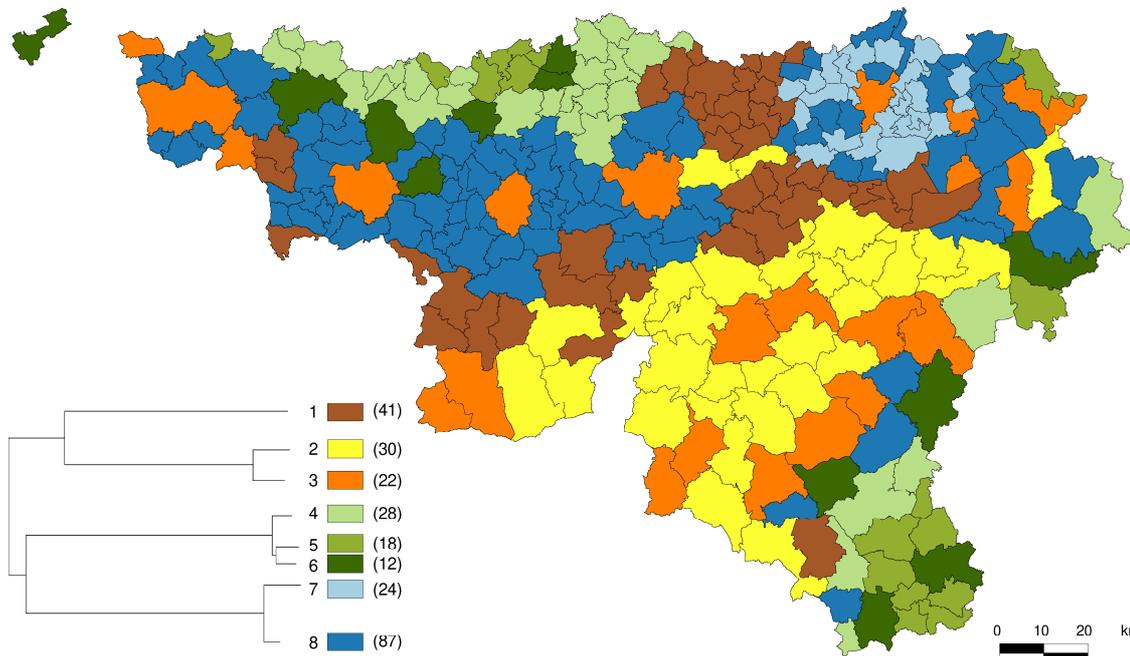
Cette typologie a été réalisée en deux étapes. Dans un premier temps, les données sont synthétisées au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP). Dans un deuxième temps, une analyse hiérarchique ascendante avec la méthode de Ward (le critère de distance étant le carré des distances euclidiennes) est effectuée sur base des facteurs de l'ACP. L'examen du dendrogramme permet de déterminer le nombre de types qui semble le plus pertinent.

La typologie se concentre uniquement sur les revenus du travail et examine la distance que les habitants d'une commune parcourent en moyenne pour se procurer leurs revenus du travail. Ces derniers sont décomposés en 6 variables : la part des revenus du travail gagnée dans la commune de domicile, les revenus gagnés à moins de 20 km, les revenus gagnés de 20 à 40 km, les revenus gagnés de 40 à 60 km, les revenus gagnés à plus de 60 km et les revenus captés hors de Wallonie (c'est-à-dire à Bruxelles, en Flandre ou dans les pays limitrophes) pour lesquels aucune distance n'a été calculée. La somme de ces variables vaut 1 pour chacune des observations (262 en tout).

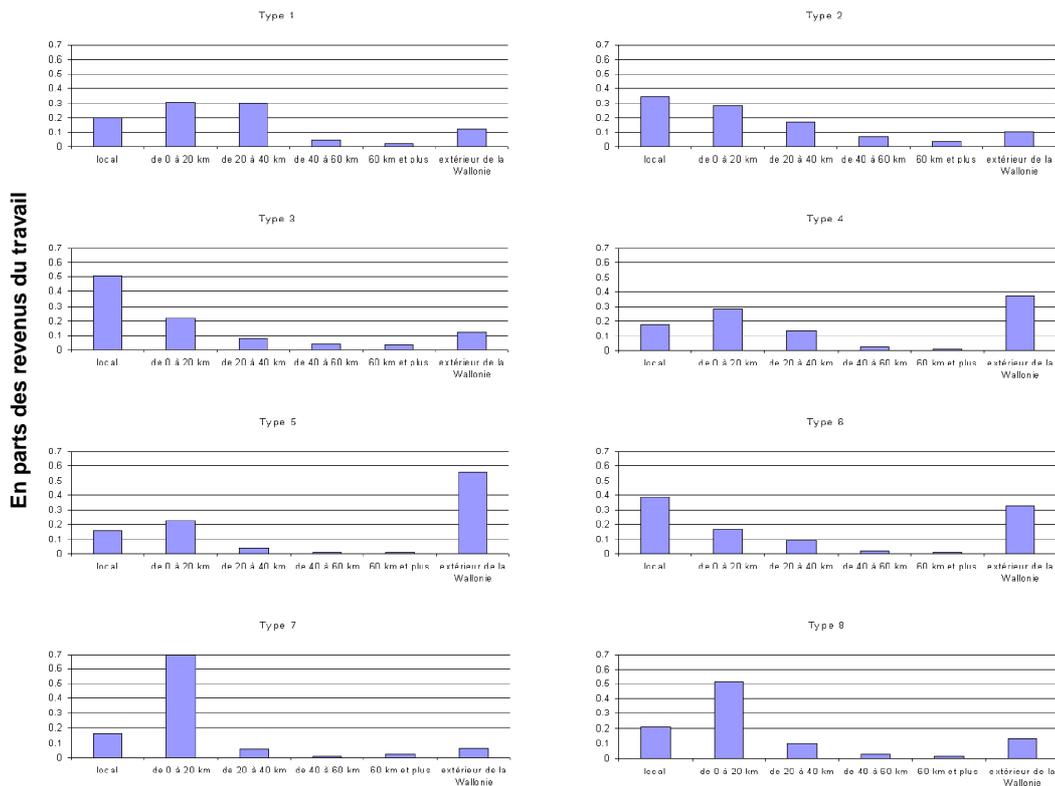
Les distances entre communes sont estimées sur base du centre de gravité des communes. Le choix de considérer des intervalles de 20 km est arbitraire. Néanmoins, la même typologie a été essayée avec des intervalles de 15 km. Les résultats sont similaires et semblent moins pertinents.

Avant d'effectuer la classification hiérarchique ascendante, les données ont été simplifiées au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP) dont nous retenons les 3 premiers facteurs (les seuls qui ont une valeur propre supérieure à 1) qui expliquent 77% de la variance totale des données. Sur base de ces facteurs, une typologie à 8 classes est retenue. Celles-ci sont regroupées en 4 grandes catégories.

Typologie sur la provenance des revenus du travail (2001)



Profils moyens des types



Sources de données : SPF Economie, ONSS, INASTI, ONSSAPL, ONAFTS, ONP, ONEM, BNB, ... (2001)

Traitements et carte : X. May

Ces quatre grandes catégories sont les suivantes :

- Les communes dont les habitants se déplacent loin pour travailler

Le type 1 regroupe les communes dont les habitants se déplacent loin (essentiellement en Wallonie) pour capter des revenus du travail. 30% des revenus du travail proviennent de moins de 20 km, 30% d'une distance comprise entre 20 et 40 km et seulement 20% de l'activité locale. Il s'agit de communes résidentielles situées à une grande distance des centres urbains et dont les habitants tirent leurs revenus du travail d'un grand nombre de communes différentes.

- Les communes dont l'activité locale assure beaucoup de revenus aux habitants

Les types 2 et 3 correspondent aux communes où la part la plus importante des revenus du travail des habitants provient de la commune de domicile. Le type 2 regroupe des communes à caractère plutôt rural (à l'exception de Huy). Les habitants tirent 35% de leurs revenus de l'activité locale et 45% de communes situées à moins de 40 km. Le type 3 comprend non seulement des communes rurales mais également tous les centres urbains et presque toutes les communes qui sont exportatrices nettes de revenus du travail en Wallonie. Les revenus locaux sont élevés (50% des revenus du travail) et 30% des revenus sont captés à moins de 40 km.

- Les communes dont beaucoup de revenus ne proviennent pas de Wallonie

Les types 4, 5 et 6 rassemblent les communes dont les habitants gagnent une part conséquente de leurs revenus du travail à l'extérieur de la Wallonie (plus de 30% des revenus totaux). Le type 5 regroupe les communes les plus dépendantes d'une source de revenus extérieure (56% en moyenne). 16% des revenus du travail sont gagnés localement et relativement peu de revenus proviennent des communes situées à moins de 20 km (22%). Les communes du type 4 sont des communes généralement plus éloignées du pôle de revenu (extérieur à la Région) dont elles tirent encore 37% de leurs revenus. L'activité économique locale fournit une faible part de leurs revenus aux habitants (18%) mais les communes wallonnes à moins de 40 km fournissent elles 40% des revenus. Les communes du type 6 tirent une part non négligeable de leurs revenus de l'extérieur de la Région (33%) mais l'activité économique locale joue un rôle majeur en assurant près de 40% de leurs revenus du travail aux habitants.

- Les communes dont les habitants travaillent à proximité

Les communes du type 7 et 8 ont comme caractéristique principale que leurs habitants se procurent la majeure partie de leurs revenus dans les communes environnantes, c'est-à-dire à moins de 20 km de chez eux. En revanche, les habitants tirent une faible part de leurs revenus de l'activité économique présente dans leur commune (une vingtaine de pourcents environ). Les habitants des communes du type 7 (uniquement présentes autour de Liège) gagnent en moyenne 70 % de leurs revenus du travail à moins de 20 km de leur commune de domicile. Les habitants se déplacent donc peu pour travailler. Le type 8 regroupe un très grand nombre de communes (87) dont les habitants tirent une part importante de leurs revenus du travail (50%) de communes situées à moins de 20 km. 10% sont issus des communes situées entre 20 et 40 km et l'extérieur de la région procure 14% des revenus du travail.

En conséquence, la périphérie de Liège semble très particulière car la ville est entourée de communes d'un type qui ne se rencontre pas ailleurs en Wallonie. En effet, comme il y a davantage d'activités économiques dans les communes de la région liégeoise (par rapport aux alentours de Charleroi, Namur ou Mons), les habitants des 24 communes qui font partie du type 7 se déplacent sur de plus courtes distances et tirent en moyenne plus de 85% de leurs revenus du travail de leur commune de domicile ou d'une commune située à moins de 20 km.

Cette typologie met aussi en évidence l'importance de Bruxelles comme fournisseur de revenus pour un grand nombre de communes wallonnes (Bruxelles assure 12% du total des revenus nets du travail des Wallons). Même à Gembloux, Soignies ou La Louvière qui sont contigües d'une grande ville wallonne (respectivement Namur et Mons), l'importance de Bruxelles est prépondérante en termes de fourniture de revenus du travail. De même, le Grand-Duché de Luxembourg, qui fournit 3,3% du total des revenus du travail des Wallons, étend son influence sur un grand nombre de communes. En comparaison, le rôle joué par Arlon dans la fourniture de revenus du travail est mineur : si on prend en compte les frontaliers qui se déplacent au Grand-Duché de Luxembourg, Arlon est un importateur de revenus nets du travail et non un exportateur.

Cependant, il est utile de préciser que les résultats de cette typologie pourraient laisser penser que peu de revenus du travail sont gagnés à plus de 40 km du domicile. Toutefois, il ne faut pas négliger qu'une part importante des revenus du travail des Wallons est importée de l'extérieur de la Région et que les personnes qui effectuent ces navettes parcourent souvent de longues distances.

En cas de fermeture d'une entreprise dans une commune du type 7, l'impact devrait être essentiellement local sans nécessairement frapper les habitants de la commune d'implantation. En revanche, dans une commune de type 3, les habitants devraient être davantage touchés par une fermeture dans leur commune. On constate donc que cette typologie est utile pour mieux comprendre l'impact d'une fermeture d'entreprise. Dans le chapitre suivant, elle sera utilisée pour nous guider dans le choix des cas d'étude à envisager pour analyser l'impact de la fermeture d'une entreprise.

Chapitre III : OUTIL DE MESURE D'IMPACT D'UNE FERMETURE D'ENTREPRISE

1. L'IMPACT DE LA FERMETURE D'UNE ENTREPRISE SUR LES REVENUS DES HABITANTS

Pour mesurer l'impact d'une fermeture, nous procédons en trois étapes. Dans un premier temps, nous cherchons à déterminer quel pourrait être l'impact maximum de la fermeture d'une entreprise pour les habitants d'une commune wallonne. Dans un deuxième temps, nous présentons un outil de mesure d'impact simple qui permet d'estimer les conséquences de la fermeture d'une entreprise sur les revenus des habitants de la commune où elle est localisée. Dans un troisième temps, nous étudions une série de cas pratiques d'entreprises de manière à baliser l'impact probable de la fermeture d'entreprises. Nous essayons ensuite de dégager des tendances générales quant à l'impact d'une fermeture.

A noter que nous avons adopté ici le terme générique « entreprise » mais dans la réalité il peut également s'agir d'établissements tels que un hôpital, une école, une université, etc.

1.1 IMPACT MAXIMUM DE LA FERMETURE D'UNE ENTREPRISE SUR LES HABITANTS

Dans cette section, nous cherchons à déterminer quelle(s) entreprise(s) en Wallonie serai(en)t susceptible(s) en fermant de faire décroître le plus brutalement les revenus de la population d'une commune spécifique.

Pour ce faire, nous posons au préalable trois hypothèses très raisonnables : (i) plus la proportion d'habitants d'une commune travaillant dans une entreprise particulière est élevée, plus les revenus des habitants de cette commune seront affectés par la fermeture de l'entreprise ; (ii) l'impact de la fermeture d'une entreprise est le plus élevé dans la commune d'implantation ou dans une des communes limitrophes ; (iii) le plus gros employeur de la commune est celui qui, en fermant ses portes, aura le plus gros impact sur les habitants de cette commune ou des communes limitrophes.

En pratique, nous avons connaissance – via les des données ONSS – du nombre de salariés au lieu de résidence qui travaillent dans un secteur d'activité NACE à 3 chiffres.

Pour chacune des 262 communes wallonnes et toujours sur base des données ONSS exclusivement¹, nous pouvons également déterminer quel est le plus gros employeur de la commune ainsi que son secteur d'activité NACE à 3 chiffres. Pour ce plus gros employeur, nous calculons la part des habitants qui travaillent dans son secteur d'activité (NACE à 3 chiffres) dans la commune d'implantation de l'entreprise et pour les x communes contigües. Pour chacun des plus gros employeurs d'une commune, nous obtenons donc (x+1) rapports dont nous retenons la valeur la plus élevée. De la sorte, nous obtenons une première estimation de l'impact maximum de la fermeture éventuelle d'une entreprise sur la population des communes².

A noter que ce rapport est de nature à surestimer l'impact de la fermeture d'une entreprise dans la mesure où il est possible que les personnes qui travaillent dans le secteur d'activité de la plus grosse entreprise d'une commune soient en réalité employées par une autre entreprise de ce même secteur d'activité³.

Sur base de cet indicateur, trois employeurs se distinguent assez nettement en Région wallonne : Burgo Ardennes à Virton (fabrication de pâte à papier), les Cliniques universitaire UCL de Mont-Godinne à Yvoir et Gerresheimer à Momignies (industrie du verre) car plus de 4% des habitants de la commune d'implantation ou d'une commune contigüe travaillent dans le secteur d'activité concerné. Dans le cas de Burgo Ardennes et de Gerresheimer, il n'y a aucun doute sur le chiffre de 4% car ces entreprises sont les seules de leur secteur d'activité à plusieurs dizaines de kilomètres à la ronde. Pour l'hôpital d'Yvoir, la situation est moins claire car les personnes qui travaillent dans ce secteur d'activité et qui résident à Yvoir peuvent également travailler dans une autre structure de santé dans la mesure où il en existe d'autres dans les environs (et plus particulièrement à Namur et Dinant).

Nous sommes pratiquement certains que la fermeture d'une de ces 3 « entreprises » aura les conséquences les plus dramatiques en termes de revenus totaux pour les habitants d'une commune en Wallonie. Nous avons donc examiné les cas particuliers de ces 3 employeurs et leur impact plus en détail. Auparavant, il nous semble utile de souligner que tous les indicateurs utilisés pour sélectionner ces employeurs sont basés sur des données fournies par l'ONSS (nous n'avons pas encore recours à l'« Enquête socio-économique générale 2001 ») et sont donc basés sur des chiffres exacts.

¹ Nous n'avons pas pris en compte les administrations provinciales et locales (c'est-à-dire les données de l'ONSSAPL) pour déterminer le plus gros employeur de la commune car, dans les communes rurales, ce dernier est très souvent une administration locale. Or, ce type d'emplois est souvent plus stable et il nous a donc semblé plus intéressant de concentrer notre attention sur le reste des employeurs qui sont inscrits à l'ONSS.

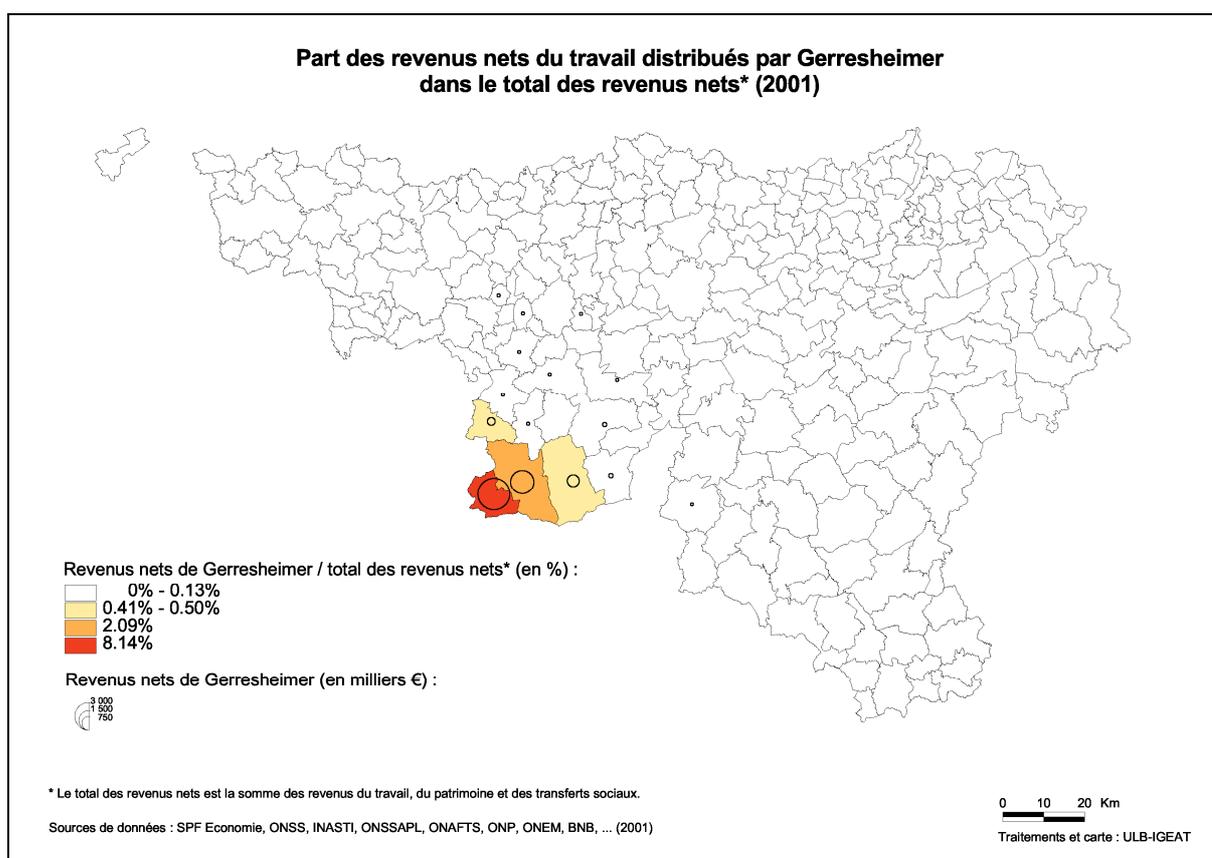
² Nous avons considéré le rapport entre les travailleurs d'un secteur d'activité et la totalité de la population d'une commune (et non de la population active) car nous nous intéressons aux revenus totaux ; c'est-à-dire les revenus qui incluent les allocations familiales, les pensions, les revenus de pensions, etc.

³ Par exemple, à Oupeye, 119 habitants (soit 0,5% de la population) travaillent dans le secteur d'activité « sidérurgie » qui est celui du plus gros employeur de la commune (à savoir Chertal). Cependant, comme il existe d'autres entreprises dans ce secteur d'activité à proximité, il est vraisemblable que moins de 119 habitants (0,5% de la population) d'Oupeye travaillent effectivement à Chertal.

1.1.1 Gerresheimer

Gerresheimer est une société située à Momignies, qui occupait 690 personnes en 2001 et qui est active dans l'industrie du verre. Nous les avons contacté mais la personne qui pouvait nous renseigner était peu disponible. Elle nous a cependant indiqué qu'environ 40% des travailleurs de l'entreprise provenaient de France. Sur base de ce renseignement, nous avons déterminé qu'environ 414 salariés (soit 60% de 690) étaient domiciliés en Belgique. Nous déterminons le domicile de ces travailleurs (et donc spatialisons les revenus nets du travail) au moyen de notre matrice des navettes domicile-travail. Le résultat obtenu est conforme aux informations contenues dans les statistiques fournies par l'ONSS au domicile, ce qui nous laisse penser que la spatialisation des revenus est relativement exacte⁴.

L'impact de la fermeture de Gerresheimer sur les habitants est présenté sur la carte ci-dessous.



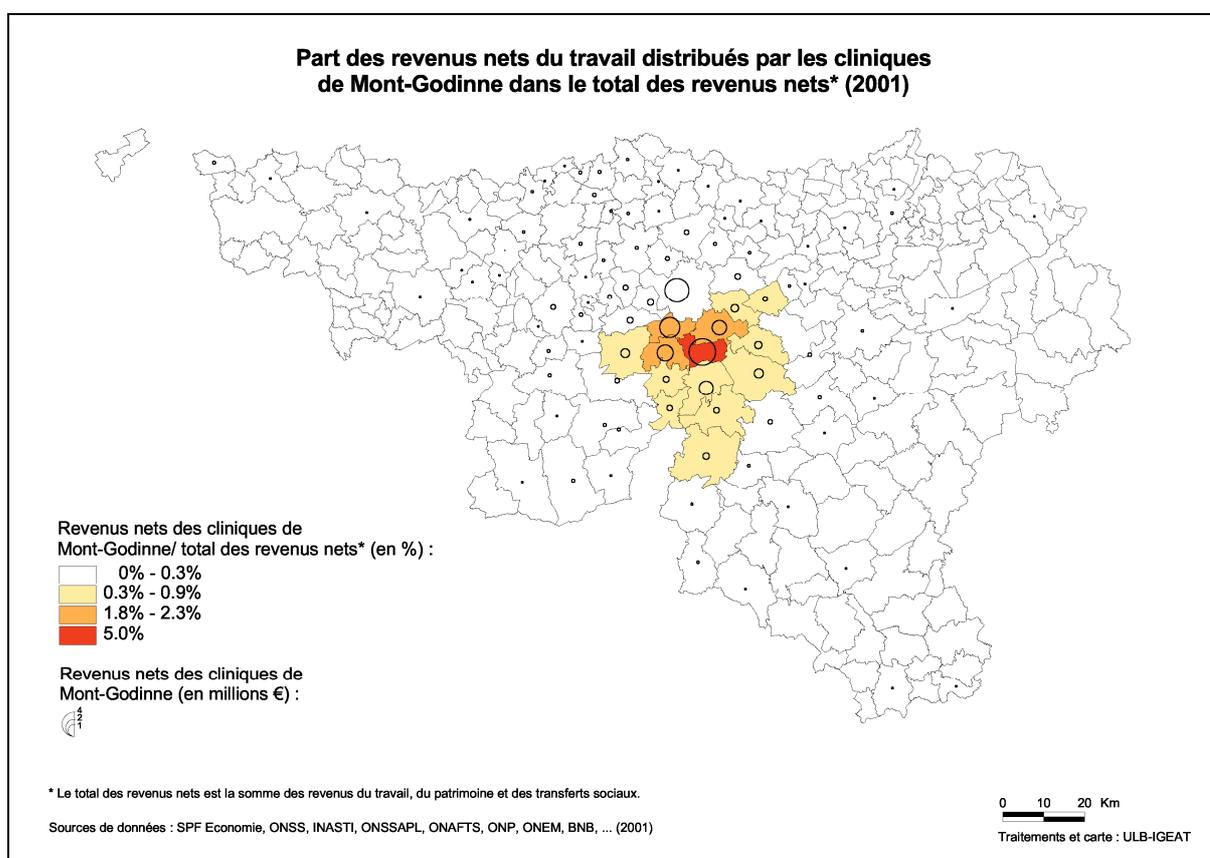
Si Gerresheimer ferme, la commune dont les habitants seront les plus touchés est Momignies. Ceux-ci perdent environ 8,1% du total de leurs revenus nets (3,2% si on prend en compte les allocations de chômage que les travailleurs devraient en principe toucher suite à leur licenciement).

⁴ Comme évoqué plus haut, l'entreprise la plus proche active dans le secteur de la fabrication du verre est située à Charleroi. Nous savons donc que les personnes qui travaillent dans la fabrication du verre et qui sont domiciliées à Momignies ou à Chimay travaillent selon toute vraisemblance chez Gerresheimer. Nous pouvons donc comparer les statistiques ONSS des travailleurs au domicile pour ce secteur dans les communes proches de Momignies à notre spatialisation des travailleurs de Gerresheimer. Celles-ci correspondent relativement bien car notre estimation des travailleurs à Momignies et Chimay est surestimée d'une dizaine de pourcents par rapport aux données ONSS.

1.1.2 Les Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne

Les Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne emploient 1380 salariés en 2001 et sont situées dans la commune d'Yvoir. Comme dans le cas précédent, nous avons établi le domicile des travailleurs de ces cliniques (et donc spatialisé les revenus nets du travail) sur base de notre matrice des navettes domicile-travail. Pour ce secteur d'activité, il est plus difficile de dire si la spatialisation des travailleurs est correcte. En effet, d'après nos estimations 283 personnes sont domiciliées à Yvoir et travailleraient aux Cliniques de Mont-Godinne. D'après l'ONSS, 399 personnes sont domiciliées à Yvoir et travaillent dans les « activités de santé humaine » mais il existe également de grosses structures dans ce secteur à Namur et à Dinant. Il est donc impossible de savoir si notre estimation de 283 personnes est correcte ou non. Néanmoins, elle est fortement probable.

Sur base de nos calculs, l'impact de la fermeture des Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne serait le suivant :



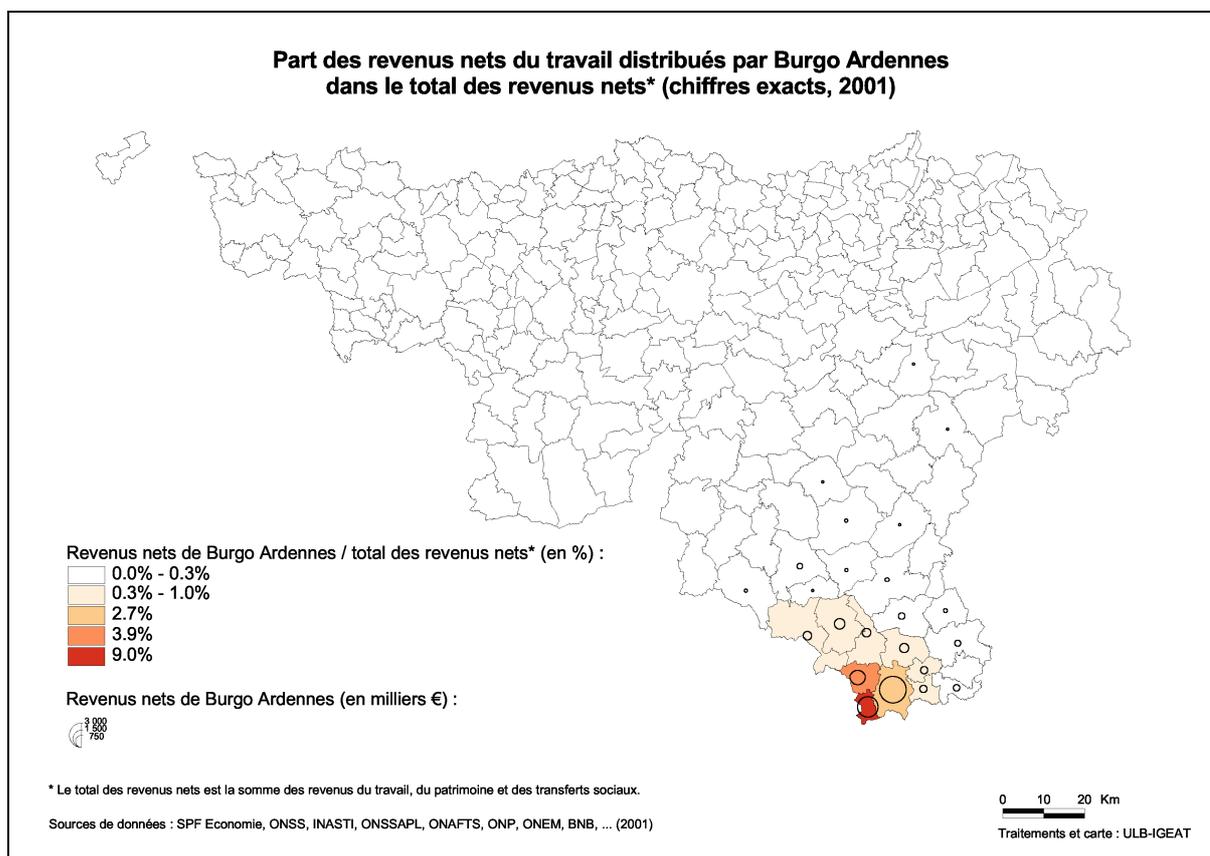
En cas de fermeture de l'hôpital, la commune la plus touchée serait Yvoir dont les habitants perdraient 5% du total de leurs revenus nets (1,7% si on prend en compte les allocations de chômage que les travailleurs devraient en principe toucher suite à leur licenciement).

Cependant, il est utile de préciser que nous n'avons pris en compte que les salariés et non les revenus des indépendants (par exemple les éventuels médecins qui presteraient à titre d'indépendant).

1.1.3 Burgo Ardennes

Burgo Ardennes est une entreprise active dans le secteur de la fabrication de pâte à papier et de papier dont l'adresse officielle est située à Virton mais qui est, en réalité, à cheval sur les communes de Virton et de Rouvroy. Elle emploie 763 personnes en 2001. Comme l'entreprise du secteur papier la plus proche se situe à Malmedy, nous savons que tous les travailleurs de la province du Luxembourg qui travaillent dans ce secteur d'activité sont salariés chez Burgo Ardennes. Pour cette entreprise particulière, nous nous avons donc connaissance des navettes domicile-travail exactes sur base des données fournies au lieu de travail et au lieu de domicile par l'ONSS. Nous pouvons également déduire que 367 travailleurs sur les 763 sont originaires de France.

Les données ONSS nous permettent de constater que la spatialisation des travailleurs que nous avons réalisée pour Burgo Ardennes à l'aide de notre matrice des navettes domicile-travail est très proche de la réalité. En outre, pour Burgo Ardennes⁵, nous connaissons les salaires distribués par l'entreprise pour l'année 2001. En conséquence, grâce au fait que Burgo Ardennes est isolée, nous avons des informations très détaillées la concernant : où résident les travailleurs et combien ils gagnent en salaires nets. Nous réalisons donc une mesure d'impact pour la fermeture de l'entreprise qui est très précise et qui ne repose pas sur les données issues de l' « Enquête socio-économique générale 2001 ».



La commune la plus touchée est celle de Rouvroy dont les habitants perdraient 9% du total de leurs revenus nets en cas de fermeture (5,2% en tenant compte des allocations de chômage que les travailleurs devraient en principe toucher suite à leur licenciement).

⁵ Burgo Ardennes est la seule entreprise dont le siège social se situe dans l'arrondissement de Virton et active dans le secteur du papier. En conséquence, les données ONSS dont nous disposons fournissent également les salaires versés par l'entreprise à ses travailleurs.

1.1.4 Conclusions sur l'impact maximum de la fermeture d'une entreprise sur les habitants

Dans une première étape, nous avons cherché à sélectionner les quelques entreprises qui auraient l'impact le plus important sur les revenus des habitants d'une commune en cas de fermeture. Trois employeurs sont assez clairement ressortis et ont été étudiés en détail. Les résultats de l'impact de la fermeture de Gerresheimer et des Cliniques universitaires UCL de Mont-Godinne semblent fiables en tenant compte des informations dont nous disposons par ailleurs. L'impact de la fermeture de Burgo Ardennes est très précis dans la mesure où toutes les données que nous avons utilisées sont des données administratives fournies par l'ONSS.

En conclusion, Burgo Ardennes est très vraisemblablement l'entreprise en Wallonie qui aurait l'impact le plus important sur les revenus des habitants d'une commune. Dès lors, nous pensons que l'impact direct de la fermeture d'une entreprise ne sera jamais supérieur à 9% du total des revenus nets (sans prendre en compte les allocations de chômage auxquels ont droit les travailleurs en cas de licenciement).

1.2 OUTIL DE MESURE D'IMPACT

Dans cette section, nous proposons une estimation simple de l'impact de la fermeture de 717 entreprises sur les revenus des habitants de la commune où celles-ci sont implantées. Cet outil ne permet donc pas de prendre en compte l'impact de la fermeture d'un établissement sur les autres communes.

Ces 717 établissements ont été sélectionnés car ils sont suffisamment significatifs pour être susceptibles d'avoir une influence sur les revenus des habitants. Ici encore, l'outil est basé sur des données issues de l'ONSS et présente donc l'avantage d'éviter les éventuels biais liés à l'utilisation de l'« Enquête socio-économique générale 2001 ». Pour choisir les entreprises étudiées, nous avons retenu dans les données de l'ONSS⁶ au lieu de travail tous les établissements qui occupent soit 5% des emplois salariés de la commune (mais au minimum 20 personnes), soit au minimum 400 travailleurs et dont au minimum 10 habitants de la commune d'implantation travaillent dans le secteur d'activité de l'entreprise.

Pour chacune de ces 717 entreprises, nous ferons l'hypothèse qu'au maximum 50% des travailleurs résident dans la commune où l'entreprise est localisée. Ce chiffre de 50% est arbitraire mais nous semble déjà fort élevé sur base des observations réalisées tout au long de cette étude.

Moyennant cette hypothèse, nous estimons le nombre d'habitants de la commune d'implantation qui travaillent dans l'entreprise par le minimum entre le nombre de personnes qui travaillent dans le secteur d'activité de l'entreprise⁷ (et qui résident dans la commune d'implantation) et la moitié des effectifs de l'entreprise. En d'autres termes, soit l'entreprise est la seule du secteur active dans les environs et tous les habitants qui travaillent dans son secteur d'activité en sont des salariés ; soit il y a beaucoup d'autres établissements actifs dans ce secteur à proximité et nous faisons l'hypothèse que maximum 50% des travailleurs de l'entreprise résident dans la commune d'implantation.

⁶ Ici encore, nous n'avons pas pris en compte les administrations provinciales et locales (c'est-à-dire les données de l'ONSSAPL) car, dans les communes rurales, ces administrations jouent un rôle prédominant en termes d'emplois. Or, ces employeurs ont souvent peu de chance de disparaître et il nous a donc semblé plus intéressant de concentrer notre attention sur ceux qui sont inscrits à l'ONSS.

⁷ Pour rappel, au lieu de résidence, nous connaissons – via les données ONSS – le nombre de salariés qui travaillent dans un secteur d'activité NACE avec une précision à 3 chiffres (= NACE 3).

Cette approximation du nombre de travailleur se situe en principe dans une fourchette élevée car, d'une part, il est rare que 50% des travailleurs d'une entreprise résident dans la commune d'implantation et, d'autre part, le nombre de personnes qui travaillent dans le secteur d'activité de l'entreprise peut également inclure des salariés d'une autre entreprise.

Ensuite, nous estimons la perte de revenus des habitants en faisant le rapport entre le nombre estimé d'habitants qui travaillent dans l'entreprise étudiée et l'effectif total de l'entreprise, multiplié par les rémunérations nettes distribuées par l'entreprise. Tous ces calculs ainsi que l'estimation de l'impact de la fermeture pour les 717 entreprises sur leur commune d'implantation sont insérés en annexe à la suite de cette étude (figure 1). Ci-dessous, nous présentons un extrait de ce tableau où sont présentés les résultats pour les 12 entreprises évoquées dans cette étude.

Tableau 1 : impact maximum estimé de la fermeture d'entreprises sur les communes d'implantation (2001)

Nom de l'établissement	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de		Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
						revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	
Gerresheimer	690	345	206	206	12 164 254	3 631 647	48 345 354	7,51%
Les Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne	1 378	689	399	399	23 120 589	6 694 568	95 301 847	7,02%
Burgo Ardennes	763	382	135	135	16 739 220	2 961 723	130 459 282	2,27%
Champlon Salaisons	72	36	43	36	1 185 452	592 726	26 585 866	2,23%
Louis Duchene	154	77	52	52	2 730 168	921 875	43 767 834	2,11%
Hesbaye Frost	221	111	27	27	3 864 704	472 158	31 657 145	1,49%
Mc Bride	439	220	81	81	8 694 867	1 604 292	105 140 330	1,53%
Base militaire de Bierset	647	324	278	278	10 968 509	4 712 899	232 013 033	2,03%
Swift	913	457	53	53	22 930 084	1 331 100	102 298 079	1,30%
Kabelwerk Eupen AG	1 079	540	477	477	21 378 409	9 450 881	229 074 122	4,13%
Université catholique de Louvain	3 766	1 883	920	920	67 678 486	16 533 247	360 875 868	4,58%
Caterpillar	4 026	2 013	1 299	1 299	76 319 904	24 624 827	2 053 314 608	1,20%

La figure 1 en annexe ne comprend malheureusement pas les noms des entreprises (élément non fourni par l'ONSS) mais ils sont faciles à déduire sur base des effectifs, de la commune d'implantation et du secteur d'activité (NACE à 5 chiffres de 1998).

Les chiffres de la figure 1 en annexe ont tendance à surestimer l'impact d'une fermeture et ne concerne que la commune d'implantation. Or, comme nous avons pu le constater pour la société Burgo Ardennes, dans de rares cas, l'impact de la fermeture est plus important pour une commune contigüe que pour la commune d'implantation d'elle-même⁸.

Cependant, cet outil offre l'avantage de délivrer une première estimation rapide de l'impact de la fermeture d'un établissement. De plus, il est complémentaire des autres estimations réalisées dans ce chapitre car il permet de prendre conscience de biais éventuels. Par exemple, dans le cas de Gerresheimer présenté dans la section 1.1.1 de chapitre III, nous avons étudié l'impact de la fermeture de l'entreprise au moyen des données de l'« enquête socio-économique générale 2001 ». Sur la carte, nous mentionnons que les revenus des habitants de Momignies baissent de 8,14% avec la fermeture de l'entreprise. Dans le tableau inséré en annexe, le montant maximum est de 7,51%. Nous pouvons en déduire que le chiffre de 8,14% est surestimé : la fermeture de l'entreprise toucherait un peu moins Momignies et davantage les autres communes que ce qui est indiqué sur la carte.

⁸ Le tableau 1 est basé sur l'adresse légale de Burgo Ardennes qui est située à Virton. Or, l'impact de la fermeture est plus grand pour les habitants de la commune de Rouvroy (sur laquelle l'entreprise est également installée) et de Meix-devant-Virton.

Pour conclure, il est utile de souligner que les chiffres repris dans le tableau en annexe ne prennent pas en compte les allocations de chômage auxquelles ont normalement droit les travailleurs après leur licenciement. La baisse de revenus sera donc plus faible que celle mentionnée dans le tableau.

1.3 ÉTUDES DE CAS

Dans cette partie, nous nous sommes intéressés au cas particulier de 9 établissements. L'objectif étant de tirer des conclusions générales concernant l'impact de la fermeture d'une entreprise sur les revenus des habitants. Les établissements choisis sont : Champlon Salaisons (Tenneville), Louis Duchene (Modave), Hesbaye Frost (Geer), Mc Bride (Estaimpuis), la base militaire de Bierset (Grâce-Hollogne), Swift (La Hulpe), Kabelwerk Eupen AG (Eupen), l'UCL (Ottignies) et Caterpillar (Charleroi).

Nous avons sélectionné ces 9 cas d'étude (parmi la liste de 717 entreprises élaborée dans la section 1.2) selon des critères destinés à ce que notre échantillon soit le plus représentatif possible. Ceux-ci sont les suivants :

- Nous avons veillé à choisir des établissements actifs dans des secteurs d'activité diversifiés et répartis sur l'ensemble du territoire de la Région.
- Nous avons sélectionné des entreprises implantées dans des communes appartenant aux différents types illustrés dans la typologie du chapitre II.
- Pour les 9 exemples détaillés ci-dessous, soit la spatialisation des travailleurs et donc de leurs revenus est exacte (pour les cas de Kabelwerk Eupen AG et Hesbaye Frost), soit elle paraît vraisemblable sur base des informations à notre disposition.

Les cas d'étude sont présentés par ordre croissant en termes d'effectifs du personnel.

1.3.1 Champlon Salaisons

Cette entreprise de 72 travailleurs en 2001 est située à Tenneville (commune de type 2 d'après la typologie présentée au chapitre II) et est active dans le secteur de l' « industrie des viandes ». D'après nos estimations, 50% des travailleurs résident à Tenneville. Sur la figure 2 insérée en annexe, on voit que la fermeture de l'entreprise aurait un effet non négligeable sur les habitants de la commune avec une perte de leurs revenus totaux nets de 2,27% (0,78% en tenant des allocations de chômage). Par contre, la commune de Tenneville est la seule vraiment touchée dans la mesure où les autres communes subissent un impact qui est 10 fois moindre.

D'après notre prédiction sur l'impact maximum sur la commune d'implantation, les habitants devraient perdre un maximum de 2,23% de leur revenus. Les deux méthodes fournissent donc des résultats comparables.

1.3.2 Louis Duchene

L'entreprise Louis Duchene occupait 154 personnes en 2001. Elle est située à Modave (commune de type 1) et est classée dans le secteur « Construction d'ouvrage de bâtiment ou de génie civil ». La commune la plus touchée en cas de fermeture est celle où est implantée l'entreprise. Sur la figure 3 en annexe, on constate que les habitants de Modave perdent 0,83% du total de leurs revenus nets (0,34% avec les allocations de chômage). L'impact est relativement faible car les travailleurs proviennent d'un grand nombre de communes.

L'impact maximum estimé sur la commune d'implantation de Louis Duchene est de 2,11%. Ce chiffre est sensiblement plus élevé que les 0,83% susmentionnés car il existe un très grand nombre d'entreprises actives dans ce secteur d'activité. Les travailleurs du secteur « Construction d'ouvrage de bâtiment ou de génie civil » qui résident à Modave travaillent donc dans d'autres entreprises que Louis Duchene. Notre estimation de 0,83% est de ce fait la plus vraisemblable (l'entreprise Louis Duchene nous a par ailleurs confirmé que très peu de travailleurs résident dans la commune).

1.3.3 Hesbaye Frost

Hesbaye Frost employait 221 salariés en 2001, ce qui représente 30% de l'emploi salarié présent sur la commune. Elle est implantée à Geer (commune de type 1) et est active dans le secteur « industrie des fruits et légumes ». Nous avons été en contact avec cette entreprise qui nous a fourni les codes postaux des travailleurs. La spatialisation des revenus est donc exacte. Sur la figure 4 en annexe, on voit que la commune la plus touchée est Geer dont les habitants perdraient 1,26% de leurs revenus totaux nets si l'entreprise fermait (0,46% avec les allocations de chômage). Dans ce cas-ci, on voit qu'en valeur absolue, la commune la plus touchée est Waremme.

L'impact maximum estimé sur la commune d'implantation était de 1,49%.

1.3.4 Mc Bride

Mc Bride occupait 439 personnes en 2001 et est implantée à Estaimpuis (commune de type 8). Le secteur d'activité est « fabrication de savons, de parfums et produits d'entretien ». Dans l'hypothèse de la fermeture de cette entreprise, la figure 5 en annexe indique que la commune la plus touchée est la commune d'implantation dont les habitants perdraient 2% du total de leurs revenus nets (0,89% en prenant en compte les allocations de chômage). La commune qui bénéficie du plus de revenus en valeur absolue est Mouscron.

Cependant, dans le tableau 1, l'impact maximum de la fermeture de Mc Bride sur la commune d'implantation est de 1,53%. Nous pouvons donc en conclure que l'impact de 2% est surestimé. Cette surestimation pourrait être liée à la présence de travailleurs français dans l'entreprise⁹.

⁹ Comme les résidents français ne participent pas à l' « Enquête socio-économique générale 2001 », la spatialisation des travailleurs se fait sur base de l'effectif total (439 personnes) au lieu de se faire sur base du nombre des seuls résidents belges.

1.3.5 Base militaire de Bierset

La base militaire de Bierset employait 647 personnes en 2001 et se situe sur la commune de Grâce-Hollogne (commune de type 7). Pour ce cas d'étude, nous pensons que la spatialisation des travailleurs (navettes domicile-travail) est très bonne. En effet, le taux de réponse à l' « Enquête socio-économique générale 2001 » pour cette activité est exceptionnellement élevé (en plus du fait que le secteur d'activité « forces armées » était un des 17 secteurs d'activité proposés aux répondants).

Sur la figure 6, il apparaît que la commune la plus affectée par la fermeture de la base serait Grâce-Hollogne qui perdrait 0,52% de ses revenus. Ce « faible » impact est dû au fait que l'aire de recrutement de la base militaire de Bierset est très étendue et donc l'impact de la fermeture serait très dispersé. Ce même phénomène a déjà été constaté dans le cas de la caserne de Marche-en-Famenne.

L'impact maximum estimé sur la commune d'implantation est de 2,03%. Ce chiffre est trop élevé car la classification NACE 3 ne permet pas de distinguer les militaires des autres activités comme la police, la justice, la protection civile, etc. Tous les habitants de Grâce-Hollogne qui travaillent dans ces services publics sont donc inclus dans les 2,03%. Notre estimation de 0,52% est la plus fiable.

1.3.6 Swift

Swift est classée dans le secteur « télécommunications » et est une société qui fournit des services de messagerie financière¹⁰. Elle employait 913 personnes à La Hulpe en 2001 (commune de type 5). Malgré le fait que Swift représente 35% des emplois de la commune, sa fermeture entraînerait une perte de seulement 0,8% du total des revenus nets des habitants de La Hulpe (0,42% avec les allocations de chômage) qui serait la commune la plus touchée (cf. figure 7 en annexe). Ce faible impact s'explique par le fait que les personnes qui travaillent chez Swift proviennent d'un grand nombre de communes différentes (50% du total proviennent de Flandre ou de Bruxelles). Ce constat doit vraisemblablement être mis en lien avec le fait que la main d'œuvre employée chez Swift est qualifiée et de ce fait se déplace davantage.

En termes absolus, les communes les plus touchées sont Rixensart et Wavre.

L'impact maximum estimé sur la commune d'implantation est de 1,3% mais notre estimation de 0,8% est davantage probable (il existe d'autres entreprises de télécommunications dans les communes environnantes).

1.3.7 Kabelwerk Eupen AG

Cette câblerie employait 1079 personnes en 2001. Elle est située à Eupen (commune de type 3). Cette câblerie, comme Burgo Ardennes, est la seule entreprise du secteur active dans les environs. Cela signifie que grâce aux différentes données fournies par l'ONSS, nous connaissons avec précision le lieu de domicile des travailleurs ainsi que les rémunérations qu'ils perçoivent.

Sur la figure 8 en annexe, on voit que la fermeture de la câblerie entraînerait une très importante chute de revenus tant dans la commune d'implantation dont les habitants perdraient 4,26% du total de leurs revenus nets (1,98% avec les allocations de chômage) que dans plusieurs autres communes environnantes. Pourtant, Kabelwerk Eupen AG représente seulement 11% des emplois de la commune d'Eupen mais 44% des travailleurs de l'entreprise résident à Eupen, ce qui est beaucoup.

¹⁰ Les salariés de Swift ont de toute évidence répondu dans l' « Enquête socio-économique générale 2001 » qu'ils travaillaient dans le secteur « finances ».

Il est également intéressant de noter que les travailleurs de la câblerie résident pour une grande part dans des communes germanophones.

L'impact maximum estimé sur la commune d'implantation était de 4,13% dans le tableau 1, ce qui est inférieur aux 4,26% obtenus sur la figure 8. Cette différence s'explique par le fait qu'ici nous avons utilisé les rémunérations effectives plutôt que les rémunérations moyennes du secteur. Or, les salariés de la câblerie touchent des salaires qui sont supérieurs à la moyenne du secteur. C'est donc le chiffre de 4,26% qui doit être retenu.

1.3.8 Université catholique de Louvain

Située sur le territoire de la commune d'Ottignies (commune de type 6), l'UCL employait 3259 salariés en 2001. L'université représentait 4,28% du total des revenus nets des habitants de la commune (cf. figure 9). Comme dans le cas de Kabelwerk Eupen AG, les habitants d'autres communes environnantes ont également une part importante de leurs revenus du travail qui provient de l'UCL.

Dans la liste reprenant l'impact maximum pour la commune d'implantation, on voit que le maximum pour l'UCL est de 4,58%.

1.3.9 Caterpillar

Caterpillar est implanté à Charleroi (commune de type 3) et occupait 4028 salariés en 2001. Sur la figure 10, on constate que la commune la plus touchée par la fermeture de Caterpillar est Farciennes dont les habitants perdraient 1,29% du total de leurs revenus nets (0,54% en prenant en compte les allocations de chômage) tandis que Charleroi perdrait 1,27%. A noter que, dans ce cas-ci, ce n'est donc pas la commune d'implantation qui semble être la plus touchée mais Farciennes qui n'est par ailleurs pas contigüe de Charleroi. En regard de la taille de l'entreprise, l'impact de Caterpillar est relativement modeste. Ceci s'explique sans doute par le fait que bien que Caterpillar soit le plus gros établissement à l'échelle de la Région wallonne, Caterpillar ne représente que 5% de l'emploi salarié de la commune de Charleroi.

En outre, l'impact maximum estimé de Caterpillar dans le tableau 1 est de 1,20%. Nous savons donc que notre estimation de 1,27% pour la commune de Charleroi est légèrement surestimée, ce qui implique également une sous-estimation de l'impact sur d'autres communes.

1.4 CONCLUSIONS

Comme déjà constaté dans le rapport final 2007-2008, l'impact réel de la fermeture d'une entreprise sur les revenus des habitants des communes est inférieur à celui généralement attendu. Bien entendu, nous n'avons pas pris en compte l'effet éventuel sur les sous-traitants ou les effets induits. Ceux-ci varient fortement en fonction du type d'activité et de la taille de l'entreprise concernée mais nous pensons qu'il est a priori fort rare que ces effets soient d'un ordre de grandeur comparable à l'effet direct de la fermeture. Dans la plupart des cas, l'impact estimé ici est vraisemblablement proche de l'impact total.

Au moyen de la définition d'un impact maximum pour la fermeture d'une entreprise sur les communes (section 1.1) et des différentes études de cas proposées, nous essayons de tirer les conclusions les plus générales possibles sur les conséquences prévisibles en termes de revenus pour les habitants des 262 communes wallonnes d'une fermeture d'entreprise. En effet, les 12 cas d'étude présentés dans ce chapitre sont des établissements actifs dans des secteurs diversifiés et sont implantés chacun des 8 types de communes qu'il nous a semblé pertinent de distinguer.

Quoique chaque entreprise soit spécifique, il semble possible de tirer les conclusions suivantes en termes d'impact d'une fermeture :

- En général, la commune la plus touchée est celle où est localisée l'entreprise.
- Une perte de revenus pour les habitants de plus de 4% est extrêmement rare et correspond à des circonstances très particulières comme une entreprise de taille très importante implantée dans une commune de taille restreinte et dont une part importante des travailleurs réside dans une commune. Dans la plupart des cas, une baisse de revenus de l'ordre de 2% est déjà fort élevée.
- Ce n'est pas parce qu'une entreprise fournit une bonne part de l'emploi de la commune que l'impact de sa fermeture sera important pour les habitants. En effet, la dispersion de la provenance des salariés qui travaillent dans cette entreprise entre également en ligne de compte.
- Ce ne sont pas nécessairement les plus gros établissements qui ont l'impact le plus grand. Caterpillar ou Swift ont des impacts relativement faibles alors que ces deux entreprises occupent beaucoup de salariés. A l'inverse, Champlon Salaisons représente peu d'emplois mais aura un impact plus élevé sur les habitants d'une commune.

Au-delà des 12 cas d'étude que nous présentons dans ce rapport (nous avons traité environ 25 établissements au total), nous avons pu constater que la spatialisation des salariés (les navettes domicile-travail) et donc des revenus a tendance à surestimer l'impact de la fermeture pour la commune d'implantation. L'ampleur de ce biais peut généralement être évaluée par l'outil de mesure d'impact pour la commune d'implantation que nous avons élaboré.

En outre, le fait que la commune la plus touchée soit généralement celle où est implantée l'entreprise souligne la pertinence de l'outil que nous avons élaboré pour déterminer l'impact maximum de la fermeture d'un établissement sur les habitants de la commune d'implantation. Les cas d'études et l'outil élaboré pour la liste des 717 entreprises sont complémentaires.

Enfin, nous rappelons que dans trois des 12 cas présentés ici, la spatialisation de l'impact de la fermeture de l'entreprise est exacte (il s'agit de Burgo Ardennes, Kabelwerkeupen AG et Hesbaye Frost)¹¹.

2. L'IMPACT DE LA FERMETURE D'UNE ENTREPRISE SUR LES RECETTES COMMUNALES

Dans cette section, nous examinons en quoi et comment la fermeture d'une entreprise a une influence sur les recettes communales. Celles-ci sont touchées directement via les impôts payés par les travailleurs (les additionnels à l'impôt sur les personnes physiques) et par les différentes taxes payées par l'entreprise (le précompte immobilier et les taxes communales).

Nous évoquons dans un premier temps les impôts dus par les travailleurs, puis ceux payés par les entreprises. Enfin, nous abordons la manière dont une fermeture d'entreprise peut affecter le Fonds des communes.

¹¹ Pour Burgo Ardennes et Kabelwerk Eupen AG, les rémunérations brutes ne sont pas estimées mais issues des données ONSS.

2.1 LES ADDITIONNELS A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES

Pour évaluer l'impact de la fermeture d'une entreprise sur les recettes communales par le biais de la baisse des additionnels à l'impôt des personnes physiques (IPP), un premier élément à prendre en compte est le taux d'additionnels (qui varie d'une commune à l'autre, le minimum étant de 5% et le maximum de 8,5% en 2001). Toutes choses étant égales par ailleurs, une commune avec un taux d'additionnels élevé sera davantage touchée que celle avec un taux bas.

Par ailleurs, il est utile de connaître l'impact maximum que pourrait avoir la fermeture d'une entreprise sur les finances communales par le biais des additionnels à l'IPP pour savoir si cet élément est important ou non dans les recettes des communes. Pour ce faire, il semble a priori logique de penser que les communes qui perdent la part la plus importante de leur recettes communales par le biais des additionnels sont également celles dont les habitants perdent le plus de revenus suite à la fermeture de leur entreprise. Néanmoins, les choses sont plus compliquées car il faut également tenir compte du fait que certaines communes ont un budget communal par habitant nettement plus élevé que d'autres : par exemple dans le seul arrondissement de Virton qui comprend 10 communes relativement comparables, les recettes communales totales par habitant de Rouvrois sont le triple de celles de Musson en 2003¹². De ce fait, les additionnels communaux à l'IPP représentent une part fort variable des recettes communales. Par conséquent, la diminution relative de recettes communales suite à la fermeture d'une entreprise est difficile à estimer car elle variera énormément selon la commune étudiée.

Nous envisageons dès lors ce que perdent les communes dans le cas de 3 fermetures qui ont des répercussions importantes sur les revenus des travailleurs : Gerresheimer, les Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne et Burgo Ardennes. Les résultats sont présentés en annexe sous forme de cartes (figure 11 à 13). D'après ces 3 exemples, une fermeture d'entreprise engendrera dans des cas très exceptionnels une baisse de l'ordre de 2% des recettes totales pour la commune la plus touchée suite à la perte d'additionnels à l'IPP. Nous avons effectué ce calcul avec d'autres exemples de fermeture de grosses entreprises et nous avons obtenu des chiffres plus faibles (les recettes totales de la commune la plus touchée baissent de moins de 1%). Il semble difficile d'obtenir des conclusions définitives à ce sujet mais nous pensons fournir un ordre de grandeur représentatif.

Rappelons pour terminer que, si l'entreprise ferme en 2001, les recettes de la commune en termes de recettes d'additionnels à l'IPP baisseront seulement à partir de 2003.

2.2 LE PRECOMPTE IMMOBILIER ET LES TAXES COMMUNALES

Les taxes payées aux communes par les entreprises peuvent représenter une part conséquente de leurs recettes, et ce, plus particulièrement dans les communes à forte activité industrielle. Les principales taxes (en termes de montants) sont le précompte immobilier sur les biens immobiliers bâtis et non bâtis, le précompte immobilier sur le matériel et l'outillage, la taxe industrielle compensatoire et la taxe sur la force motrice.

L'importance que prennent ces recettes varie en fonction de divers critères, parmi lesquels :

¹² A Rouvrois, les recettes par habitant sont de 2145€ en 2003 tandis qu'elles sont de 664€ à Musson.

- Le *secteur d'activité de l'entreprise* : selon que celle-ci soit une entreprise industrielle ou de services, elle sera dans un cas amenée à payer des taxes telles la taxe sur la force motrice ou la taxe industrielle compensatoire, et dans l'autre plutôt des taxes sur les surfaces de bureau ou sur le personnel occupé. Les taxes payées par l'industrie sont souvent sans commune mesure avec les taxes payées par le secteur tertiaire.
- La *commune d'implantation* jouit d'une certaine liberté dans la détermination des taxes locales qu'elle instaure.
- Les *éventuelles aides à l'investissement* consenties aux entreprises, variables selon la région d'implantation (région prospère ou au contraire en reconversion économique).

Dans la pratique, les entreprises sont souvent réticentes à délivrer ce genre d'informations. Nous avons tout de même obtenu des informations concernant Burgo Ardennes, Gerresheimer, le site de Chertal (ArcelorMittal) et Swift. Ces données ne sont pas tout à fait précises car taxes et recettes totales ne sont pas toujours relatives à la même année. En outre, pour Gerresheimer, les chiffres reçus sont des données approximatives fournies sans référence à une année.

Dans le tableau, on constate que la part des taxes payées par une grosse entreprise¹³ dans les recettes totales varie fortement d'une commune à l'autre. Il est donc très difficile de tirer des conclusions générales sur leur importance pour les communes, si ce n'est qu'elles peuvent jouer un rôle considérable dans certains cas.

Tableau 2 : taxes payées par Swift, Burgo Ardennes, Gerresheimer et Chertal à leur commune d'implantation (en €)

	Swift (2001)	Burgo Ardennes (2001)	Burgo Ardennes (2001)	Gerresheimer	Chertal (2001)
Commune d'implantation	La Hulpe	Virton	Rouvroy	Momignies	Oupeye
Taxe sur la force motrice	18 276	356 434	401 380	~15 000	1 981 611
Taxe sur les bureaux	156 954				
Précompte immobilier	248 923	1 565 105	2 274 181	~380 000	1 895 419
Taxe industrielle compensatoire				~15 000	1 826 277
Total taxes	424 153	1 921 538	2 675 561	~410 000	5 703 308
Recettes totales communales (2003)	7 434 404	11 737 341	4 125 916	5 915 931	28 265 657
Part des taxes payées par l'entreprise dans les recettes totales de la commune	~5,7%	~16,4%	~64,8%	~6,9%	~20,2%

Enfin, il faut souligner la tendance générale à l'allègement des charges fiscales pesant sur l'activité économique en Wallonie. Les entreprises sont exemptées du paiement du précompte immobilier sur le matériel et l'outillage acquis ou constitué à l'état neuf depuis 2006, de la taxe sur la force motrice et de la taxe industrielle compensatoire aux mêmes conditions. Ceci entraînera donc dans les prochaines années une diminution progressive des recettes fiscales communales de ce type et singulièrement sur l'activité industrielle.

¹³ Ces 4 entreprises occupent entre 700 et 1370 salariés en 2001.

2.3 LE FONDS DES COMMUNES

En annexe est présentée une analyse détaillée du fonctionnement de l'ancien et des nouveaux Fonds des communes en lien avec l'activité économique. Le nouveau Fonds des communes wallon est entré en vigueur en 2008 et le Fonds des communes de la Communauté germanophone a débuté en 2009. Seuls certains éléments essentiels sont présentés ici.

La réforme du Fonds des communes wallon a consisté d'une part en un refinancement assez important de celui-ci et de l'autre en une révision de son mode de fonctionnement. Cette modification a bien entendu des conséquences sur la manière dont les dotations communales réagissent suite à la fermeture d'une entreprise.

Notons tout d'abord que le nouveau Fonds des communes wallon comporte beaucoup moins de critères de répartition que le précédent (cinq contre dix-sept), ce qui devrait en rendre la compréhension plus aisée pour les acteurs locaux.

Contrairement à l'ancien Fonds des communes, le nouveau Fonds ne comprend pas de critères directement économiques, prenant en compte par exemple les taxes communales perçues ou les pertes d'emplois subies par une commune. Les critères actuellement utilisés sont d'ordre plus « structurel », ce qui a entre autres pour objectif d'éviter de trop grandes fluctuations des dotations communales suite à des perturbations économiques.

Plus que dans l'ancien Fonds des communes, l'accent est mis sur la solidarité entre communes au profit des communes à population pauvre. Une part beaucoup plus importante de la dotation globale du Fonds des communes est réservée aux communes se situant en-dessous de la moyenne régionale. Les moyens sont donc plus concentrés mais ceci a pour effet que les dotations s'adaptent moins aux événements pour certaines communes « plus aisées ».

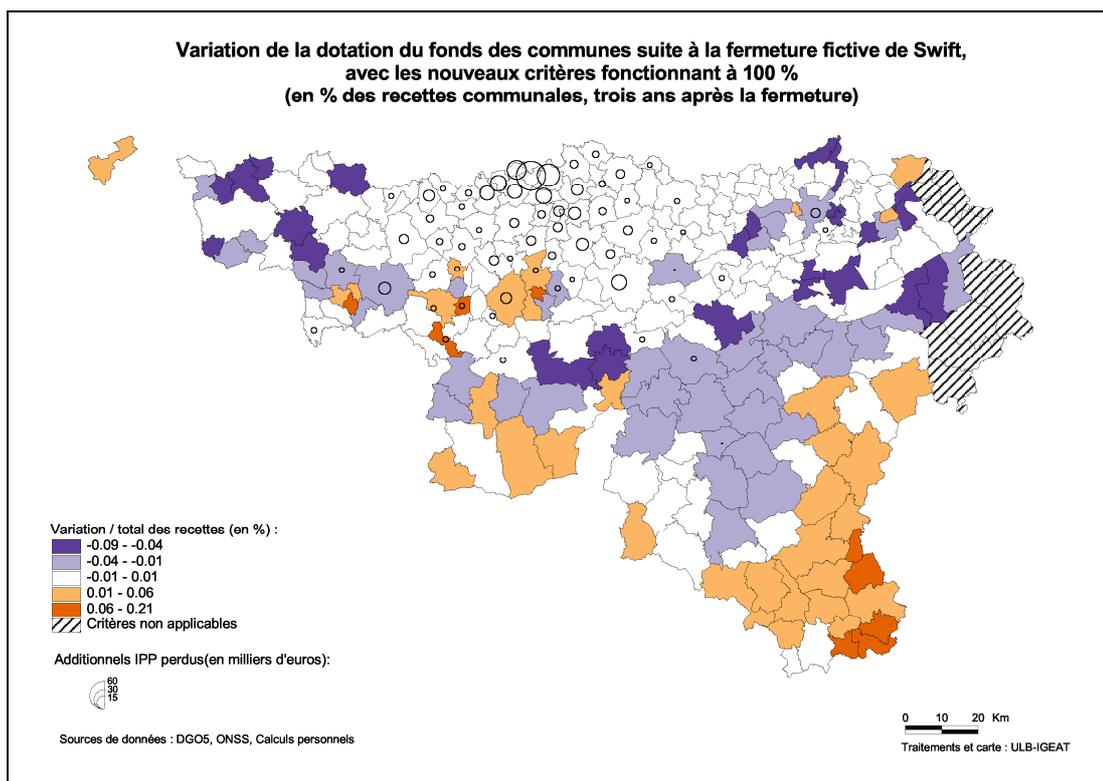
Nous présentons la fluctuation du Fonds des communes wallon pour la « fermeture » de deux exemples d'entreprises : Swift et Caterpillar.

2.3.1 Swift

La carte ci-dessous présente la manière dont réagirait le nouveau Fonds des communes suite à la fermeture de Swift si les nouveaux critères étaient d'application à 100%. Dans ce cas, la réaction se produirait trois ans après les faits et ne serait concentrée que sur une année.

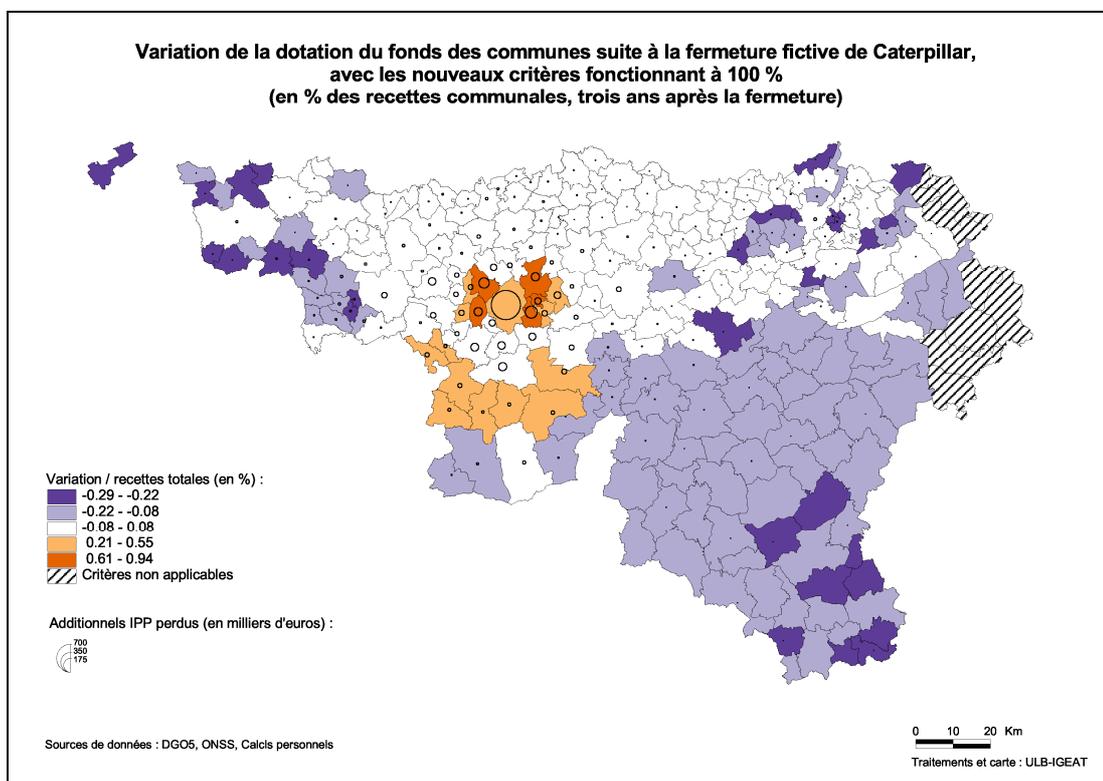
Le seul critère impacté est celui de la péréquation IPP : seules sont donc prises en compte les baisses de rendement des additionnels IPP. Les communes touchées par ces baisses sont les communes de résidence des travailleurs. On observe ici que les communes touchées ne percevraient aucune augmentation de leur dotation car leurs rendements des additionnels à l'IPP sont plus élevés que la moyenne régionale. Par contre, ce sont d'une part des communes hennuyères plus défavorisées et de l'autre des communes du sud de la Wallonie (dont pour rappel une part importante des résidents travaillent à l'étranger, d'où une certaine sous-estimation de la richesse réelle des habitants) qui verraient leurs dotations augmenter.

Malgré la baisse du rendement suite à la fermeture, les communes du Brabant wallon restent au-dessus de la moyenne et ne peuvent donc prétendre à cette tranche.



2.3.2 Caterpillar

Pour Caterpillar, la situation est fort différente. Les communes qui subissent une perte d'additionnels IPP sont des communes dont les habitants se situent sous la moyenne régionale. Elles perçoivent donc cette part de la dotation et l'effet se concentre essentiellement sur la région réellement touchée par l'événement.



Nous constatons que l'ancien et le nouveau Fonds des communes n'ont pas exactement les mêmes visées : si l'ancien Fonds des communes compensait les pertes subies par les communes par suite d'événements extraordinaires, le nouveau renforce la solidarité entre communes en se concentrant sur les communes les plus défavorisées. Les deux objectifs sont bien entendu difficilement conciliables. Il nous semble toutefois plus logique de fonctionner comme actuellement et de concentrer les moyens sur les communes qui en ont le plus besoin.

Notons également l'importance que revêt le refinancement du Fonds des communes dans un contexte d'incitation à l'allègement de la pression fiscale. Il n'aurait en effet pas été possible pour certaines communes de supporter cette baisse de recettes sans bénéficier par ailleurs d'un refinancement.

2.4 CONCLUSIONS

Nous avons examiné l'impact de la fermeture de (grosses) entreprises sur les recettes communales. En raison de la complexité et de l'ampleur du thème de la fiscalité communale, il est difficile de tirer des conclusions générales ; ce qui nécessiterait en soi une étude complète. Néanmoins, il semble possible de mettre certains éléments en avant.

Actuellement, la fermeture d'une (grosse) entreprise a essentiellement des conséquences en termes de manque à gagner sous forme de taxes pour les finances communales. En comparaison, les pertes d'additionnels à l'IPP sont souvent bien modestes. Cependant, la perte de taxes ne touche que la commune d'implantation de l'entreprise tandis que la perte d'additionnels à l'IPP concerne toutes les communes qui hébergent des travailleurs licenciés suite à la fermeture.

Progressivement, les taxes locales sur les entreprises devraient diminuer suite aux exemptions décidées en termes de précompte immobilier sur le matériel et l'outillage, de taxe sur la force motrice et de taxe industrielle compensatoire. Cette baisse progressive du poids des taxes locales sur l'activité économique dans les recettes communales permettra aux communes de s'adapter et d'éviter que celles-ci ne se trouvent dans une situation ingérable lorsqu'une grosse entreprise ferme sur leur territoire. En effet, que ferait la commune de Rouvroy si Burgo Ardennes qui représente 65% de ses recettes totales devait fermer ?

Par ailleurs, il existe dans le nouveau Fonds des communes wallon une tranche destinée à aider les communes qui ont un rendement d'additionnel à l'IPP plus faible que la moyenne régionale. Une fermeture d'entreprise influence la manière dont cette enveloppe est répartie et, dans certains cas, selon que les habitants ont des revenus imposables inférieurs ou supérieurs à la moyenne régionale, les communes qui perdent des additionnels à l'IPP peuvent être indemnisées.

En conclusion, du point de vue des finances communales, la fermeture d'une entreprise aura l'impact le plus grand sur la commune où est localisée l'entreprise, et ce, principalement par le biais d'une baisse des taxes perçues sur celles-ci. Les pertes d'additionnels à l'IPP sont d'une ampleur moindre mais touchent un grand nombre de communes et peuvent déstabiliser l'équilibre des recettes communales de certaines entités.

3. ACTUALISATION DE L'OUTIL DE DIAGNOSTIC ET DE MESURE D'IMPACT D'UNE FERMETURE D'ENTREPRISE

Cette section aborde la manière dont cette étude pourrait aboutir à la création d'un outil permettant de réaliser de manière régulière un diagnostic périodique des revenus en Wallonie et offrant aussi la possibilité d'estimer l'impact de la fermeture d'une entreprise spécifique sur les revenus des habitants.

Depuis le début de notre recherche, certains changements importants dans la collecte des statistiques ont été opérés.

Pour les salariés, l'ONSS et l'ONSSAPL ont mis en place en 2003 la déclaration multifonctionnelle qui devrait permettre dans les prochaines années de connaître les navettes domicile-travail avec précision (ce qui constitue un élément essentiel de cette étude). D'un autre côté, en 2011, il semble que le recensement décennal tel qu'il était réalisé auparavant sera remplacé par un recensement administratif. En conséquence, plus aucune information sur les navettes domicile-travail des indépendants ne devrait être disponible puisque l'Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants (INASTI) n'a rien mis en place pour améliorer sa collecte d'informations.

De même, la fin du recensement décennal signifiera vraisemblablement la perte d'informations sur le domicile des travailleurs frontaliers sortants, les distances parcourues par les travailleurs, leurs modes de déplacement, les diplômes obtenus, etc.

Une autre évolution concerne le développement de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) qui rassemble un grand nombre de données statistiques. La BCSS regroupe à présent les données sur les pensions, les allocations ONEM, les prestations familiales, le revenu d'intégration, les revenus des indépendants à leur lieu de domicile et les rémunérations des salariés (en ce compris les véhicules de société, les pécules de vacances, le domicile et le lieu de travail). Comme la BCSS effectue des recoupements entre différentes bases de données à sa disposition, les informations qu'elle fournit sont précises¹⁴. Mentionnons aussi que, à notre connaissance, les rémunérations des travailleurs frontaliers sortants (principalement des personnes qui se déplacent au Grand-Duché de Luxembourg) ne figurent pas dans la base de données gérée par la BCSS mais les statistiques fiscales pourraient peut-être fournir un complément utile dans ce domaine¹⁵.

Par contre, l'estimation des revenus du patrimoine restera délicate et nécessiterait une analyse circonstanciée en raison du manque de données dans ce domaine. Nous recommanderions dès lors de ne plus prendre en compte cette composante du revenu total si l'outil devait être géré par l'administration.

Par conséquent, il ne devrait plus subsister qu'un unique fournisseur de données, à savoir la BCSS. A condition que cette institution accepte de fournir les statistiques nécessaires. Ceci devrait faciliter et accélérer le travail d'actualisation de l'outil.

¹⁴ Excepté les revenus des indépendants qui souffrent de nombreux problèmes liés à la mauvaise qualité des statistiques qui sont fournies par l'INASTI.

¹⁵ Il semble qu'actuellement les statistiques fiscales des revenus incorporent les revenus des travailleurs frontaliers sortants. Il est dès lors peut-être envisageable d'obtenir des données de leur part.

A l'avenir, la principale difficulté pour actualiser cette étude réside dans le fait que toutes les données fournies par la BCSS sont des données brutes (c.-à-d. qu'elles incluent le précompte professionnel). Or, effectuer une mesure de l'impact d'une fermeture sur les revenus bruts des habitants n'est pas pertinent. Il sera donc nécessaire de soustraire le précompte professionnel des rémunérations des salariés, des pensions et des allocations ONEM. Comme ces éléments connaissent de régulières évolutions, il ne sera plus envisageable de traiter les données de la même manière que celle réalisée pour cette étude. Dans ce domaine, un travail d'analyse devra donc être entrepris.

En conclusion, l'outil futur devrait être plus simple et plus précis car les navettes domicile-travail seront connues avec exactitude mais les données couvriront un champ moins étendu que l'étude réalisée ici. En effet, les revenus du patrimoine seront de préférence ignorés et les revenus du travail des indépendants au lieu de travail ne pourront plus être estimés ; ce qui empêchera de mettre à jour certains diagnostics présentés dans ce travail. Néanmoins, la méconnaissance des revenus des indépendants au lieu de travail n'a pas d'incidence sur l'outil d'impact d'une fermeture d'entreprise car nous n'utilisons pas cette information.

Nous pensons donc que l'outil proposé pourrait être actualisé et géré par l'administration régionale grâce aux informations qui seront bientôt disponibles auprès de la BCSS.

4. DIFFICULTES LIEES A LA MESURE D'IMPACT D'UNE OUVERTURE D'ENTREPRISE

Contrairement à la fermeture d'un établissement, la difficulté principale pour mesurer l'effet de l'ouverture d'une nouvelle entreprise sur les revenus des habitants réside dans le fait qu'il faut prévoir d'où proviendront les travailleurs embauchés. Faire une prévision sur la commune de provenance des futurs travailleurs ne peut qu'être le fruit de conjectures. En outre, il risque d'être difficile d'obtenir de la part de l'entreprise qui désire créer un établissement des informations précises sur la quantité de personnes à embaucher, leurs statuts (ouvrier, employé) et/ou leurs rémunérations.

Pour cette raison, nous y avons accordé une priorité moindre et finalement nous n'avons pas développé d'« outil de mesure d'impact » au cours de cette subvention.

Par ailleurs, cet outil n'est peut-être pas aussi utile qu'il en a l'air dans la mesure où il est raisonnable de penser que fermeture et ouverture d'un établissement auront en toute logique des impacts sensiblement comparables. Nous avons dès lors un bon ordre de grandeur des bénéfiques que l'on peut espérer. Il est a priori illusoire de croire que l'ouverture d'une entreprise - même importante - entraîne une hausse substantielle des revenus des habitants de la commune d'implantation (une augmentation de 4% semble déjà correspondre à une situation exceptionnelle).

Toutefois, si une telle recherche devait être entreprise à l'avenir, la piste la plus prometteuse nous semble de centrer son attention exclusivement sur la commune d'implantation et ce pour deux raisons. D'une part, il est beaucoup plus facile de faire une prévision sur le nombre de travailleurs embauchés dans une seule commune que de répartir l'ensemble des travailleurs dans les 262 communes wallonnes ; ce qui implique nécessairement de faire des arbitrages entre les différentes localités. D'autre part, la question de l'impact d'une ouverture d'entreprise se pose généralement pour la commune qui accueille l'entreprise davantage que pour les autres.

Sur cette base, il est sans doute possible de fournir une estimation du nombre de salariés qui seront issus de la commune d'implantation de l'entreprise. En effet, si on confronte le nombre de personnes à engager ainsi que les qualifications requises par l'entreprise au nombre de demandeurs d'emploi et à leur degré de qualification (qui sont des informations que connaît le FOREM), on peut avoir une idée du nombre d'habitants de la commune qui peuvent espérer trouver un emploi dans la nouvelle entreprise. Sur ce point, il est également envisageable d'élaborer différents scénarios (part faible/moyenne/élevée de travailleurs qui proviennent de la commune où sera localisée l'entreprise) mais on sait qu'il est peu probable que plus de 50% des travailleurs proviennent de la commune d'implantation.

Finalement, grâce au secteur d'activité de l'entreprise, il est possible d'estimer les rémunérations futures des travailleurs et d'obtenir ainsi une estimation en fonction des différents scénarios de l'impact espéré de l'ouverture d'une entreprise sur les revenus des habitants de la commune d'implantation.

Chapitre IV : CONCLUSIONS

La recherche que nous concluons ici a permis de répondre à deux questions principales.

La première concerne les flux de revenus nets qui alimentent chacune des 262 communes wallonnes : de quelle nature sont-ils, d'où viennent-ils (où vont-ils) et quelles interdépendances mettent-ils en évidence ?

Cette partie du travail a permis d'élaborer un certain nombre de diagnostics inédits en termes de revenus et de circulation de ceux-ci à l'échelle des communes wallonnes. Nous nous sommes efforcés durant cette subvention de diffuser ces résultats auprès d'un public le plus large possible.

La seconde porte sur les conséquences de la fermeture d'une entreprise sur les revenus des habitants des communes et sur les finances communales : est-il possible de les estimer et quels résultats fournissent-ils en termes d'analyse territoriale ?

En matière d'impact d'une fermeture d'entreprise **sur les revenus des habitants**, nos conclusions sont que, si on excepte 3 des entreprises étudiées (Burgo Ardennes, les Cliniques Universitaires UCL de Mont-Godinne et Gerresheimer), il semble improbable que la fermeture d'une entreprise entraîne une perte de revenus nets supérieure à 5% pour les habitants d'une commune, et ce sans prendre en compte le droit aux allocations de chômage. Dans la plupart des cas, une commune (que ce soit celle d'implantation de l'entreprise ou les autres) dont les habitants perdraient 2% de leurs revenus totaux correspond déjà à une situation exceptionnelle. Si les allocations de chômage auxquelles ont en principe droit les travailleurs sont prises en compte, ces chiffres devraient encore baisser sensiblement.

Via les 12 études de cas que nous avons menées, nous avons donc montré que, moyennant le recoupement de diverses informations à notre disposition, il est possible d'établir une prévision de l'impact de la fermeture d'un établissement important. Le degré de précision de cette estimation dépendra de l'entreprise étudiée.

Cette partie de la recherche propose également une première estimation de l'impact maximum de la fermeture de 717 établissements sur les revenus des habitants de la commune d'implantation.

Nous pensons donc avoir ainsi développé un outil performant et avons indiqué comment celui-ci pourrait être actualisé à l'avenir par l'Administration régionale.

Pour ce qui est de l'impact **sur les finances communales**, il peut se produire de trois façons : via les taxes communales, via les additionnels à l'IPP et/ou via la dotation du Fonds des communes.

Des conclusions sont difficiles à tirer car les conséquences peuvent être très différentes selon le type d'entreprise mais aussi selon la commune d'implantation. Il apparaît que le manque à gagner le plus important se rencontre généralement dans la commune d'implantation de l'entreprise suite à la perte des taxes payées par celle-ci. Effectivement, les taxes payées par certaines entreprises (souvent industrielles) peuvent représenter une part conséquente du budget communal. La perte d'additionnels à l'impôt des personnes physiques suite au licenciement des travailleurs touche quant à elle toutes les communes où sont domiciliés les travailleurs mais cette perte de recettes ne dépassera vraisemblablement pas 1% à 2% des recettes totales.

Enfin, nous avons achevé le calcul d'impact en mesurant les fluctuations possibles de la dotation du Fonds des communes, fluctuations qui peuvent concerner un nombre très important de communes mais dans des proportions peu élevées, en particulier depuis la mise en œuvre des règles du nouveau Fonds des Communes.

Progressivement, les taxes communales sur l'activité économique vont diminuer suite à la mise en application du Plan Marshall. Cette initiative conjuguée au refinancement du Fonds des communes devrait réduire la dépendance des communes par rapport à l'activité économique et prévenir des difficultés insurmontables liées à la fermeture d'une grosse entreprise dans certaines communes (comme par exemple à Oupeye ou à Rouvroy).

Cette étude détaillée que nous avons faite des règles de fonctionnement du Fonds des communes nous a permis de proposer une description et une analyse comparatives de l'ancien Fonds des communes, du nouveau Fonds des communes wallon et du Fonds des communes de la Communauté germanophone. Analyse menée sous l'angle de l'impact de la fermeture d'une entreprise sur les dotations aux communes.

BIBLIOGRAPHIE

- CORTESE V., HAMZAOUI M., VALKENEERS A., VEINSTEIN M. (2006), *Scolarisation et niveau d'instruction*, working paper, SPF-politique scientifique fédérale.
- CPDT, *Les cartes d'accessibilité : pour qui, pourquoi ?*, site de la CPDT (http://cpdt.wallonie.be/?id_page=73), consulté le 15 août 2009.
- GUELTON S., NAVARRE F., ROUSSEAU M.-P. (2008), *L'économie de l'aménagement : état des lieux de la recherche (Rapport final)*, Centre de Recherche sur l'Espace, les Transports, l'Environnement et les Institutions locales, Paris.
- LAMBOTTE J.M (2008), transparents « Les parcs d'activité : quels besoins fonciers pour quels développements », (<http://139.165.29.109/telechargement/chaire/ws-2008/presentations-2/jean-marc-lambotte.pdf>), consulté le 18 août 2009.
- MARISSAL P., MEDINA LOCKHART P., VANDERMOTTEN C., VAN HAMME G. (2008), *Les structures socio-économiques de l'espace belge*, SPF Economie, Direction générale Statistique et Information économique.
- MERENNE B., VAN DER HAEGEN H., VAN HECKE E. (1998), *La Belgique, diversité territoriale*, Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles (SSTC), Bruxelles.
- NOIRJEAN S., MERLE T. (2005), *Intégration des politiques de mobilité et planification urbaine*, Les Cahiers du Développement urbain durable, n°1, pp. 91-109.
- THOMAS I., VERHETSEL A., LORANT V. (2009), « Le recensement de la population : un requiem ? », *Regards économiques*, n°67, IRES.

ANNEXE

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Impact maximum estimé de la fermeture d'un établissement sur la commune d'implantation (2001) ..	31
Figure 2 : part des revenus nets du travail distribués par Champlon Salaisons dans le total des revenus nets (2001)	50
Figure 3 : part des revenus nets du travail distribués par Louis Duchene dans le total des revenus nets (2001).	50
Figure 4 : part des revenus nets du travail distribués par Hesbaye Frost dans le total des revenus nets (spatialisation exacte, 2001)	51
Figure 5 : part des revenus nets du travail distribués par Mc Bride dans le total des revenus nets (2001).....	51
Figure 6: part des revenus nets du travail distribués par la base militaire de Bierset dans le total des revenus nets (2001)	52
Figure 7: part des revenus nets du travail distribués par Swift dans le total des revenus nets (2001)	52
Figure 8 : part des revenus nets du travail distribués par Kabelwerk Eupen AG dans le total des revenus nets (chiffres exacts, 2001)	53
Figure 9 : part des revenus nets du travail distribués par l'UCL dans le total des revenus nets (2001).....	53
Figure 10 : part des revenus nets du travail distribués par Caterpillar dans le total des revenus nets (2001)	54
Figure 11 : perte d'additionnels communaux à l'IPP suite à la « fermeture » de Gerresheimer (en % des recettes totales, 2003)	54
Figure 12 : perte d'additionnels communaux à l'IPP suite à la « fermeture » de l'hôpital de Mont-Godinne (en % des recettes totales, 2003)	55
Figure 13 : perte d'additionnels communaux à l'IPP suite à la « fermeture » de Burgo Ardennes (en % des recettes totales, 2003)	55

Figure 1 : Impact maximum estimé de la fermeture d'un établissement sur la commune d'implantation (2001)

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
AISEAU-PRESLES	27.100	Sidérurgie	366	183	84	84	8 180 732	1 877 545	116 269 508	1.61%
AISEAU-PRESLES	27.100	Sidérurgie	150	75	84	75	3 488 383	1 744 191	116 269 508	1.50%
AMAY	75.220	Défense	557	279	164	164	9 483 502	2 792 270	147 873 882	1.89%
AMBLEVE	85.322	Ateliers protégés	73	37	53	37	852 374	426 187	53 391 895	0.80%
ANDENNE	75.232	Prisons et institutions assimilées	322	161	230	161	5 768 233	2 884 116	250 990 815	1.15%
ANDERLUES	23.100	Cokéfaction	132	66	57	57	2 565 620	1 107 881	114 890 363	0.96%
ANDERLUES	45.211	Construction de maisons individuelles	118	59	230	59	1 660 103	830 051	114 890 363	0.72%
ANDERLUES	85.314	Instituts pour adultes handicapés	114	57	232	57	1 573 838	786 919	114 890 363	0.68%
ANDERLUES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	113	57	232	57	1 395 024	697 512	114 890 363	0.61%
ANDERLUES	75.302	Mutuelles et caisses d'assurance soins	164	82	25	25	2 823 955	430 481	114 890 363	0.37%
ANHEE	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	197	99	139	99	2 240 449	1 120 224	73 790 788	1.52%
ANHEE	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	80	40	130	40	1 164 018	582 009	73 790 788	0.79%
ANHEE	80.103	Enseignement fondamental communal	60	30	84	30	981 394	490 697	73 790 788	0.66%
ANHEE	45.250	Autres travaux de construction spécialisés	53	27	99	27	755 885	377 943	73 790 788	0.51%
ANS	52.121	Grands magasins (sans prédominance alimentaire et surface de vente de 2.500 m2 et plus)	400	200	426	200	5 803 129	2 901 564	322 748 166	0.90%
ANS	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	373	187	258	187	4 855 102	2 427 551	322 748 166	0.75%
ANTHISNES	51.620	Commerce de gros d'équipements pour la construction	26	13	16	13	492 656	246 328	47 271 566	0.52%
ANTHISNES	80.103	Enseignement fondamental communal	30	15	45	15	487 864	243 932	47 271 566	0.52%
ANTHISNES	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aéroports et d'installations sportives	23	12	60	12	357 505	178 752	47 271 566	0.38%
ANTOING	26.510	Fabrication de ciment	89	45	81	45	2 035 613	1 017 806	80 231 162	1.27%
ANTOING	15.830	Fabrication de sucre	79	40	21	21	1 464 107	389 193	80 231 162	0.49%
ARLON	75.220	Défense	627	314	271	271	10 658 534	4 606 798	353 693 181	1.30%
ARLON	60.100	Transports ferroviaires	530	265	191	191	9 493 826	3 421 360	353 693 181	0.97%
ARLON	15.840	Chocolaterie, confiserie	689	345	115	115	10 502 892	1 753 023	353 693 181	0.50%
ARLON	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	758	379	81	81	10 796 422	1 153 707	353 693 181	0.33%
ARLON	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	698	349	46	46	8 170 988	538 489	353 693 181	0.15%
ASSESE	24.120	Fabrication de colorants et de pigments	182	91	33	33	4 835 313	876 733	76 753 327	1.14%
ATH	34.300	Fabrication de parties et accessoires pour les véhicules à moteur et pour leurs moteurs	574	287	206	206	10 194 906	3 658 799	319 125 385	1.15%
ATTERT	80.103	Enseignement fondamental communal	64	32	55	32	1 036 976	518 488	55 949 753	0.93%
AUBANGE	31.610	Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	497	249	82	82	8 835 547	1 457 776	186 394 120	0.78%
AUBANGE	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	156	78	47	47	2 224 751	670 278	186 394 120	0.36%
AUBEL	15.131	Préparation de produits frais à base de viande et de conserves de viande	402	201	76	76	6 518 455	1 232 345	45 237 007	2.72%
AUBEL	45.211	Construction de maisons individuelles	180	90	59	59	2 630 527	862 228	45 237 007	1.91%
AUBEL	15.940	Fabrication de cidre et d'autres vins de fruits	98	49	18	18	1 994 168	366 276	45 237 007	0.81%
AWANS	52.441	Commerce de détail de meubles	192	96	78	78	2 563 030	1 041 231	102 925 705	1.01%
AWANS	51.520	Commerce de gros de métaux et minerais	158	79	38	38	3 128 448	752 411	102 925 705	0.73%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
AYWAILLE	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	132	66	253	66	2 504 522	1 252 261	115 251 923	1.09%
AYWAILLE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	104	52	253	52	1 838 216	919 108	115 251 923	0.80%
BAELEN	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	40	20	55	20	591 959	295 980	45 073 181	0.66%
BAELEN	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	44	22	55	22	584 640	292 320	45 073 181	0.65%
BAELEN	80.103	Enseignement fondamental communal	37	19	35	19	582 666	291 333	45 073 181	0.65%
BAELEN	22.220	Autre imprimerie	56	28	12	12	1 049 848	224 968	45 073 181	0.50%
BASSENGE	85.322	Ateliers protégés	129	65	148	65	1 516 519	758 259	96 256 188	0.79%
BASSENGE	45.450	Autres travaux de finition	67	34	35	34	966 997	483 499	96 256 188	0.50%
BASTOGNE	75.220	Défense	321	161	132	132	5 473 044	2 250 597	153 375 199	1.47%
BASTOGNE	28.630	Fabrication de serrures et de ferrures	231	116	108	108	3 596 904	1 681 669	153 375 199	1.10%
BEAUMONT	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	80	40	176	40	1 461 684	730 842	69 087 086	1.06%
BEAUMONT	45.250	Autres travaux de construction spécialisés	73	37	70	37	1 016 614	508 307	69 087 086	0.74%
BEAUMONT	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	54	27	176	27	966 392	483 196	69 087 086	0.70%
BEAUMONT	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	53	27	99	27	642 654	321 327	69 087 086	0.47%
BEAURAING	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	111	56	230	56	2 064 750	1 032 375	85 427 512	1.21%
BEAURAING	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	107	54	230	54	2 051 183	1 025 592	85 427 512	1.20%
BEAURAING	85.322	Ateliers protégés	155	78	233	78	1 812 705	906 353	85 427 512	1.06%
BEAUVECHAIN	75.220	Défense	1 379	690	127	127	23 403 895	2 155 399	87 605 069	2.46%
BERLOZ	80.103	Enseignement fondamental communal	21	11	19	11	331 757	165 879	31 433 265	0.53%
BERNISSART	52.113	Superettes (surface de vente comprise entre 100 et moins de 400 m2)	197	99	127	99	2 751 189	1 375 594	119 979 687	1.15%
BERNISSART	74.700	Nettoyage industriel	210	105	76	76	2 689 367	973 295	119 979 687	0.81%
BERNISSART	45.250	Autres travaux de construction spécialisés	128	64	312	64	1 873 750	936 875	119 979 687	0.78%
BERNISSART	51.392	Autres commerces de gros non spécialisés de produits alimentaires	119	60	59	59	1 776 819	880 944	119 979 687	0.73%
BERTOIGNE	45.215	Réalisation de canalisations à longue distance, construction de réseaux de télécommunication, construction de lignes de transport d'énergie	48	24	50	24	675 980	337 990	28 752 839	1.18%
BERTOIGNE	80.103	Enseignement fondamental communal	32	16	28	16	526 070	263 035	28 752 839	0.91%
BERTRIX	60.100	Transports ferroviaires	137	69	160	69	2 462 223	1 231 111	85 371 115	1.44%
BERTRIX	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	213	107	196	107	2 378 999	1 189 500	85 371 115	1.39%
BERTRIX	75.220	Défense	172	86	50	50	2 932 138	852 366	85 371 115	1.00%
BERTRIX	85.322	Ateliers protégés	133	67	196	67	1 547 241	773 621	85 371 115	0.91%
BIEVRE	29.321	Fabrication de machines agricoles et forestières	92	46	24	24	1 668 431	435 243	30 802 482	1.41%
BIEVRE	51.542	Commerce de gros de fournitures et équipements pour plomberie et chauffage	48	24	22	22	907 988	416 161	30 802 482	1.35%
BIEVRE	45.213	Construction de bâtiments d'usage industriel, commercial ou agricole	38	19	103	19	555 431	277 716	30 802 482	0.90%
BIEVRE	20.101	Sciage et rabotage du bois	34	17	17	17	512 277	256 139	30 802 482	0.83%
BLEGNY	75.220	Défense	518	259	201	201	8 761 896	3 399 886	158 103 225	2.15%
BLEGNY	15.811	Boulangeries industrielles	281	141	52	52	4 330 321	801 341	158 103 225	0.51%
BOUILLON	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	90	45	131	45	1 650 726	825 363	55 614 212	1.48%
BOUILLON	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	67	34	117	34	807 417	403 709	55 614 212	0.73%
BOUSSU	85.110	Activités hospitalières	617	309	376	309	9 648 686	4 824 343	201 555 079	2.39%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
BOUSSU	85.110	Activités hospitalières	316	158	376	158	4 780 616	2 390 308	201 555 079	1.19%
BOUSSU	52.115	Hypermarchés (surface de vente de 2.500 m2 et plus)	336	168	233	168	4 658 177	2 329 089	201 555 079	1.16%
BRAINE-L'ALLEUD	24.421	Fabrication de médicaments	1 701	851	324	324	39 725 737	7 566 807	521 135 506	1.45%
BRAINE-L'ALLEUD	85.110	Activités hospitalières	462	231	558	231	7 432 423	3 716 212	521 135 506	0.71%
BRAINE-LE-CHATEAU	75.112	Administration communautaire et régionale	199	100	149	100	3 541 668	1 770 834	124 034 430	1.43%
BRAINE-LE-COMTE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	127	64	462	64	2 220 855	1 110 427	241 777 328	0.46%
BRAIVES	60.242	Transports routiers de marchandises	37	19	56	19	588 778	294 389	64 031 551	0.46%
BRAIVES	80.101	Enseignement fondamental communautaire	32	16	64	16	524 078	262 039	64 031 551	0.41%
BRAIVES	80.103	Enseignement fondamental communal	29	15	64	15	471 987	235 993	64 031 551	0.37%
BRUGELETTE	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	127	64	55	55	1 806 136	782 185	36 271 372	2.16%
BRUGELETTE	15.830	Fabrication de sucre	85	43	23	23	1 542 903	417 491	36 271 372	1.15%
BRUGELETTE	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	43	22	80	22	749 326	374 663	36 271 372	1.03%
BRUGELETTE	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	56	28	19	19	903 322	306 484	36 271 372	0.84%
BRUGELETTE	92.722	Exploitation de parcs de récréation, lunaparcs et similaires	68	34	14	14	931 129	191 703	36 271 372	0.53%
BRUNEHAUT	80.103	Enseignement fondamental communal	50	25	99	25	830 826	415 413	77 795 652	0.53%
BRUNEHAUT	85.110	Activités hospitalières	50	25	190	25	745 386	372 693	77 795 652	0.48%
BRUNEHAUT	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	38	19	142	19	484 242	242 121	77 795 652	0.31%
BRUNEHAUT	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	33	17	142	17	389 038	194 519	77 795 652	0.25%
BULLANGE	28.630	Fabrication de serrures et de ferrures	62	31	47	31	1 109 114	554 557	55 797 567	0.99%
BULLANGE	34.201	Fabrication de carrosseries et remorques	127	64	31	31	2 235 507	545 675	55 797 567	0.98%
BURDINNE	75.232	Prisons et institutions assimilées	122	61	27	27	2 093 063	463 219	32 068 816	1.44%
BURDINNE	64.110	Postes nationales	35	18	24	18	534 374	267 187	32 068 816	0.83%
BURG-REULAND	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	25	13	46	13	366 921	183 460	46 549 865	0.39%
BUTGENBACH	75.220	Défense	278	139	85	85	4 737 506	1 448 518	59 646 213	2.43%
BUTGENBACH	15.880	Fabrication de préparations homogénéisées et d'aliments diététiques	83	42	35	35	1 199 462	505 797	59 646 213	0.85%
CELLES	26.650	Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	37	19	17	17	713 160	327 668	58 752 909	0.56%
CELLES	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	40	20	63	20	650 236	325 118	58 752 909	0.55%
CERFONTAINE	80.103	Enseignement fondamental communal	31	16	50	16	511 099	255 550	44 860 605	0.57%
CERFONTAINE	45.211	Construction de maisons individuelles	22	11	51	11	319 134	159 567	44 860 605	0.36%
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	80.103	Enseignement fondamental communal	103	52	123	52	1 651 450	825 725	145 034 743	0.57%
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	281	141	283	141	194 482	97 241	145 034 743	0.07%
CHARLEROI	27.100	Sidérurgie	2 062	1 031	1 768	1 031	49 436 983	24 718 491	2 053 314 608	1.20%
CHARLEROI	29.520	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	4 026	2 013	1 299	1 299	76 319 904	24 624 827	2 053 314 608	1.20%
CHARLEROI	35.300	Construction aéronautique et spatiale	1 800	900	821	821	34 899 631	15 918 109	2 053 314 608	0.78%
CHARLEROI	64.110	Postes nationales	1 606	803	960	803	25 100 420	12 550 210	2 053 314 608	0.61%
CHARLEROI	60.100	Transports ferroviaires	1 240	620	973	620	22 116 798	11 058 399	2 053 314 608	0.54%
CHARLEROI	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	1 416	708	2 196	708	19 764 962	9 882 481	2 053 314 608	0.48%
CHARLEROI	65.121	Banques	782	391	644	391	19 104 658	9 552 329	2 053 314 608	0.47%
CHARLEROI	27.100	Sidérurgie	755	378	1 768	378	17 502 947	8 751 474	2 053 314 608	0.43%
CHARLEROI	75.111	Administration centrale	837	419	2 139	419	15 783 949	7 891 974	2 053 314 608	0.38%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
CHARLEROI	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	839	420	2 575	420	15 708 922	7 854 461	2 053 314 608	0.38%
CHARLEROI	64.201	Régie des télégraphes et téléphones - Belgacom	746	373	481	373	14 744 750	7 372 375	2 053 314 608	0.36%
CHARLEROI	80.103	Enseignement fondamental communal	852	426	1 135	426	13 717 627	6 858 813	2 053 314 608	0.33%
CHARLEROI	74.501	Sélection de personnel et placement	945	473	2 196	473	13 503 944	6 751 972	2 053 314 608	0.33%
CHARLEROI	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	703	352	2 575	352	12 973 321	6 486 661	2 053 314 608	0.32%
CHARLEROI	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	664	332	2 575	332	12 344 641	6 172 320	2 053 314 608	0.30%
CHARLEROI	80.222	Enseignement secondaire professionnel ou technique provincial	660	330	2 575	330	12 250 808	6 125 404	2 053 314 608	0.30%
CHARLEROI	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	709	355	1 135	355	11 587 697	5 793 848	2 053 314 608	0.28%
CHARLEROI	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	863	432	1 930	432	11 402 152	5 701 076	2 053 314 608	0.28%
CHARLEROI	31.100	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	683	342	239	239	15 169 566	5 308 238	2 053 314 608	0.26%
CHARLEROI	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	594	297	1 360	297	10 008 876	5 004 438	2 053 314 608	0.24%
CHARLEROI	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	1 496	748	411	411	17 771 904	4 882 522	2 053 314 608	0.24%
CHARLEROI	75.242	Gendarmerie	504	252	692	252	8 544 245	4 272 122	2 053 314 608	0.21%
CHARLEROI	80.223	Enseignement secondaire professionnel ou technique communal	467	234	2 575	234	8 321 663	4 160 831	2 053 314 608	0.20%
CHARLEROI	32.202	Fabrication d'appareils de téléphonie	656	328	166	166	16 200 479	4 099 511	2 053 314 608	0.20%
CHARLEROI	85.110	Activités hospitalières	462	231	1 760	231	7 577 378	3 788 689	2 053 314 608	0.18%
CHARLEROI	75.231	Tribunaux	415	208	692	208	6 896 495	3 448 248	2 053 314 608	0.17%
CHARLEROI	74.700	Nettoyage industriel	747	373	695	201	3 927 400	1 963 700	2 053 314 608	0.10%
CHARLEROI	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	746	373	1 913	373	141 211	70 605	2 053 314 608	0.00%
CHARLEROI	35.200	Construction de matériel ferroviaire roulant	428	214	17	17	232 674	9 242	2 053 314 608	0.00%
CHASTRE	85.110	Activités hospitalières	141	71	113	71	2 406 620	1 203 310	84 196 345	1.43%
CHASTRE	80.103	Enseignement fondamental communal	41	21	60	21	688 324	344 162	84 196 345	0.41%
CHASTRE	45.331	Installation de systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation	41	21	38	21	623 816	311 908	84 196 345	0.37%
CHASTRE	75.120	Activités d'organismes publics relatives aux soins de santé, à l'environnement, à l'enseignement, à la culture et aux autres matières sociales	36	18	175	18	584 944	292 472	84 196 345	0.35%
CHASTRE	64.110	Postes nationales	37	19	22	19	577 745	288 873	84 196 345	0.34%
CHASTRE	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	36	18	27	18	569 996	284 998	84 196 345	0.34%
CHATELET	52.115	Hypermarchés (surface de vente de 2.500 m2 et plus)	367	184	390	184	5 050 878	2 525 439	357 735 860	0.71%
CHAUDFONTAINE	27.520	Fonderie d'acier	437	219	116	116	8 333 749	2 212 162	295 505 419	0.75%
CHAUDFONTAINE	15.980	Industrie des eaux minérales et des boissons rafraichissantes	265	133	57	57	5 332 593	1 147 011	295 505 419	0.39%
CHAUMONT-GISTOUX	80.103	Enseignement fondamental communal	100	50	110	50	1 602 987	801 493	157 087 764	0.51%
CHAUMONT-GISTOUX	60.242	Transports routiers de marchandises	57	29	53	29	927 350	463 675	157 087 764	0.30%
CHIEVRES	75.220	Défense	283	142	89	89	5 122 295	1 610 898	69 907 966	2.30%
CHIEVRES	85.322	Ateliers protégés	72	36	119	36	844 427	422 213	69 907 966	0.60%
CHIMAY	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	158	79	288	79	2 976 076	1 488 038	100 312 290	1.48%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
CHINY	60.242	Transports routiers de marchandises	35	18	43	18	557 160	278 580	55 107 732	0.51%
CINEY	85.314	Instituts pour adultes handicapés	543	272	480	272	7 402 468	3 701 234	164 564 142	2.25%
CINEY	52.310	Pharmacies	259	130	84	84	3 525 700	1 143 470	164 564 142	0.69%
CLAVIER	28.120	Fabrication de charpentes et menuiseries métalliques	82	41	37	37	1 402 986	633 055	45 418 956	1.39%
CLAVIER	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	62	31	90	31	833 878	416 939	45 418 956	0.92%
COLFONTAINE	80.222	Enseignement secondaire professionnel ou technique provincial	134	67	260	67	2 415 604	1 207 802	193 087 945	0.63%
COLFONTAINE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	149	75	260	75	2 336 959	1 168 480	193 087 945	0.61%
COLFONTAINE	80.103	Enseignement fondamental communal	139	70	136	70	2 219 422	1 109 711	193 087 945	0.57%
COLFONTAINE	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	183	92	237	92	2 027 825	1 013 912	193 087 945	0.53%
COMBLAIN-AU-PONT	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	57	29	90	29	976 703	488 352	56 490 112	0.86%
COMBLAIN-AU-PONT	75.111	Administration centrale	40	20	78	20	756 938	378 469	56 490 112	0.67%
COMBLAIN-AU-PONT	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	56	28	83	28	672 228	336 114	56 490 112	0.59%
COMINES-WARNETON	26.402	Fabrication de briques	256	128	165	128	5 049 183	2 524 591	186 573 655	1.35%
COURT-SAINT-ETIENNE	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	119	60	211	60	2 196 857	1 098 428	118 069 235	0.93%
COURT-SAINT-ETIENNE	80.222	Enseignement secondaire professionnel ou technique provincial	89	45	211	45	1 596 841	798 420	118 069 235	0.68%
COUVIN	28.220	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	264	132	116	116	4 521 876	1 986 885	133 763 326	1.49%
COUVIN	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	172	86	379	86	3 330 250	1 665 125	133 763 326	1.24%
CRISNEE	75.250	Pompiers et protection civile	138	69	29	29	2 372 980	498 670	32 947 897	1.51%
CRISNEE	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	147	74	32	32	2 233 317	486 164	32 947 897	1.48%
DALHEM	80.103	Enseignement fondamental communal	64	32	128	32	1 024 412	512 206	76 568 792	0.67%
DINANT	85.110	Activités hospitalières	350	175	284	175	5 683 517	2 841 758	137 915 870	2.06%
DISON	85.314	Instituts pour adultes handicapés	386	193	262	193	5 385 947	2 692 973	141 484 334	1.90%
DISON	15.510	Fabrication de produits laitiers	164	82	64	64	3 188 095	1 244 135	141 484 334	0.88%
DISON	80.103	Enseignement fondamental communal	126	63	170	63	2 040 219	1 020 110	141 484 334	0.72%
DISON	31.200	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	262	131	34	34	5 245 979	680 776	141 484 334	0.48%
DONCEEL	80.103	Enseignement fondamental communal	21	11	37	11	334 489	167 245	33 858 394	0.49%
DOUR	31.300	Fabrication de fils et câbles isolés	223	112	107	107	4 257 341	2 042 760	170 208 254	1.20%
DOUR	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	225	113	275	113	2 678 515	1 339 258	170 208 254	0.79%
DURBUY	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	103	52	218	52	1 899 940	949 970	104 565 199	0.91%
DURBUY	60.242	Transports routiers de marchandises	100	50	69	50	1 596 122	798 061	104 565 199	0.76%
ECAUSSINES	80.103	Enseignement fondamental communal	46	23	110	23	737 733	368 867	112 748 935	0.33%
ECAUSSINES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	47	24	159	24	565 229	282 614	112 748 935	0.25%
EGHEZEE	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	81	41	136	41	1 339 630	669 815	167 077 324	0.40%
EGHEZEE	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	87	44	253	44	1 147 004	573 502	167 077 324	0.34%
ELLEZELLES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	39	20	103	20	505 965	252 982	65 553 931	0.39%
ELLEZELLES	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	28	14	103	14	398 229	199 115	65 553 931	0.30%
ELLEZELLES	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	23	12	52	12	365 034	182 517	65 553 931	0.28%
ELLEZELLES	64.110	Postes nationales	23	12	53	12	360 922	180 461	65 553 931	0.28%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
ELLEZELLES	52.113	Superettes (surface de vente comprise entre 100 et moins de 400 m2)	23	12	29	12	301 239	150 620	65 553 931	0.23%
ENGIS	24.130	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	466	233	70	70	12 029 170	1 806 957	60 528 934	2.99%
ENGIS	24.151	Fabrication d'engrais	185	93	70	70	4 588 526	1 736 199	60 528 934	2.87%
ENGIS	26.530	Fabrication de plâtre	96	48	36	36	2 267 626	850 360	60 528 934	1.40%
ENGIS	24.610	Fabrication de produits explosifs	119	60	27	27	2 804 228	636 253	60 528 934	1.05%
EREZEE	45.310	Travaux d'installation électrique	301	151	41	41	4 814 586	655 807	28 709 478	2.28%
ERQUELINNES	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	144	72	162	72	2 718 393	1 359 196	103 087 495	1.32%
ERQUELINNES	80.221	Enseignement secondaire professionnel ou technique communautaire	101	51	162	51	1 847 496	923 748	103 087 495	0.90%
ERQUELINNES	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	71	36	179	36	1 049 732	524 866	103 087 495	0.51%
ESNEUX	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	82	41	157	41	984 420	492 210	168 993 611	0.29%
ESTAIMPUIS	24.511	Fabrication de savons et de détergents	439	220	81	81	8 694 867	1 604 292	105 140 330	1.53%
ESTAIMPUIS	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	143	72	244	72	1 986 991	993 495	105 140 330	0.94%
ESTAIMPUIS	52.610	Vente par correspondance	107	54	59	54	1 489 203	744 601	105 140 330	0.71%
ESTAIMPUIS	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	114	57	244	57	1 368 334	684 167	105 140 330	0.65%
ESTAIMPUIS	19.100	Apprêt et tannage des cuirs	108	54	42	42	1 634 712	635 722	105 140 330	0.60%
ESTINNES	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	63	32	197	32	1 201 724	600 862	80 883 239	0.74%
ESTINNES	85.314	Instituts pour adultes handicapés	83	42	115	42	1 157 392	578 696	80 883 239	0.72%
ESTINNES	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	46	23	74	23	734 670	367 335	80 883 239	0.45%
ESTINNES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	41	21	115	21	572 887	286 444	80 883 239	0.35%
ESTINNES	45.215	Réalisation de canalisations à longue distance, construction de réseaux de télécommunication, construction de lignes de transport d'énergie	39	20	187	20	571 850	285 925	80 883 239	0.35%
ETALLE	85.322	Ateliers protégés	126	63	88	63	1 529 909	764 954	64 939 352	1.18%
ETALLE	15.980	Industrie des eaux minérales et des boissons rafraichissantes	92	46	22	22	1 810 131	432 857	64 939 352	0.67%
ETALLE	80.103	Enseignement fondamental communal	42	21	59	21	683 839	341 920	64 939 352	0.53%
EUPEN	31.300	Fabrication de fils et câbles isolés	1 079	540	477	477	21 378 409	9 450 881	229 074 122	4.13%
FAIMES	80.103	Enseignement fondamental communal	22	11	37	11	356 040	178 020	39 931 966	0.45%
FARCIENNES	74.700	Nettoyage industriel	143	72	42	42	1 372 187	403 020	100 518 964	0.40%
FAUVILLERS	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	32	16	38	16	451 707	225 854	21 668 141	1.04%
FERNELMONT	51.210	Commerce de gros de céréales, semences et aliments pour le bétail	143	72	18	18	2 678 907	337 205	77 519 949	0.43%
FERNELMONT	80.103	Enseignement fondamental communal	40	20	66	20	634 454	317 227	77 519 949	0.41%
FERRIERES	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	73	37	125	37	1 409 711	704 855	49 326 594	1.43%
FERRIERES	45.215	Réalisation de canalisations à longue distance, construction de réseaux de télécommunication, construction de lignes de transport d'énergie	60	30	59	30	845 207	422 603	49 326 594	0.86%
FERRIERES	80.103	Enseignement fondamental communal	37	19	53	19	606 717	303 358	49 326 594	0.61%
FERRIERES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	34	17	61	17	399 383	199 692	49 326 594	0.40%
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	60.100	Transports ferroviaires	123	62	21	21	2 202 082	375 965	37 248 772	1.01%
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	45.250	Autres travaux de construction spécialisés	33	17	36	17	508 132	254 066	37 248 772	0.68%
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	80.103	Enseignement fondamental communal	26	13	24	13	437 954	218 977	37 248 772	0.59%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
FLEMALLE	27.100	Sidérurgie	1 306	653	615	615	31 712 857	14 933 696	278 779 076	5.36%
FLERON	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	152	76	148	76	1 976 000	988 000	180 606 131	0.55%
FLERON	80.103	Enseignement fondamental communal	117	59	155	59	1 897 387	948 693	180 606 131	0.53%
FLEURUS	26.120	Façonnage et transformation du verre plat	908	454	227	227	17 373 270	4 343 317	237 666 890	1.83%
FLEURUS	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	591	296	297	296	8 476 368	4 238 184	237 666 890	1.78%
FLOBECQ	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	83	42	95	42	1 079 395	539 697	38 403 903	1.41%
FLOBECQ	80.101	Enseignement fondamental communautaire	42	21	25	21	684 142	342 071	38 403 903	0.89%
FLOBECQ	45.213	Construction de bâtiments d'usage industriel, commercial ou agricole	33	17	45	17	576 208	288 104	38 403 903	0.75%
FLOBECQ	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	29	15	95	15	418 827	209 414	38 403 903	0.55%
FLOREFFE	15.333	Transformation et conservation de fruits	384	192	27	27	6 560 175	461 262	84 224 877	0.55%
FLOREFFE	74.700	Nettoyage industriel	863	432	26	26	7 906 281	238 196	84 224 877	0.28%
FLORENNES	75.220	Défense	1 409	705	291	291	23 913 202	4 938 781	115 043 919	4.29%
FLORENNES	85.322	Ateliers protégés	186	93	201	93	2 183 874	1 091 937	115 043 919	0.95%
FLORENVILLE	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	55	28	118	28	1 041 383	520 692	59 877 347	0.87%
FLORENVILLE	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	72	36	45	36	927 030	463 515	59 877 347	0.77%
FONTAINE-LEVEQUE	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	216	108	267	108	3 994 748	1 997 374	171 966 404	1.16%
FOSESSE-LA-VILLE	26.520	Fabrication de chaux	86	43	22	22	1 907 534	487 974	102 432 142	0.48%
FOSESSE-LA-VILLE	60.242	Transports routiers de marchandises	55	28	66	28	866 677	433 339	102 432 142	0.42%
FRAMERIES	85.110	Activités hospitalières	231	116	284	116	3 544 524	1 772 262	219 823 966	0.81%
FRAMERIES	29.520	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	197	99	68	68	3 784 542	1 306 339	219 823 966	0.59%
FRAMERIES	40.400	Production et distribution de plusieurs sortes d'énergie	215	108	32	32	6 309 123	939 032	219 823 966	0.43%
FRASNES-LEZ-ANVAING	24.151	Fabrication d'engrais	112	56	70	56	2 830 565	1 415 283	123 076 825	1.15%
FRASNES-LEZ-ANVAING	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	149	75	279	75	2 690 464	1 345 232	123 076 825	1.09%
FRASNES-LEZ-ANVAING	15.830	Fabrication de sucre	137	69	76	69	2 385 932	1 192 966	123 076 825	0.97%
FROIDCHAPELLE	85.314	Instituts pour adultes handicapés	45	23	71	23	649 506	324 753	31 939 546	1.02%
FROIDCHAPELLE	75.130	Activités d'organismes publics relatives aux matières économiques	34	17	45	17	627 121	313 561	31 939 546	0.98%
FROIDCHAPELLE	28.110	Fabrication de constructions métalliques et de leurs parties	21	11	14	11	339 725	169 863	31 939 546	0.53%
GEDINNE	75.130	Activités d'organismes publics relatives aux matières économiques	30	15	67	15	569 588	284 794	43 712 826	0.65%
GEDINNE	80.103	Enseignement fondamental communal	33	17	52	17	543 329	271 664	43 712 826	0.62%
GEER	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	87	44	75	44	1 712 139	856 069	31 657 145	2.70%
GEER	15.332	Production de légumes surgelés	221	111	27	27	3 864 704	472 158	31 657 145	1.49%
GEER	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	63	32	22	22	1 010 031	352 709	31 657 145	1.11%
GEER	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	42	21	65	21	572 693	286 347	31 657 145	0.90%
GEMBOUX	73.100	Recherche et développement en sciences physiques et naturelles	310	155	160	155	6 353 215	3 176 608	268 373 297	1.18%
GENAPPE	74.403	Étalagistes et similaires	91	46	22	22	984 809	238 086	184 470 175	0.13%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
GERPINNES	85.110	Activités hospitalières	267	134	228	134	4 261 727	2 130 864	163 056 463	1.31%
GERPINNES	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	171	86	430	86	3 190 163	1 595 081	163 056 463	0.98%
GERPINNES	85.141	Laboratoires médicaux	165	83	228	83	2 847 697	1 423 849	163 056 463	0.87%
GERPINNES	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	104	52	149	52	1 713 643	856 821	163 056 463	0.53%
GERPINNES	80.304	Enseignement supérieur libre subventionné	236	118	14	14	4 970 216	294 843	163 056 463	0.18%
GESVES	80.103	Enseignement fondamental communal	31	16	76	16	499 157	249 578	70 471 554	0.35%
GOUVY	60.100	Transports ferroviaires	109	55	97	55	1 958 995	979 497	50 459 724	1.94%
GOUVY	80.103	Enseignement fondamental communal	31	16	61	16	506 815	253 408	50 459 724	0.50%
GOUVY	75.120	Activités d'organismes publics relatives aux soins de santé, à l'environnement, à l'enseignement, à la culture et aux autres matières sociales	31	16	56	16	494 098	247 049	50 459 724	0.49%
GRACE-HOLLOGNE	75.220	Défense	647	324	278	278	10 968 509	4 712 899	232 013 033	2.03%
GRACE-HOLLOGNE	63.406	Autres activités annexes de l'organisation du transport de fret	864	432	57	57	13 799 836	910 406	232 013 033	0.39%
GREZ-DOICEAU	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	101	51	103	51	1 357 714	678 857	172 004 303	0.39%
HABAY	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	96	48	182	48	1 815 109	907 555	95 379 273	0.95%
HAMOIR	15.880	Fabrication de préparations homogénéisées et d'aliments diététiques	120	60	51	51	1 863 048	791 795	40 014 745	1.98%
HAMOIR	80.103	Enseignement fondamental communal	26	13	46	13	425 397	212 699	40 014 745	0.53%
HAMOIS	80.103	Enseignement fondamental communal	61	31	85	31	1 021 793	510 896	71 193 744	0.72%
HAMOIS	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	63	32	218	32	953 700	476 850	71 193 744	0.67%
HAMOIS	45.212	Construction d'autres immeubles résidentiels et d'immeubles de bureaux	43	22	77	22	662 887	331 443	71 193 744	0.47%
HAM-SUR-HEURE-NALINNES	75.232	Prisons et institutions assimilées	277	139	48	48	4 958 069	859 160	180 213 142	0.48%
HANNUIT	60.242	Transports routiers de marchandises	265	133	127	127	4 256 082	2 039 707	168 055 571	1.21%
HANNUIT	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	167	84	380	84	3 052 738	1 526 369	168 055 571	0.91%
HASTIERE	55.231	Centres et villages de vacances	66	33	33	33	676 417	338 208	50 641 934	0.67%
HASTIERE	85.316	Autres activités d'action sociale avec hébergement n.d.a.	42	21	106	21	506 320	253 160	50 641 934	0.50%
HAVELANGE	80.103	Enseignement fondamental communal	37	19	55	19	595 534	297 767	48 257 318	0.62%
HAVELANGE	64.110	Postes nationales	34	17	29	17	532 630	266 315	48 257 318	0.55%
HENSIES	21.210	Fabrication de carton ondulé et d'emballages en papier ou en carton	67	34	29	29	1 203 968	521 121	69 664 669	0.75%
HENSIES	80.103	Enseignement fondamental communal	49	25	74	25	779 870	389 935	69 664 669	0.56%
HENSIES	25.220	Fabrication d'emballages en matières plastiques	49	25	21	21	892 630	382 556	69 664 669	0.55%
HERON	80.103	Enseignement fondamental communal	24	12	52	12	385 974	192 987	49 352 725	0.39%
HERSTAL	35.300	Construction aéronautique et spatiale	1 275	638	193	193	25 477 919	3 856 658	383 372 910	1.01%
HERSTAL	29.601	Fabrication d'armes lourdes et d'armes de guerre	859	430	172	172	17 832 634	3 570 679	383 372 910	0.93%
HERSTAL	85.110	Activités hospitalières	407	204	410	204	6 423 040	3 211 520	383 372 910	0.84%
HERVE	26.140	Fabrication de fibres de verre	424	212	63	63	7 911 690	1 175 558	196 537 162	0.60%
HONNELLES	80.103	Enseignement fondamental communal	37	19	83	19	606 410	303 205	59 696 703	0.51%
HOTTON	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	39	20	64	20	638 025	319 012	49 577 415	0.64%
HOUFFALIZE	55.231	Centres et villages de vacances	53	27	40	27	558 928	279 464	48 842 739	0.57%
HOUYET	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	76	38	89	38	1 045 377	522 688	45 389 717	1.15%
HOUYET	80.103	Enseignement fondamental communal	40	20	40	20	654 216	327 108	45 389 717	0.72%
HOUYET	85.314	Instituts pour adultes handicapés	36	18	89	18	513 712	256 856	45 389 717	0.57%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
HUY	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	575	288	44	44	6 770 768	518 111	223 088 189	0.23%
INCOURT	85.314	Instituts pour adultes handicapés	37	19	48	19	542 767	271 383	55 492 927	0.49%
INCOURT	80.103	Enseignement fondamental communal	29	15	64	15	456 359	228 180	55 492 927	0.41%
INCOURT	45.421	Menuiserie en bois ou en matières plastiques	25	13	17	13	359 303	179 652	55 492 927	0.32%
INCOURT	45.211	Construction de maisons individuelles	22	11	27	11	305 615	152 808	55 492 927	0.28%
ITTRE	21.121	Fabrication de papier	299	150	77	77	6 569 023	1 691 688	79 369 116	2.13%
ITTRE	27.100	Sidérurgie	703	352	13	13	16 554 695	306 132	79 369 116	0.39%
JALHAY	80.103	Enseignement fondamental communal	54	27	99	27	891 301	445 650	95 490 181	0.47%
JALHAY	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	50	25	116	25	595 978	297 989	95 490 181	0.31%
JEMEPEPE-SUR-SAMBRE	24.160	Fabrication de matières plastiques de base	679	340	265	265	18 607 632	7 262 183	200 598 363	3.62%
JEMEPEPE-SUR-SAMBRE	26.110	Fabrication de verre plat	648	324	432	324	12 485 365	6 242 682	200 598 363	3.11%
JODOIGNE	80.212	Enseignement secondaire général provincial	106	53	275	53	1 955 374	977 687	145 833 856	0.67%
JODOIGNE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	104	52	275	52	1 924 160	962 080	145 833 856	0.66%
JUPRELLE	75.232	Prisons et institutions assimilées	939	470	86	86	16 193 433	1 483 105	102 541 028	1.45%
JURBISE	80.103	Enseignement fondamental communal	58	29	111	29	920 680	460 340	114 651 819	0.40%
JURBISE	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	32	16	52	16	439 347	219 674	114 651 819	0.19%
LA BRUYERE	80.103	Enseignement fondamental communal	55	28	113	28	899 983	449 992	101 962 041	0.44%
LA BRUYERE	50.103	Commerce de détail des véhicules automobiles	82	41	18	18	1 489 479	326 959	101 962 041	0.32%
LA BRUYERE	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	44	22	56	22	611 230	305 615	101 962 041	0.30%
LA CALAMINE	17.540	Autres industries textiles n.d.a.	142	71	102	71	2 326 453	1 163 226	119 233 326	0.98%
LA CALAMINE	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	84	42	192	42	1 320 659	660 330	119 233 326	0.55%
LA CALAMINE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	65	33	126	33	1 095 332	547 666	119 233 326	0.46%
LA HULPE	74.152	Centres de coordination	214	107	98	98	4 965 777	2 274 047	102 298 079	2.22%
LA HULPE	64.200	Télécommunications	913	457	53	53	22 930 084	1 331 100	102 298 079	1.30%
LA HULPE	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	146	73	51	51	2 000 995	698 978	102 298 079	0.68%
LA LOUVIERE	85.110	Activités hospitalières	2 203	1 102	1 240	1 102	35 148 466	17 574 233	793 514 172	2.21%
LA LOUVIERE	27.100	Sidérurgie	1 172	586	741	586	27 534 405	13 767 203	793 514 172	1.73%
LA LOUVIERE	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	422	211	1 150	211	8 099 094	4 049 547	793 514 172	0.51%
LA LOUVIERE	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	724	362	225	225	8 482 903	2 636 261	793 514 172	0.33%
LA LOUVIERE	74.601	Entreprise de gardiennage et service de sécurité	429	215	122	122	6 655 752	1 892 778	793 514 172	0.24%
LA ROCHE-EN-ARDENNE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	63	32	73	32	1 127 379	563 689	40 617 069	1.39%
LA ROCHE-EN-ARDENNE	55.110	Hôtels et motels, avec restaurant	72	36	51	36	811 533	405 767	40 617 069	1.00%
LASNE	51.640	Commerce de gros de machines et matériel de bureau	206	103	123	103	4 792 871	2 396 435	222 069 420	1.08%
LE ROEULX	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	56	28	87	28	918 627	459 314	96 143 339	0.48%
LE ROEULX	29.245	Fabrication d'appareils de filtrage	78	39	18	18	1 495 024	345 005	96 143 339	0.36%
LE ROEULX	55.110	Hôtels et motels, avec restaurant	48	24	14	14	494 116	144 117	96 143 339	0.15%
LEGLISE	80.103	Enseignement fondamental communal	47	24	53	24	763 568	381 784	42 355 895	0.90%
LEGLISE	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	24	12	25	12	335 926	167 963	42 355 895	0.40%
LENS	15.812	Boulangeries et/ou pâtisseries artisanales	42	21	14	14	635 331	211 777	43 244 223	0.49%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de		Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
								revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	
LENS	52.481	Commerce de détail spécialisé de combustibles solides et liquides	20	10	28	10	260 587	130 293	43 244 223	0.30%
LES BONS VILLERS	45.213	Construction de bâtiments d'usage industriel, commercial ou agricole	48	24	51	24	850 130	425 065	108 302 227	0.39%
LES BONS VILLERS	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	61	31	136	31	816 704	408 352	108 302 227	0.38%
LES BONS VILLERS	80.103	Enseignement fondamental communal	46	23	96	23	745 238	372 619	108 302 227	0.34%
LESSINES	24.421	Fabrication de médicaments	1 186	593	340	340	26 858 788	7 699 821	196 771 790	3.91%
LEUZE-EN-HAINAUT	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	167	84	314	84	3 058 653	1 529 326	143 393 457	1.07%
LEUZE-EN-HAINAUT	15.312	Production de préparations surgelées à base de pommes de terre	378	189	81	81	6 641 202	1 423 115	143 393 457	0.99%
LEUZE-EN-HAINAUT	85.110	Activités hospitalières	155	78	202	78	2 541 406	1 270 703	143 393 457	0.89%
LEUZE-EN-HAINAUT	85.322	Ateliers protégés	157	79	289	79	1 993 168	996 584	143 393 457	0.69%
LIBIN	64.202	Autres activités de télécommunication, y compris télédistribution	52	26	30	26	1 345 384	672 692	48 715 743	1.38%
LIBIN	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	45	23	96	23	619 754	309 877	48 715 743	0.64%
LIBIN	34.201	Fabrication de carrosseries et remorques	48	24	12	12	857 740	214 435	48 715 743	0.44%
LIBIN	28.120	Fabrication de charpentes et menuiseries métalliques	122	61	11	11	2 143 258	193 245	48 715 743	0.40%
LIBRAMONT-CHEVIGNY	24.520	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	569	285	107	107	10 858 396	2 041 913	109 891 089	1.86%
LIBRAMONT-CHEVIGNY	64.201	Régie des télégraphes et téléphones - Belgacom	367	184	86	86	7 304 106	1 711 589	109 891 089	1.56%
LIEGE	85.110	Activités hospitalières	2 967	1 484	2 059	1 484	51 162 237	25 581 118	2 013 087 393	1.27%
LIEGE	80.301	Enseignement supérieur communautaire	1 780	890	1 209	890	37 729 930	18 864 965	2 013 087 393	0.94%
LIEGE	75.111	Administration centrale	1 381	691	2 490	691	25 988 556	12 994 278	2 013 087 393	0.65%
LIEGE	64.110	Postes nationales	1 734	867	829	829	26 789 286	12 807 565	2 013 087 393	0.64%
LIEGE	60.100	Transports ferroviaires	1 530	765	655	655	27 297 978	11 686 389	2 013 087 393	0.58%
LIEGE	85.110	Activités hospitalières	1 381	691	2 059	691	21 486 530	10 743 265	2 013 087 393	0.53%
LIEGE	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	998	499	3 357	499	18 908 811	9 454 405	2 013 087 393	0.47%
LIEGE	75.220	Défense	1 105	553	786	553	18 714 652	9 357 326	2 013 087 393	0.46%
LIEGE	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	986	493	3 357	493	18 637 930	9 318 965	2 013 087 393	0.46%
LIEGE	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	1 056	528	1 191	528	17 578 863	8 789 432	2 013 087 393	0.44%
LIEGE	64.201	Régie des télégraphes et téléphones - Belgacom	927	464	436	436	18 538 263	8 719 183	2 013 087 393	0.43%
LIEGE	80.223	Enseignement secondaire professionnel ou technique communal	921	461	3 357	461	17 200 872	8 600 436	2 013 087 393	0.43%
LIEGE	65.121	Banques	680	340	697	340	16 699 952	8 349 976	2 013 087 393	0.41%
LIEGE	66.031	Opérations directes d'assurances non-vie	667	334	456	334	15 986 427	7 993 213	2 013 087 393	0.40%
LIEGE	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	1 063	532	2 015	532	14 885 961	7 442 981	2 013 087 393	0.37%
LIEGE	80.304	Enseignement supérieur libre subventionné	650	325	1 209	325	14 067 816	7 033 908	2 013 087 393	0.35%
LIEGE	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	826	413	1 083	413	13 482 929	6 741 464	2 013 087 393	0.33%
LIEGE	80.301	Enseignement supérieur communautaire	888	444	1 209	444	13 454 844	6 727 422	2 013 087 393	0.33%
LIEGE	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	1 551	776	552	552	17 866 477	6 358 669	2 013 087 393	0.32%
LIEGE	15.960	Production de la bière	737	369	313	313	14 851 241	6 307 244	2 013 087 393	0.31%
LIEGE	80.103	Enseignement fondamental communal	763	382	1 083	382	12 453 330	6 226 665	2 013 087 393	0.31%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
LIEGE	75.242	Gendarmerie	680	340	786	340	11 438 088	5 719 044	2 013 087 393	0.28%
LIEGE	65.121	Banques	459	230	697	230	11 307 766	5 653 883	2 013 087 393	0.28%
LIEGE	75.130	Activités d'organismes publics relatives aux matières économiques	641	321	2 490	321	11 254 461	5 627 230	2 013 087 393	0.28%
LIEGE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	583	292	3 357	292	10 800 335	5 400 168	2 013 087 393	0.27%
LIEGE	73.100	Recherche et développement en sciences physiques et naturelles	1 004	502	243	243	21 475 666	5 197 796	2 013 087 393	0.26%
LIEGE	73.100	Recherche et développement en sciences physiques et naturelles	445	223	243	223	9 532 353	4 766 176	2 013 087 393	0.24%
LIEGE	80.302	Enseignement supérieur provincial	427	214	1 209	214	8 824 048	4 412 024	2 013 087 393	0.22%
LIEGE	74.700	Nettoyage industriel	846	423	567	423	8 274 915	4 137 458	2 013 087 393	0.21%
LIEGE	52.115	Hypermarchés (surface de vente de 2.500 m2 et plus)	495	248	1 164	248	6 789 244	3 394 622	2 013 087 393	0.17%
LIEGE	74.501	Sélection de personnel et placement	406	203	2 015	203	5 812 118	2 906 059	2 013 087 393	0.14%
LIEGE	74.700	Nettoyage industriel	500	250	567	250	4 946 202	2 473 101	2 013 087 393	0.12%
LIEGE	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	997	499	1 246	499	596 615	298 307	2 013 087 393	0.01%
LIMBOURG	15.510	Fabrication de produits laitiers	415	208	92	92	7 991 632	1 771 639	62 756 992	2.82%
LIMBOURG	29.561	Fabrication de machines d'imprimerie	85	43	18	18	1 521 096	322 114	62 756 992	0.51%
LINCENT	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	38	19	46	19	492 146	246 073	35 069 830	0.70%
LINCENT	45.211	Construction de maisons individuelles	33	17	30	17	478 053	239 027	35 069 830	0.68%
LINCENT	45.212	Construction d'autres immeubles résidentiels et d'immeubles de bureaux	26	13	30	13	409 627	204 813	35 069 830	0.58%
LINCENT	80.103	Enseignement fondamental communal	24	12	28	12	384 289	192 144	35 069 830	0.55%
LOBBES	85.322	Ateliers protégés	309	155	152	152	3 814 885	1 876 578	63 231 627	2.97%
LOBBES	85.110	Activités hospitalières	349	175	113	113	5 492 244	1 778 291	63 231 627	2.81%
LOBBES	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	219	110	152	110	2 474 295	1 237 148	63 231 627	1.96%
LOBBES	85.322	Ateliers protégés	79	40	152	40	970 721	485 361	63 231 627	0.77%
LONTZEN	60.242	Transports routiers de marchandises	173	87	115	87	2 719 183	1 359 592	59 524 092	2.28%
LONTZEN	51.652	Commerce de gros de fournitures et d'équipements divers pour l'industrie n.d.a.	60	30	20	20	1 414 881	471 627	59 524 092	0.79%
LONTZEN	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	55	28	55	28	698 534	349 267	59 524 092	0.59%
LONTZEN	15.510	Fabrication de produits laitiers	117	59	18	18	2 253 782	346 736	59 524 092	0.58%
MALMEDY	21.121	Fabrication de papier	289	145	166	145	6 252 891	3 126 445	130 463 909	2.40%
MANAGE	85.110	Activités hospitalières	349	175	476	175	5 770 295	2 885 148	227 592 360	1.27%
MANAGE	24.300	Fabrication de peintures, vernis, encres d'imprimerie et mastics	238	119	21	21	5 370 561	473 873	227 592 360	0.21%
MANHAY	60.242	Transports routiers de marchandises	99	50	30	30	1 580 141	478 831	29 928 804	1.60%
MANHAY	80.103	Enseignement fondamental communal	38	19	30	19	621 073	310 537	29 928 804	1.04%
MANHAY	02.012	Exploitation forestière	28	14	17	14	329 462	164 731	29 928 804	0.55%
MARCHE-EN-FAMENNE	75.220	Défense	1 875	938	447	447	31 928 955	7 611 863	180 326 064	4.22%
MARCHIN	28.510	Traitement et revêtement des métaux	193	97	77	77	3 279 288	1 308 317	56 673 675	2.31%
MARCHIN	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	58	29	122	29	1 006 939	503 470	56 673 675	0.89%
MARCHIN	80.103	Enseignement fondamental communal	40	20	57	20	672 140	336 070	56 673 675	0.59%
MARCHIN	64.110	Postes nationales	33	17	28	17	512 783	256 392	56 673 675	0.45%
MARCHIN	45.310	Travaux d'installation électrique	32	16	16	16	497 337	248 668	56 673 675	0.44%
MARTELANGE	85.314	Instituts pour adultes handicapés	41	21	19	19	583 811	270 547	19 616 682	1.38%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
MARTELANGE	80.101	Enseignement fondamental communautaire	22	11	17	11	358 340	179 170	19 616 682	0.91%
MEIX-DEVANT-VIRTON	80.103	Enseignement fondamental communal	22	11	39	11	358 036	179 018	29 991 786	0.60%
MEIX-DEVANT-VIRTON	45.211	Construction de maisons individuelles	21	11	19	11	312 618	156 309	29 991 786	0.52%
MERBES-LE-CHATEAU	45.250	Autres travaux de construction spécialisés	45	23	116	23	626 385	313 193	41 171 532	0.76%
MERBES-LE-CHATEAU	80.103	Enseignement fondamental communal	30	15	37	15	485 871	242 936	41 171 532	0.59%
MESSANCY	52.115	Hypermarchés (surface de vente de 2.500 m2 et plus)	337	169	89	89	4 641 046	1 225 677	102 715 227	1.19%
MESSANCY	27.520	Fonderie d'acier	146	73	10	10	2 847 919	195 063	102 715 227	0.19%
METTET	21.210	Fabrication de carton ondulé et d'emballages en papier ou en carton	103	52	30	30	1 961 397	571 281	126 007 613	0.45%
MODAVE	45.212	Construction d'autres immeubles résidentiels et d'immeubles de bureaux	154	77	52	52	2 730 168	921 875	43 767 834	2.11%
MODAVE	28.510	Traitement et revêtement des métaux	107	54	39	39	1 880 089	685 266	43 767 834	1.57%
MOMIGNIES	26.130	Fabrication de verre creux	690	345	206	206	12 164 254	3 631 647	48 345 354	7.51%
MOMIGNIES	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	121	61	138	61	1 765 865	882 932	48 345 354	1.83%
MONS	80.304	Enseignement supérieur libre subventionné	956	478	455	455	18 707 294	8 903 576	1 007 076 289	0.88%
MONS	80.301	Enseignement supérieur communautaire	678	339	455	339	14 944 903	7 472 451	1 007 076 289	0.74%
MONS	75.111	Administration centrale	702	351	1 596	351	13 364 470	6 682 235	1 007 076 289	0.66%
MONS	65.121	Banques	506	253	560	253	12 477 219	6 238 610	1 007 076 289	0.62%
MONS	60.100	Transports ferroviaires	697	349	666	349	12 426 025	6 213 013	1 007 076 289	0.62%
MONS	64.201	Régie des télégraphes et téléphones - Belgacom	615	308	391	308	12 333 329	6 166 665	1 007 076 289	0.61%
MONS	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	583	292	2 242	292	10 584 322	5 292 161	1 007 076 289	0.53%
MONS	26.510	Fabrication de ciment	438	219	281	219	10 050 767	5 025 384	1 007 076 289	0.50%
MONS	75.242	Gendarmerie	547	274	406	274	9 257 572	4 628 786	1 007 076 289	0.46%
MONS	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	460	230	2 242	230	8 405 202	4 202 601	1 007 076 289	0.42%
MONS	75.130	Activités d'organismes publics relatives aux matières économiques	446	223	1 596	223	8 120 197	4 060 099	1 007 076 289	0.40%
MONS	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	823	412	338	338	9 764 931	4 010 385	1 007 076 289	0.40%
MONS	64.110	Postes nationales	477	239	466	239	7 343 069	3 671 535	1 007 076 289	0.36%
MONS	85.110	Activités hospitalières	405	203	1 043	203	6 447 844	3 223 922	1 007 076 289	0.32%
MONS	74.700	Nettoyage industriel	417	209	260	209	3 931 995	1 965 997	1 007 076 289	0.20%
MONT-DE-L'ENCLUS	36.141	Fabrication de meubles pour salles à manger, salons et chambres à coucher	65	33	26	26	1 021 229	408 491	36 775 459	1.11%
MONT-DE-L'ENCLUS	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	52	26	64	26	698 494	349 247	36 775 459	0.95%
MONT-DE-L'ENCLUS	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	30	15	64	15	443 066	221 533	36 775 459	0.60%
MONT-DE-L'ENCLUS	22.220	Autre imprimerie	22	11	14	11	379 176	189 588	36 775 459	0.52%
MONTIGNY-LE-TILLEUL	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	243	122	111	111	3 187 938	1 456 219	135 782 291	1.07%
MONTIGNY-LE-TILLEUL	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	290	145	43	43	4 568 020	677 327	135 782 291	0.50%
MONT-SAINT-GUIBERT	24.410	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	322	161	64	64	8 197 397	1 629 296	84 100 930	1.94%
MONT-SAINT-GUIBERT	24.410	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	88	44	64	44	2 390 018	1 195 009	84 100 930	1.42%
MORLANWELZ	80.222	Enseignement secondaire professionnel ou technique provincial	196	98	283	98	3 701 836	1 850 918	193 361 778	0.96%
MORLANWELZ	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	172	86	309	86	2 164 571	1 082 286	193 361 778	0.56%
MORLANWELZ	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	159	80	309	80	2 118 278	1 059 139	193 361 778	0.55%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
MORLANWELZ	29.230	Fabrication d'équipements aéronautiques et frigorifiques industriels	182	91	45	45	3 468 467	857 588	193 361 778	0.44%
MOUSCRON	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	647	324	1 225	324	12 159 202	6 079 601	592 695 830	1.03%
MOUSCRON	85.110	Activités hospitalières	673	337	652	337	10 257 173	5 128 586	592 695 830	0.87%
MUSSON	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	24	12	35	12	382 914	191 457	48 573 996	0.39%
NAMUR	75.130	Activités d'organismes publics relatives aux matières économiques	1 927	964	3 050	964	33 881 239	16 940 619	1 293 238 310	1.31%
NAMUR	75.220	Défense	1 503	752	930	752	25 555 186	12 777 593	1 293 238 310	0.99%
NAMUR	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	1 237	619	2 781	619	23 498 362	11 749 181	1 293 238 310	0.91%
NAMUR	80.304	Enseignement supérieur libre subventionné	1 021	511	647	511	18 351 615	9 175 807	1 293 238 310	0.71%
NAMUR	75.120	Activités d'organismes publics relatives aux soins de santé, à l'environnement, à l'enseignement, à la culture et aux autres matières sociales	997	499	3 050	499	17 767 707	8 883 854	1 293 238 310	0.69%
NAMUR	60.100	Transports ferroviaires	992	496	1 270	496	17 701 752	8 850 876	1 293 238 310	0.68%
NAMUR	75.112	Administration communautaire et régionale	982	491	3 050	491	16 158 549	8 079 274	1 293 238 310	0.62%
NAMUR	64.201	Régie des télégraphes et téléphones - Belgacom	823	412	533	412	16 147 095	8 073 547	1 293 238 310	0.62%
NAMUR	75.111	Administration centrale	720	360	3 050	360	13 656 316	6 828 158	1 293 238 310	0.53%
NAMUR	66.032	Réassurances non-vie	535	268	423	268	11 640 497	5 820 248	1 293 238 310	0.45%
NAMUR	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	570	285	2 781	285	10 793 481	5 396 741	1 293 238 310	0.42%
NAMUR	64.110	Postes nationales	582	291	707	291	9 028 182	4 514 091	1 293 238 310	0.35%
NAMUR	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	545	273	794	273	9 003 131	4 501 566	1 293 238 310	0.35%
NAMUR	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	643	322	856	322	8 653 878	4 326 939	1 293 238 310	0.33%
NAMUR	80.304	Enseignement supérieur libre subventionné	410	205	647	205	8 338 405	4 169 203	1 293 238 310	0.32%
NAMUR	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	1 244	622	324	324	14 898 216	3 880 243	1 293 238 310	0.30%
NAMUR	85.110	Activités hospitalières	401	201	1 835	201	7 065 287	3 532 644	1 293 238 310	0.27%
NAMUR	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	409	205	2 781	205	6 963 560	3 481 780	1 293 238 310	0.27%
NAMUR	85.322	Ateliers protégés	501	251	1 814	251	5 969 330	2 984 665	1 293 238 310	0.23%
NAMUR	15.510	Fabrication de produits laitiers	601	301	156	156	10 661 932	2 767 490	1 293 238 310	0.21%
NAMUR	74.700	Nettoyage industriel	529	265	318	265	5 221 338	2 610 669	1 293 238 310	0.20%
NAMUR	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aéroports et d'installations sportives	426	213	816	213	42 939	21 469	1 293 238 310	0.00%
NANDRIN	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	53	27	71	27	632 786	316 393	73 736 360	0.43%
NANDRIN	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	44	22	71	22	617 481	308 741	73 736 360	0.42%
NANDRIN	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	35	18	71	18	578 165	289 082	73 736 360	0.39%
NASSOGNE	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	143	72	91	72	1 595 858	797 929	51 375 425	1.55%
NASSOGNE	80.103	Enseignement fondamental communal	51	26	69	26	842 273	421 136	51 375 425	0.82%
NASSOGNE	50.200	Entretien et réparation des véhicules automobiles	47	24	37	24	748 933	374 467	51 375 425	0.73%
NASSOGNE	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	39	20	91	20	550 737	275 368	51 375 425	0.54%
NEUFCHATEAU	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	93	47	175	47	1 760 089	880 045	71 900 295	1.22%
NEUFCHATEAU	75.111	Administration centrale	78	39	184	39	1 499 559	749 779	71 900 295	1.04%
NEUFCHATEAU	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	79	40	175	40	1 473 672	736 836	71 900 295	1.02%
NEUPRE	80.103	Enseignement fondamental communal	52	26	113	26	858 461	429 230	144 513 024	0.30%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
NEUPRE	45.421	Menuiserie en bois ou en matières plastiques	83	42	19	19	1 203 080	275 404	144 513 024	0.19%
NIVELLES	21.121	Fabrication de papier	580	290	150	150	12 891 913	3 334 116	329 310 593	1.01%
NIVELLES	63.122	Autre entreposage	530	265	61	61	10 392 062	1 196 067	329 310 593	0.36%
NIVELLES	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	680	340	81	81	8 144 923	970 204	329 310 593	0.29%
OHEY	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	72	36	99	36	1 340 261	670 130	43 910 783	1.53%
OHEY	80.103	Enseignement fondamental communal	46	23	55	23	736 044	368 022	43 910 783	0.84%
OLNE	80.103	Enseignement fondamental communal	25	13	66	13	405 228	202 614	50 923 742	0.40%
ONHAYE	80.103	Enseignement fondamental communal	28	14	27	14	450 736	225 368	32 071 805	0.70%
OREYE	15.830	Fabrication de sucre	160	80	53	53	2 663 005	882 120	40 376 430	2.18%
OREYE	60.242	Transports routiers de marchandises	96	48	54	48	1 527 285	763 642	40 376 430	1.89%
OREYE	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aéroports et d'installations sportives	50	25	41	25	752 208	376 104	40 376 430	0.93%
OREYE	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	41	21	54	21	651 669	325 835	40 376 430	0.81%
ORP-JAUCHE	85.314	Instituts pour adultes handicapés	70	35	95	35	1 008 579	504 289	92 276 508	0.55%
ORP-JAUCHE	80.103	Enseignement fondamental communal	57	29	99	29	919 963	459 981	92 276 508	0.50%
ORP-JAUCHE	64.110	Postes nationales	33	17	64	17	509 230	254 615	92 276 508	0.28%
OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	80.304	Enseignement supérieur libre subventionné	3 766	1 883	920	920	67 678 486	16 533 247	360 875 868	4.58%
OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	85.110	Activités hospitalières	1 202	601	580	580	20 127 192	9 711 956	360 875 868	2.69%
OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	29.561	Fabrication de machines d'imprimerie	517	259	61	61	10 153 133	1 197 952	360 875 868	0.33%
OUFFET	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	94	47	86	47	1 738 583	869 292	28 724 024	3.03%
OUFFET	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	57	29	86	29	1 023 901	511 951	28 724 024	1.78%
OUFFET	28.110	Fabrication de constructions métalliques et de leurs parties	30	15	10	10	505 468	168 489	28 724 024	0.59%
OUPEYE	27.100	Sidérurgie	1 370	685	119	119	32 619 803	2 833 399	273 673 425	1.04%
OUPEYE	85.110	Activités hospitalières	317	159	332	159	4 853 188	2 426 594	273 673 425	0.89%
PALISEUL	45.211	Construction de maisons individuelles	550	275	117	117	8 501 559	1 808 513	51 081 224	3.54%
PALISEUL	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	86	43	145	43	1 639 765	819 883	51 081 224	1.61%
PALISEUL	28.210	Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques	89	45	17	17	1 524 084	291 117	51 081 224	0.57%
PECQ	15.830	Fabrication de sucre	95	48	57	48	1 670 834	835 417	60 067 052	1.39%
PECQ	45.213	Construction de bâtiments d'usage industriel, commercial ou agricole	64	32	50	32	1 029 342	514 671	60 067 052	0.86%
PEPINSTER	29.120	Fabrication de pompes et compresseurs	278	139	71	71	5 770 796	1 473 836	105 989 238	1.39%
PEPINSTER	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	91	46	188	46	1 621 320	810 660	105 989 238	0.76%
PERUWELZ	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	273	137	564	137	3 751 768	1 875 884	169 185 057	1.11%
PERUWELZ	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	211	106	352	106	3 669 953	1 834 976	169 185 057	1.08%
PERUWELZ	85.314	Instituts pour adultes handicapés	227	114	564	114	3 272 287	1 636 143	169 185 057	0.97%
PERUWELZ	36.500	Fabrication de jeux et jouets	212	106	68	68	3 991 789	1 280 385	169 185 057	0.76%
PERWEZ	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	59	30	77	30	955 862	477 931	90 096 547	0.53%
PERWEZ	26.820	Fabrication de produits minéraux non métalliques n.d.a.	100	50	21	21	1 980 372	415 878	90 096 547	0.46%
PHILIPPEVILLE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	218	109	214	109	3 952 139	1 976 070	84 016 446	2.35%
PHILIPPEVILLE	85.322	Ateliers protégés	122	61	136	61	1 440 512	720 256	84 016 446	0.86%
PLOMBIERES	60.100	Transports ferroviaires	170	85	89	85	3 055 313	1 527 656	100 131 681	1.53%
PLOMBIERES	60.242	Transports routiers de marchandises	75	38	188	38	1 220 642	610 321	100 131 681	0.61%
PLOMBIERES	80.103	Enseignement fondamental communal	69	35	75	35	1 132 476	566 238	100 131 681	0.57%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
PONT-A-CELLES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	109	55	206	55	1 339 987	669 993	193 654 490	0.35%
PONT-A-CELLES	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	71	36	368	36	1 245 975	622 988	193 654 490	0.32%
PONT-A-CELLES	45.250	Autres travaux de construction spécialisés	76	38	113	38	1 114 654	557 327	193 654 490	0.29%
PROFONDVILLE	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	54	27	138	27	899 266	449 633	134 025 756	0.34%
PROFONDVILLE	80.103	Enseignement fondamental communal	55	28	138	28	886 508	443 254	134 025 756	0.33%
PROFONDVILLE	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	55	28	189	28	726 490	363 245	134 025 756	0.27%
QUAREGNON	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	128	64	263	64	2 257 522	1 128 761	184 547 756	0.61%
QUAREGNON	80.223	Enseignement secondaire professionnel ou technique communal	120	60	263	60	2 185 162	1 092 581	184 547 756	0.59%
QUAREGNON	80.103	Enseignement fondamental communal	124	62	154	62	1 970 964	985 482	184 547 756	0.53%
QUEVY	45.213	Construction de bâtiments d'usage industriel, commercial ou agricole	91	46	86	46	1 295 477	647 738	92 822 936	0.70%
QUEVY	60.100	Transports ferroviaires	49	25	75	25	880 649	440 324	92 822 936	0.47%
QUEVY	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	48	24	132	24	573 442	286 721	92 822 936	0.31%
QUIEVRAIN	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	98	49	147	49	1 758 817	879 408	71 198 229	1.24%
QUIEVRAIN	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	80	40	147	40	1 448 148	724 074	71 198 229	1.02%
QUIEVRAIN	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	81	41	90	41	1 074 967	537 484	71 198 229	0.75%
RAEREN	27.422	Première transformation d'aluminium	232	116	61	61	5 129 516	1 348 709	117 692 532	1.15%
RAEREN	60.242	Transports routiers de marchandises	100	50	103	50	1 649 176	824 588	117 692 532	0.70%
RAEREN	25.230	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	387	194	35	35	7 790 263	704 546	117 692 532	0.60%
REBECQ	14.110	Extraction de pierres ornementales et de la construction	84	42	59	42	1 517 283	758 642	121 213 361	0.63%
REBECQ	80.103	Enseignement fondamental communal	41	21	116	21	676 070	338 035	121 213 361	0.28%
REBECQ	52.113	Superettes (surface de vente comprise entre 100 et moins de 400 m2)	43	22	123	22	551 771	275 886	121 213 361	0.23%
REMICOURT	51.360	Commerce de gros de sucre, chocolat, confiserie	26	13	12	12	496 276	229 050	62 663 268	0.37%
REMICOURT	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	30	15	55	15	418 012	209 006	62 663 268	0.33%
REMICOURT	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	30	15	70	15	354 026	177 013	62 663 268	0.28%
RENDEUX	60.242	Transports routiers de marchandises	46	23	20	20	736 284	320 123	21 342 450	1.50%
RENDEUX	80.103	Enseignement fondamental communal	31	16	25	16	505 901	252 951	21 342 450	1.19%
RENDEUX	51.331	Commerce de gros de produits laitiers et oeufs	26	13	11	11	502 271	212 499	21 342 450	1.00%
RENDEUX	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	20	10	17	10	312 450	156 225	21 342 450	0.73%
RENDEUX	52.410	Commerce de détail de textiles	23	12	12	12	245 169	122 584	21 342 450	0.57%
RIXENSART	24.421	Fabrication de médicaments	1 601	801	252	252	39 125 603	6 158 433	317 730 481	1.94%
RIXENSART	24.421	Fabrication de médicaments	727	364	252	252	15 185 112	5 263 615	317 730 481	1.66%
ROCHFORT	60.100	Transports ferroviaires	183	92	147	92	3 288 056	1 644 028	123 080 550	1.34%
ROCHFORT	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	188	94	166	94	83 350	41 675	123 080 550	0.03%
ROUVROY	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	41	21	31	21	545 483	272 742	23 126 257	1.18%
RUMES	45.331	Installation de systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation	47	24	24	24	744 871	372 436	53 220 938	0.70%
RUMES	85.314	Instituts pour adultes handicapés	33	17	104	17	468 161	234 080	53 220 938	0.44%
RUMES	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	26	13	50	13	409 930	204 965	53 220 938	0.39%
RUMES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	26	13	104	13	313 436	156 718	53 220 938	0.29%
SAINTE-ODE	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	56	28	48	28	845 542	422 771	24 774 686	1.71%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
SAINTE-ODE	45.215	Réalisation de canalisations à longue distance, construction de réseaux de télécommunication, construction de lignes de transport d'énergie	37	19	43	19	559 906	279 953	24 774 686	1.13%
SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	143	72	162	72	2 550 120	1 275 060	75 985 491	1.68%
SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	26.520	Fabrication de chaux	244	122	35	35	5 546 435	795 595	75 985 491	1.05%
SAINT-GHISLAIN	85.110	Activités hospitalières	497	249	372	249	7 948 315	3 974 157	249 912 949	1.59%
SAINT-GHISLAIN	26.260	Fabrication de produits céramiques réfractaires	298	149	115	115	5 485 123	2 116 742	249 912 949	0.85%
SAINT-HUBERT	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	159	80	184	80	3 054 014	1 527 007	64 048 333	2.38%
SAINT-HUBERT	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	123	62	97	62	1 724 000	862 000	64 048 333	1.35%
SAINT-HUBERT	75.302	Mutuelles et caisses d'assurance soins	99	50	44	44	1 627 610	723 382	64 048 333	1.13%
SAINT-HUBERT	75.232	Prisons et institutions assimilées	147	74	24	24	2 522 409	411 822	64 048 333	0.64%
SAINT-LEGER	85.314	Instituts pour adultes handicapés	72	36	28	28	1 000 237	388 981	44 253 177	0.88%
SAINT-LEGER	33.103	Fabrication d'articles orthopédiques et de prothèses	57	29	23	23	793 727	320 276	44 253 177	0.72%
SAINT-LEGER	80.103	Enseignement fondamental communal	31	16	32	16	504 823	252 411	44 253 177	0.57%
SAINT-NICOLAS (LIEGE)	27.100	Sidérurgie	1 078	539	369	369	25 636 837	8 775 504	228 503 502	3.84%
SAINT-NICOLAS (LIEGE)	85.110	Activités hospitalières	439	220	231	220	6 915 798	3 457 899	228 503 502	1.51%
SAINT-VITH	85.110	Activités hospitalières	247	124	145	124	3 862 568	1 931 284	103 197 348	1.87%
SAMBREVILLE	26.110	Fabrication de verre plat	622	311	571	311	12 850 782	6 425 391	298 097 849	2.16%
SAMBREVILLE	26.120	Façonnage et transformation du verre plat	544	272	571	272	10 156 456	5 078 228	298 097 849	1.70%
SENEFFE	24.140	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	561	281	64	64	14 983 288	1 709 323	128 998 558	1.33%
SENEFFE	24.160	Fabrication de matières plastiques de base	1 008	504	64	64	26 226 829	1 665 195	128 998 558	1.29%
SENEFFE	73.100	Recherche et développement en sciences physiques et naturelles	415	208	24	24	9 279 009	536 617	128 998 558	0.42%
SERAING	27.100	Sidérurgie	2 047	1 024	1 275	1 024	49 990 391	24 995 195	620 131 479	4.03%
SERAING	28.300	Fabrication de générateurs de vapeur	565	283	192	192	10 685 475	3 631 170	620 131 479	0.59%
SERAING	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	452	226	557	226	5 367 153	2 683 576	620 131 479	0.43%
SILLY	80.103	Enseignement fondamental communal	57	29	92	29	920 270	460 135	100 006 734	0.46%
SILLY	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	32	16	103	16	367 986	183 993	100 006 734	0.18%
SIVRY-RANCE	80.221	Enseignement secondaire professionnel ou technique communautaire	84	42	138	42	1 596 201	798 100	46 682 754	1.71%
SIVRY-RANCE	60.242	Transports routiers de marchandises	49	25	28	25	775 109	387 555	46 682 754	0.83%
SOIGNIES	21.121	Fabrication de papier	491	246	202	202	10 481 850	4 312 288	286 792 403	1.50%
SOIGNIES	14.110	Extraction de pierres ornementales et de la construction	455	228	344	228	8 176 460	4 088 230	286 792 403	1.43%
SOIGNIES	26.130	Fabrication de verre creux	579	290	161	161	10 847 731	3 016 381	286 792 403	1.05%
SOIGNIES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	411	206	603	206	5 494 428	2 747 214	286 792 403	0.96%
SOMBREFFE	29.520	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	208	104	53	53	3 835 075	977 207	87 984 476	1.11%
SOMBREFFE	24.110	Fabrication de gaz industriels	95	48	33	33	2 743 989	953 175	87 984 476	1.08%
SOMBREFFE	45.441	Peinture	82	41	28	28	1 177 099	401 936	87 984 476	0.46%
SOMBREFFE	51.210	Commerce de gros de céréales, semences et aliments pour le bétail	82	41	12	12	1 592 422	233 037	87 984 476	0.26%
SOMBREFFE	74.700	Nettoyage industriel	164	82	10	10	1 516 915	92 495	87 984 476	0.11%
SOMME-LEUZE	80.103	Enseignement fondamental communal	42	21	48	21	680 473	340 236	41 625 901	0.82%
SOMME-LEUZE	45.421	Menuiserie en bois ou en matières plastiques	29	15	23	15	410 271	205 136	41 625 901	0.49%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
SOMME-LEUZE	55.110	Hôtels et motels, avec restaurant	69	35	17	17	732 052	180 361	41 625 901	0.43%
SOUMAGNE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	187	94	373	94	3 276 309	1 638 155	176 075 402	0.93%
SPA	15.980	Industrie des eaux minérales et des boissons rafraichissantes	683	342	266	266	12 997 070	5 061 816	119 016 820	4.25%
SPA	75.220	Défense	582	291	159	159	9 920 321	2 710 191	119 016 820	2.28%
SPRIMONT	26.120	Façonnage et transformation du verre plat	153	77	49	49	2 803 320	897 795	155 104 756	0.58%
STAVELOT	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	84	42	193	42	1 564 454	782 227	71 897 153	1.09%
STAVELOT	66.013	Entreprises d'assurances multibranches à prédominance vie	66	33	33	33	1 403 068	701 534	71 897 153	0.98%
STAVELOT	22.220	Autre imprimerie	81	41	15	15	1 553 202	287 630	71 897 153	0.40%
STOUMONT	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	64	32	53	32	902 408	451 204	33 438 841	1.35%
STOUMONT	15.980	Industrie des eaux minérales et des boissons rafraichissantes	37	19	26	19	721 029	360 514	33 438 841	1.08%
STOUMONT	60.242	Transports routiers de marchandises	34	17	16	16	544 579	256 272	33 438 841	0.77%
TELLIN	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	56	28	61	28	1 042 341	521 170	24 977 997	2.09%
TELLIN	80.103	Enseignement fondamental communal	27	14	21	14	439 754	219 877	24 977 997	0.88%
TELLIN	45.214	Construction de tunnels, ponts, viaducs et similaires	22	11	44	11	316 062	158 031	24 977 997	0.63%
TENNEVILLE	15.131	Préparation de produits frais à base de viande et de conserves de viande	72	36	43	36	1 185 452	592 726	26 585 866	2.23%
TENNEVILLE	80.103	Enseignement fondamental communal	21	11	23	11	357 619	178 809	26 585 866	0.67%
TENNEVILLE	45.211	Construction de maisons individuelles	21	11	48	11	302 171	151 085	26 585 866	0.57%
TENNEVILLE	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	20	10	38	10	229 685	114 843	26 585 866	0.43%
THEUX	45.211	Construction de maisons individuelles	337	169	160	160	5 347 062	2 538 664	137 777 966	1.84%
THEUX	80.214	Enseignement secondaire général libre subventionné	121	61	368	61	2 252 109	1 126 054	137 777 966	0.82%
THIMISTER-CLERMONT	60.242	Transports routiers de marchandises	101	51	46	46	1 612 102	734 225	60 327 976	1.22%
THIMISTER-CLERMONT	45.230	Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes et d'installations sportives	78	39	97	39	1 150 356	575 178	60 327 976	0.95%
THIMISTER-CLERMONT	51.652	Commerce de gros de fournitures et d'équipements divers pour l'industrie n.d.a.	59	30	30	30	1 045 505	522 752	60 327 976	0.87%
THIMISTER-CLERMONT	80.103	Enseignement fondamental communal	59	30	97	30	972 404	486 202	60 327 976	0.81%
THUIN	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	112	56	435	56	2 014 797	1 007 399	173 838 675	0.58%
THUIN	75.220	Défense	111	56	68	56	1 893 591	946 795	173 838 675	0.54%
TINLOT	85.110	Activités hospitalières	198	99	68	68	3 146 940	1 080 767	26 812 496	4.03%
TINTIGNY	85.322	Ateliers protégés	77	39	71	39	941 219	470 609	38 759 002	1.21%
TINTIGNY	80.103	Enseignement fondamental communal	53	27	52	27	848 613	424 307	38 759 002	1.09%
TINTIGNY	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	101	51	26	26	1 542 142	396 987	38 759 002	1.02%
TOURNAI	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	868	434	2 027	434	16 579 610	8 289 805	781 604 747	1.06%
TOURNAI	85.110	Activités hospitalières	719	360	1 585	360	13 381 299	6 690 649	781 604 747	0.86%
TOURNAI	85.110	Activités hospitalières	795	398	1 585	398	12 480 681	6 240 340	781 604 747	0.80%
TOURNAI	26.510	Fabrication de ciment	481	241	255	241	10 919 358	5 459 679	781 604 747	0.70%
TOURNAI	85.110	Activités hospitalières	635	318	1 585	318	9 857 093	4 928 547	781 604 747	0.63%
TOURNAI	75.220	Défense	543	272	306	272	9 240 199	4 620 099	781 604 747	0.59%
TOURNAI	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	403	202	2 027	202	7 197 097	3 598 548	781 604 747	0.46%
TOURNAI	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	513	257	571	257	7 110 112	3 555 056	781 604 747	0.45%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
TOURNAI	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	403	202	614	202	6 737 937	3 368 969	781 604 747	0.43%
TOURNAI	52.610	Vente par correspondance	440	220	264	220	5 876 404	2 938 202	781 604 747	0.38%
TOURNAI	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	592	296	178	178	6 848 489	2 059 174	781 604 747	0.26%
TROIS-PONTS	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	76	38	55	38	1 396 680	698 340	26 970 023	2.59%
TROIS-PONTS	60.212	Autres transports routiers réguliers de voyageurs	112	56	27	27	1 711 921	412 695	26 970 023	1.53%
TROIS-PONTS	64.110	Postes nationales	43	22	14	14	668 206	217 555	26 970 023	0.81%
TROOZ	75.112	Administration communautaire et régionale	121	61	113	61	2 169 213	1 084 607	88 902 665	1.22%
TROOZ	80.103	Enseignement fondamental communal	50	25	85	25	823 939	411 970	88 902 665	0.46%
TUBIZE	27.100	Sidérurgie	252	126	255	126	6 186 138	3 093 069	251 949 298	1.23%
TUBIZE	32.201	Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	211	106	32	32	5 373 849	814 991	251 949 298	0.32%
VAUX-SUR-SURE	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	62	31	32	31	839 093	419 546	44 073 631	0.95%
VAUX-SUR-SURE	80.103	Enseignement fondamental communal	50	25	70	25	815 356	407 678	44 073 631	0.92%
VAUX-SUR-SURE	45.215	Réalisation de canalisations à longue distance, construction de réseaux de télécommunication, construction de lignes de transport d'énergie	46	23	50	23	686 195	343 097	44 073 631	0.78%
VAUX-SUR-SURE	52.114	Supermarchés (surface de vente entre 400 et moins de 2.500 m2)	38	19	32	19	535 326	267 663	44 073 631	0.61%
VERLAINE	28.120	Fabrication de charpentes et menuiseries métalliques	47	24	20	20	760 093	323 444	43 936 322	0.74%
VERLAINE	80.103	Enseignement fondamental communal	38	19	55	19	625 661	312 830	43 936 322	0.71%
VERLAINE	45.215	Réalisation de canalisations à longue distance, construction de réseaux de télécommunication, construction de lignes de transport d'énergie	23	12	27	12	319 507	159 753	43 936 322	0.36%
VERVIERS	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	600	300	767	300	8 480 899	4 240 450	578 250 498	0.73%
VERVIERS	15.820	Biscotterie et biscuiterie, pâtisserie de conservation	403	202	354	202	6 148 841	3 074 420	578 250 498	0.53%
VERVIERS	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	482	241	776	241	5 437 677	2 718 839	578 250 498	0.47%
VERVIERS	98.904	C.S.T., T.C.T., PRIME, jeunes stagiaires d'entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement	629	315	217	217	7 138 528	2 462 736	578 250 498	0.43%
VIELSALM	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	209	105	247	105	3 691 729	1 845 865	78 041 107	2.37%
VIELSALM	85.322	Ateliers protégés	154	77	188	77	1 816 530	908 265	78 041 107	1.16%
VIELSALM	20.200	Fabrication de panneaux de bois	100	50	26	26	1 763 915	458 618	78 041 107	0.59%
VILLERS-LA-VILLE	24.130	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	68	34	32	32	1 696 482	798 344	118 875 303	0.67%
VILLERS-LA-VILLE	45.211	Construction de maisons individuelles	67	34	77	34	1 035 547	517 773	118 875 303	0.44%
VILLERS-LA-VILLE	28.620	Fabrication d'outillage	91	46	25	25	1 617 462	444 358	118 875 303	0.37%
VILLERS-LA-VILLE	80.103	Enseignement fondamental communal	54	27	129	27	880 728	440 364	118 875 303	0.37%
VILLERS-LA-VILLE	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	49	25	129	25	623 408	311 704	118 875 303	0.26%
VILLERS-LE-BOUILLET	45.213	Construction de bâtiments d'usage industriel, commercial ou agricole	80	40	84	40	1 204 426	602 213	65 543 904	0.92%
VILLERS-LE-BOUILLET	60.242	Transports routiers de marchandises	68	34	44	34	1 106 956	553 478	65 543 904	0.84%
VILLERS-LE-BOUILLET	27.540	Fonderie d'autres métaux non ferreux	89	45	19	19	1 643 051	350 764	65 543 904	0.54%
VILLERS-LE-BOUILLET	63.122	Autre entreposage	193	97	12	12	3 341 698	207 774	65 543 904	0.32%
VIROINVAL	80.104	Enseignement fondamental libre subventionné	38	19	42	19	627 960	313 980	56 933 282	0.55%

Nom de la commune où est implanté l'établissement	Code NACE5	Description du code NACE 5 de l'entreprise	Effectif total de l'entreprise (2001)	50% de l'effectif total de l'entreprise (2001)	Habitants de la commune travaillant dans le secteur NACE 3	Estimation du nombre de travailleurs domiciliés dans la commune d'implantation	Rémunérations nettes distribuées par l'entreprise	Perte maximum de revenu pour les habitants de la commune d'implantation	Total des revenus nets dans la commune	Impact maximum estimé de la fermeture sur la commune d'implantation
VIROINVAL	80.103	Enseignement fondamental communal	39	20	42	20	627 767	313 884	56 933 282	0.55%
VIROINVAL	45.331	Installation de systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation	34	17	17	17	521 471	260 736	56 933 282	0.46%
VIROINVAL	64.110	Postes nationales	28	14	51	14	427 038	213 519	56 933 282	0.38%
VIRTON	21.121	Fabrication de papier	763	382	135	135	16 739 220	2 961 723	130 459 282	2.27%
VIRTON	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	281	141	433	141	5 172 964	2 586 482	130 459 282	1.98%
VIRTON	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	258	129	433	129	4 568 927	2 284 463	130 459 282	1.75%
VIRTON	25.210	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	546	273	101	101	11 700 502	2 164 378	130 459 282	1.66%
WISE	26.510	Fabrication de ciment	448	224	121	121	9 900 113	2 673 914	188 581 496	1.42%
WISE	80.211	Enseignement secondaire général communautaire	225	113	348	113	4 039 628	2 019 814	188 581 496	1.07%
WISE	26.140	Fabrication de fibres de verre	293	147	68	68	5 540 491	1 285 848	188 581 496	0.68%
VRESSE-SUR-SEMOIS	85.311	Instituts pour mineurs handicapés	64	32	105	32	943 539	471 769	26 561 903	1.78%
VRESSE-SUR-SEMOIS	85.314	Instituts pour adultes handicapés	57	29	105	29	805 461	402 731	26 561 903	1.52%
VRESSE-SUR-SEMOIS	80.103	Enseignement fondamental communal	39	20	21	20	617 809	308 905	26 561 903	1.16%
WALCOURT	85.323	Autres activités d'action sociale sans hébergement n.d.a.	93	47	310	47	1 053 444	526 722	197 370 403	0.27%
WALHAIN	45.211	Construction de maisons individuelles	54	27	53	27	760 593	380 297	80 687 464	0.47%
WALHAIN	80.101	Enseignement fondamental communautaire	36	18	68	18	589 451	294 725	80 687 464	0.37%
WALHAIN	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	35	18	71	18	432 869	216 434	80 687 464	0.27%
WANZE	15.830	Fabrication de sucre	166	83	110	83	3 092 111	1 546 055	147 859 669	1.05%
WANZE	15.850	Fabrication de pâtes alimentaires	155	78	110	78	2 481 285	1 240 643	147 859 669	0.84%
WANZE	26.520	Fabrication de chaux	90	45	70	45	1 990 182	995 091	147 859 669	0.67%
WAREMME	80.224	Enseignement secondaire professionnel ou technique libre subventionné	175	88	294	88	3 294 035	1 647 018	171 059 974	0.96%
WAREMME	85.110	Activités hospitalières	210	105	177	105	3 293 068	1 646 534	171 059 974	0.96%
WAREMME	24.422	Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	229	115	52	52	4 949 574	1 123 921	171 059 974	0.66%
WASSEIGES	80.103	Enseignement fondamental communal	30	15	30	15	451 874	225 937	27 204 984	0.83%
WASSEIGES	85.315	Maisons de repos pour personnes âgées	20	10	34	10	262 023	131 012	27 204 984	0.48%
WATERLOO	51.460	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	452	226	246	226	9 128 588	4 564 294	403 599 897	1.13%
WAVRE	74.502	Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire	839	420	279	279	11 506 254	3 826 275	439 663 247	0.87%
WAVRE	92.332	Parcs d'attractions	515	258	96	96	5 818 056	1 084 531	439 663 247	0.25%
WELKENRAEDT	29.120	Fabrication de pompes et compresseurs	611	306	131	131	11 899 311	2 551 243	101 409 550	2.52%
WELKENRAEDT	85.110	Activités hospitalières	299	150	111	111	4 787 755	1 777 394	101 409 550	1.75%
WELKENRAEDT	60.100	Transports ferroviaires	194	97	136	97	3 469 598	1 734 799	101 409 550	1.71%
WELKENRAEDT	28.110	Fabrication de constructions métalliques et de leurs parties	305	153	39	39	5 089 148	650 744	101 409 550	0.64%
YVOIR	85.110	Activités hospitalières	1 378	689	399	399	23 120 589	6 694 568	95 301 847	7.02%
YVOIR	85.313	Instituts pour enfants en difficulté	134	67	169	67	1 942 200	971 100	95 301 847	1.02%

Figure 2 : part des revenus nets du travail distribués par Champlon Salaisons dans le total des revenus nets (2001)

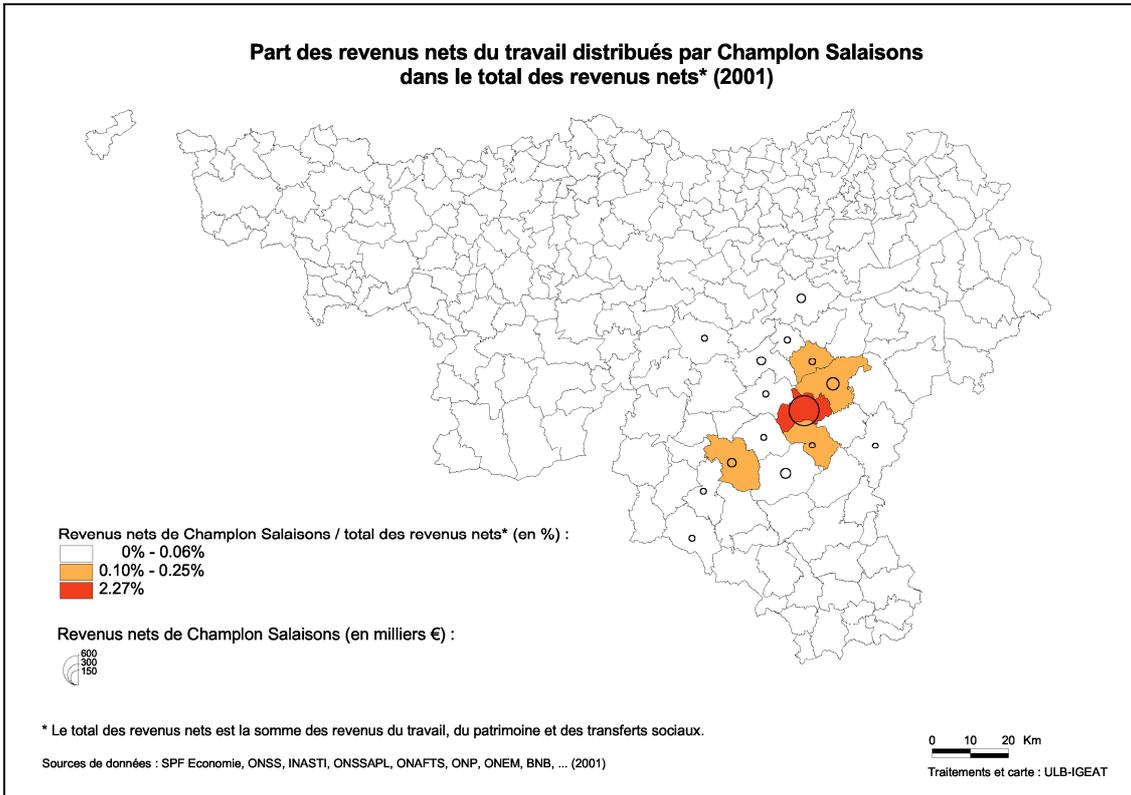


Figure 3 : part des revenus nets du travail distribués par Louis Duchene dans le total des revenus nets (2001)

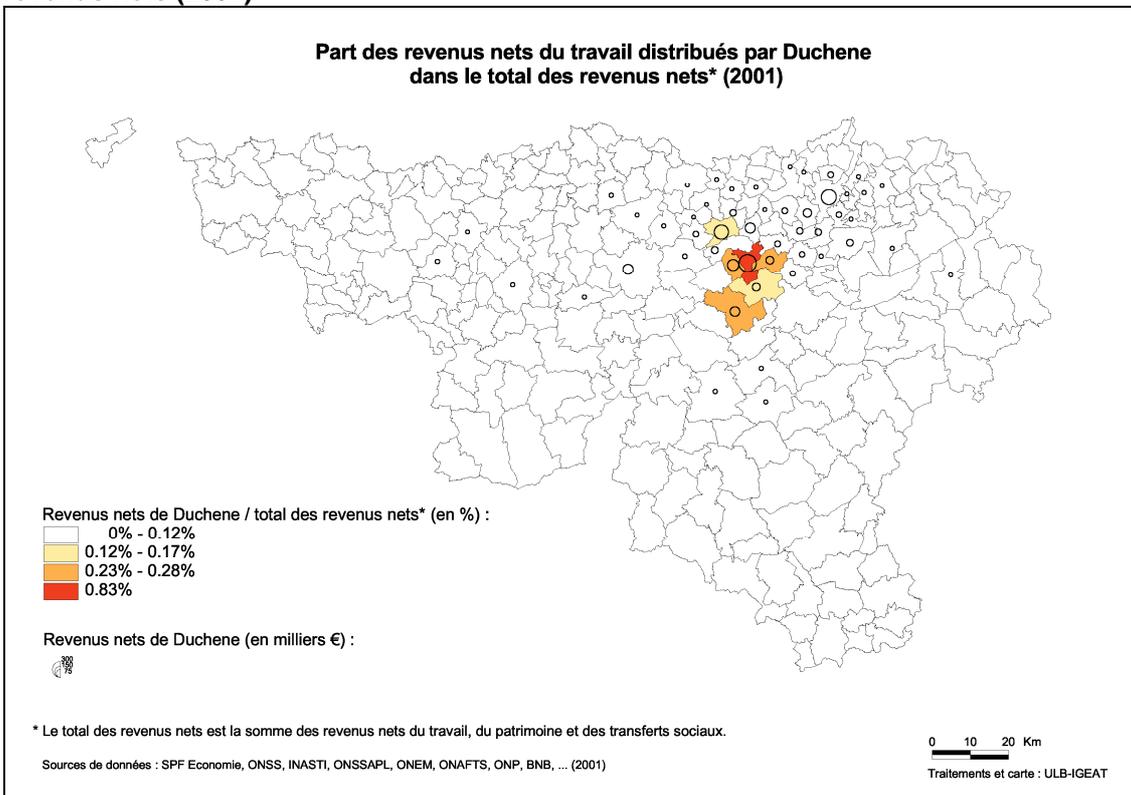


Figure 4 : part des revenus nets du travail distribués par Hesbaye Frost dans le total des revenus nets (spatialisation exacte, 2001)

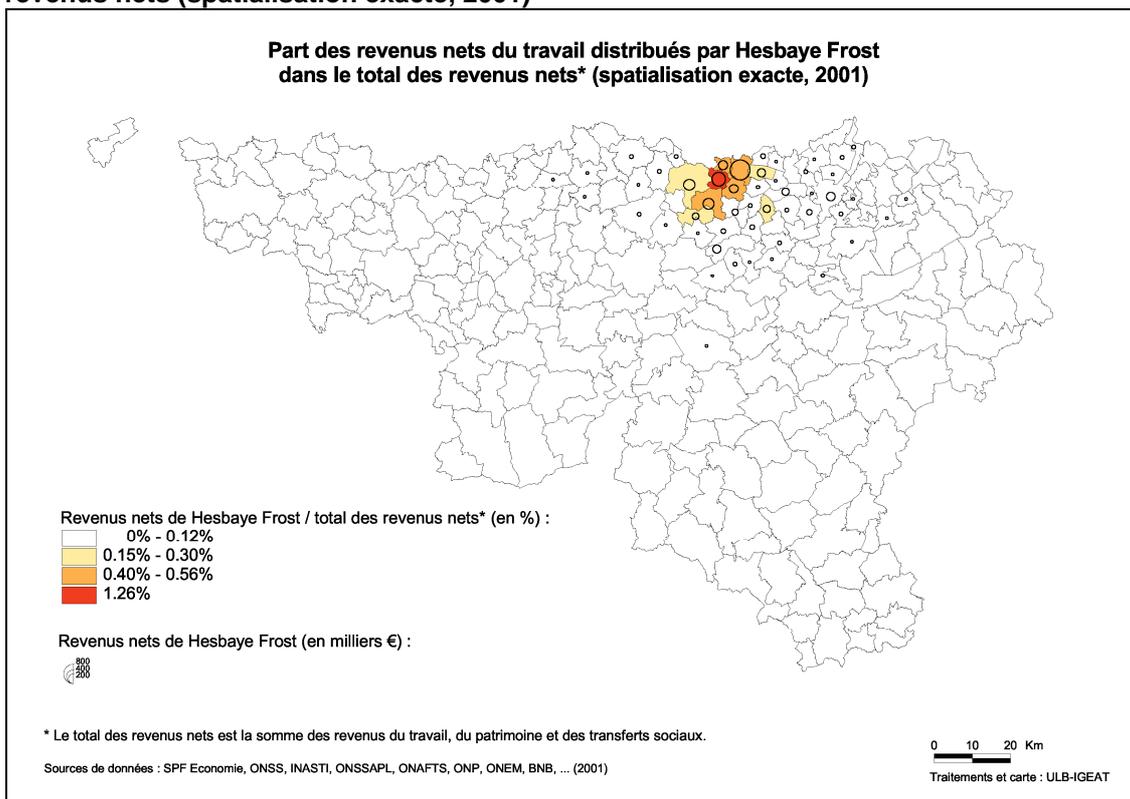


Figure 5 : part des revenus nets du travail distribués par McBride dans le total des revenus nets (2001)

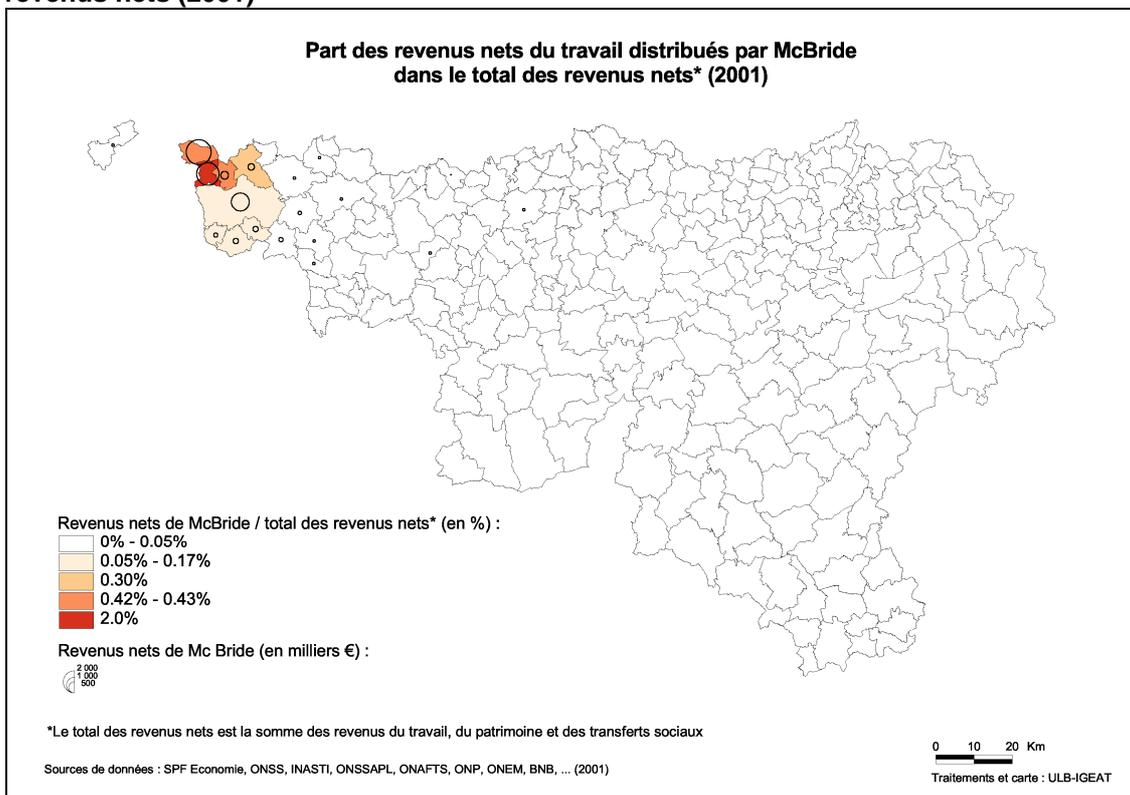


Figure 6: part des revenus nets du travail distribués par la base militaire de Bierset dans le total des revenus nets (2001)

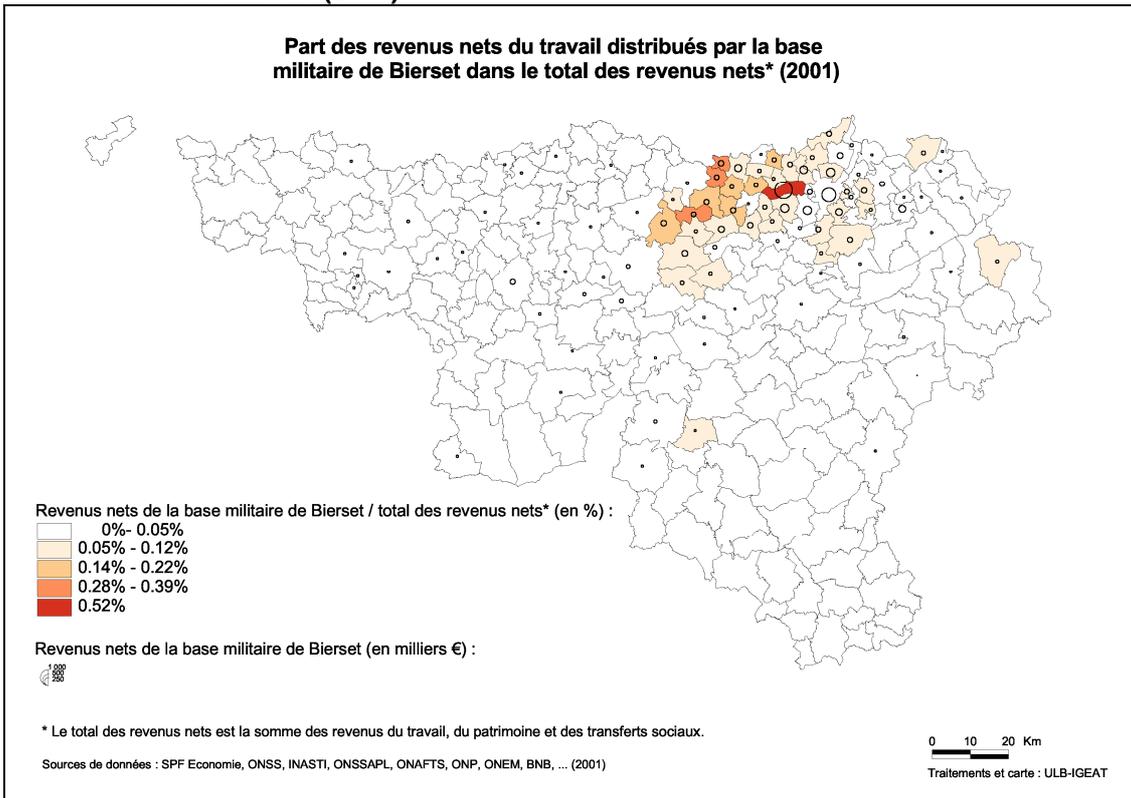


Figure 7: part des revenus nets du travail distribués par Swift dans le total des revenus nets (2001)

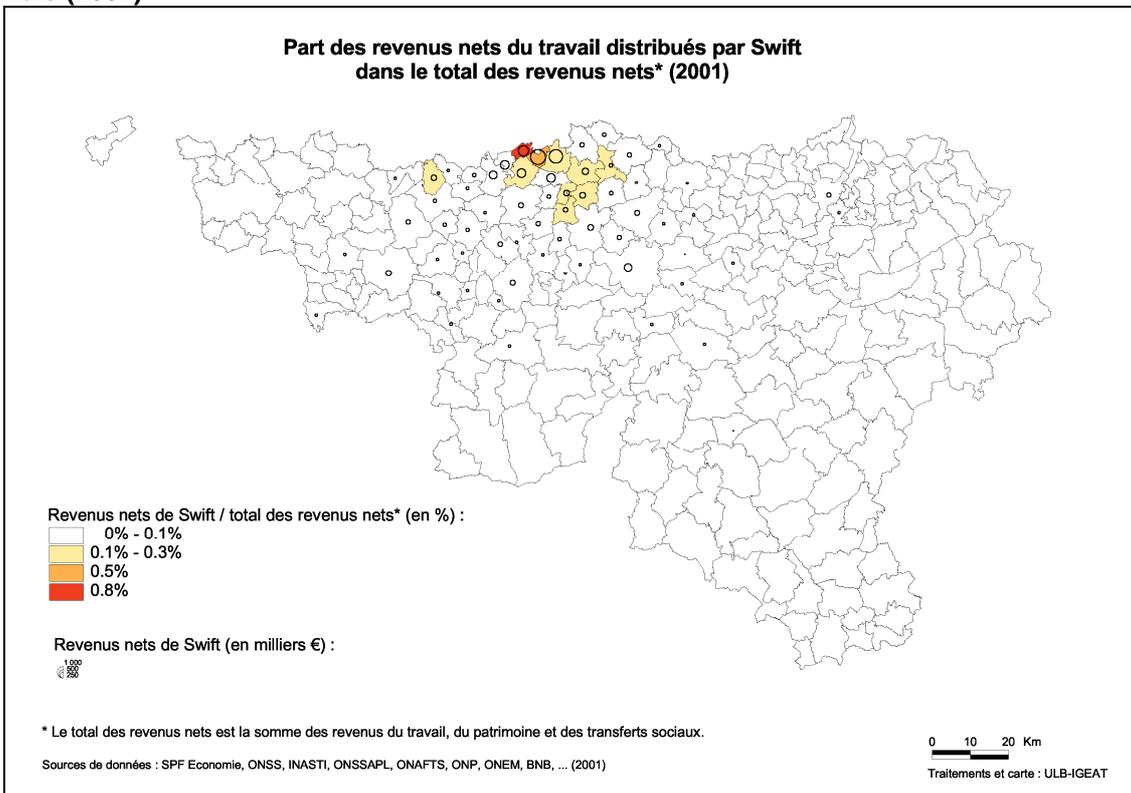


Figure 8 : part des revenus nets du travail distribués par Kabelwerk Eupen AG dans le total des revenus nets (chiffres exacts, 2001)

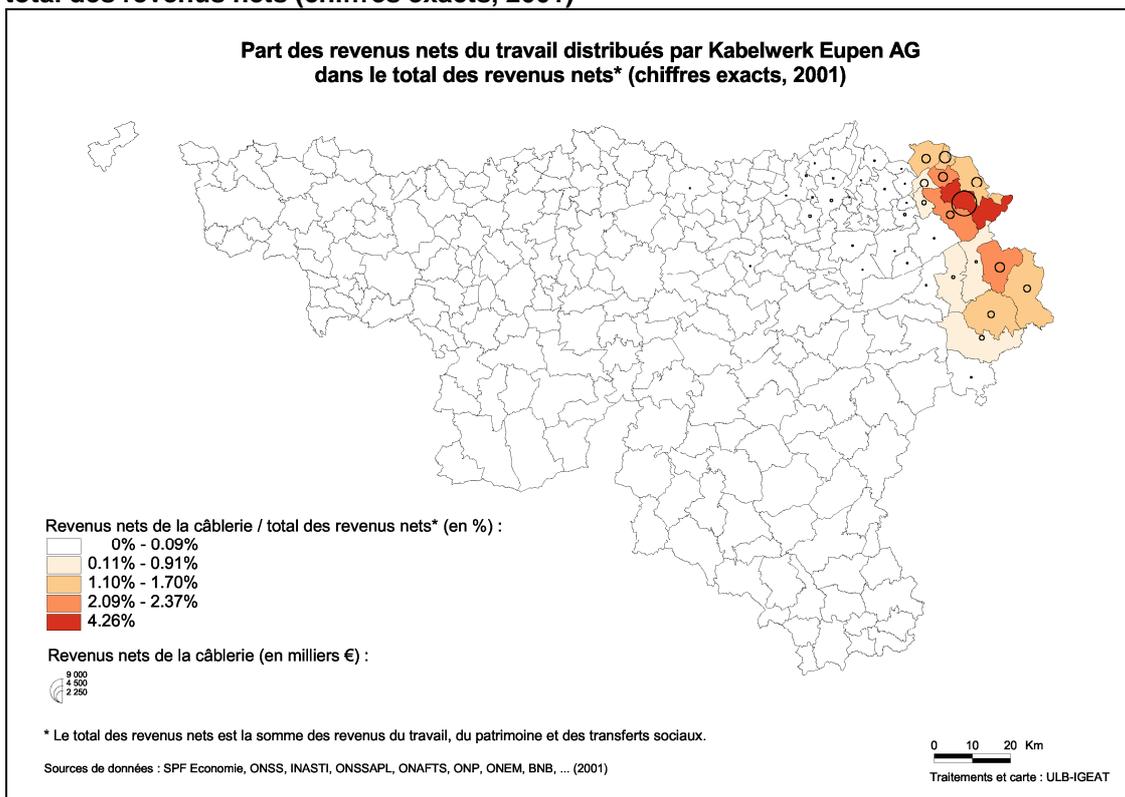


Figure 9 : part des revenus nets du travail distribués par l'UCL dans le total des revenus nets (2001)

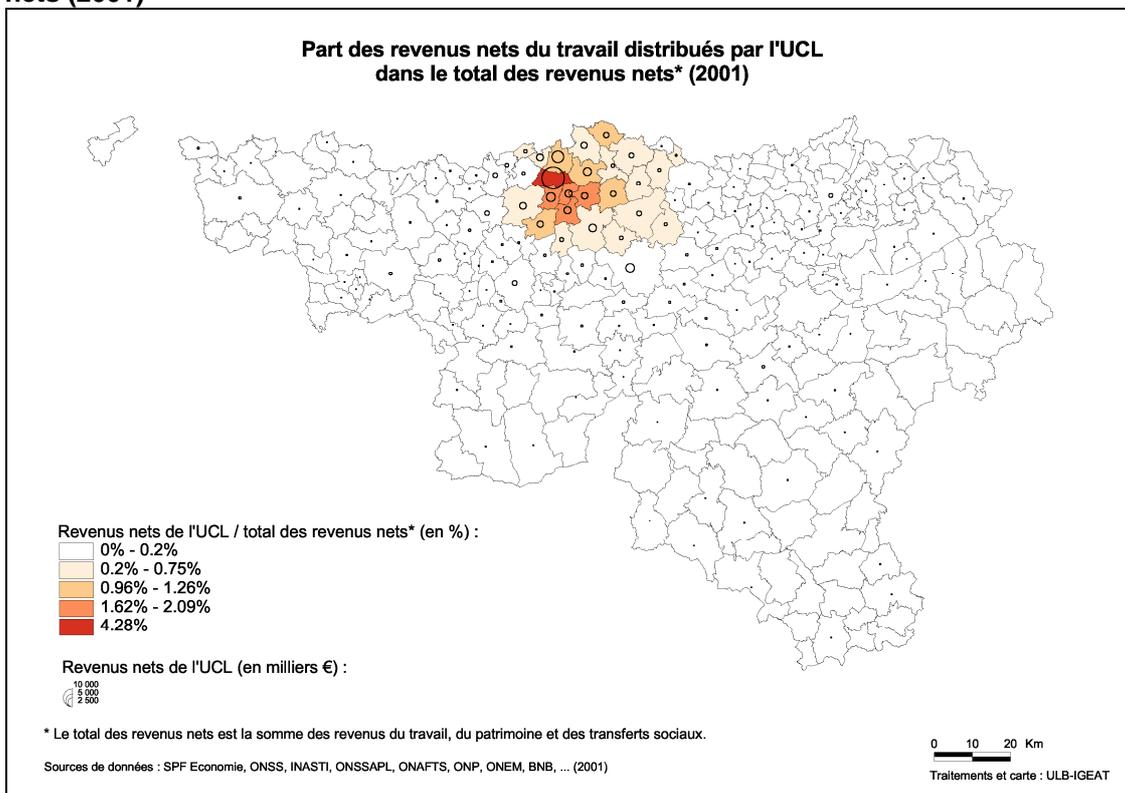


Figure 10 : part des revenus nets du travail distribués par Caterpillar dans le total des revenus nets (2001)

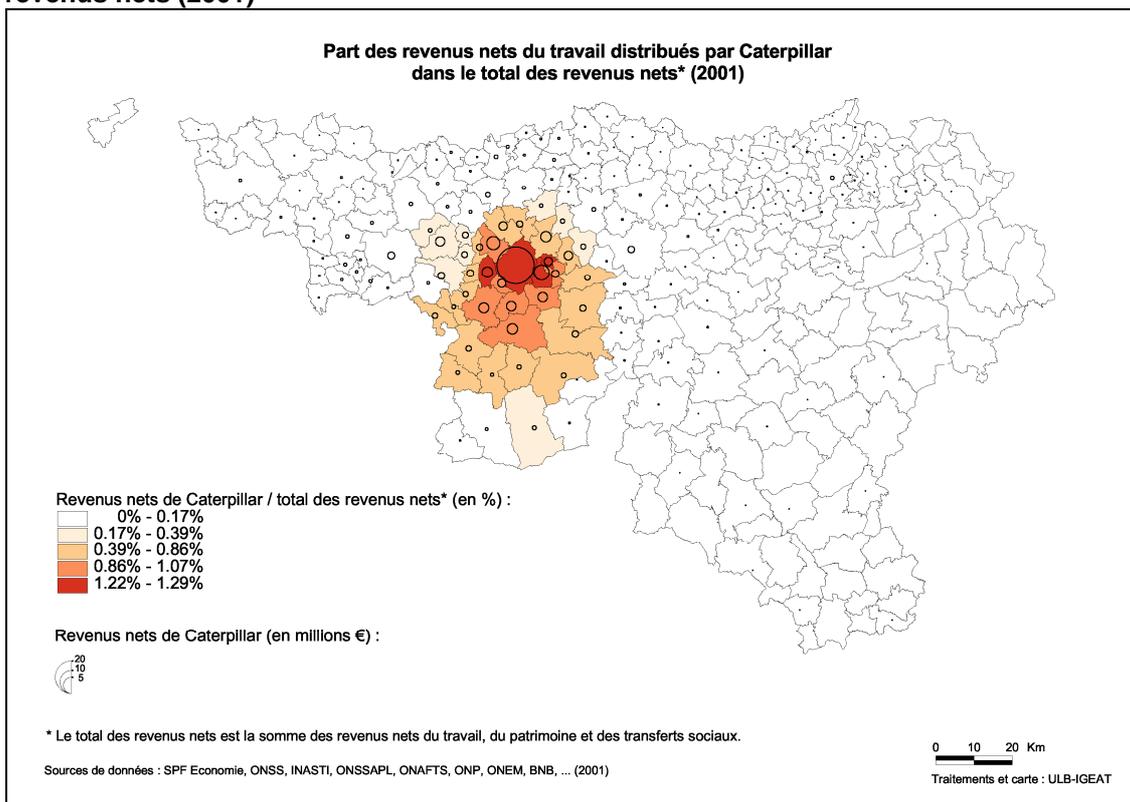


Figure 11 : perte d'additionnels communaux à l'IPP suite à la « fermeture » de Gerresheimer (en % des recettes totales, 2003)

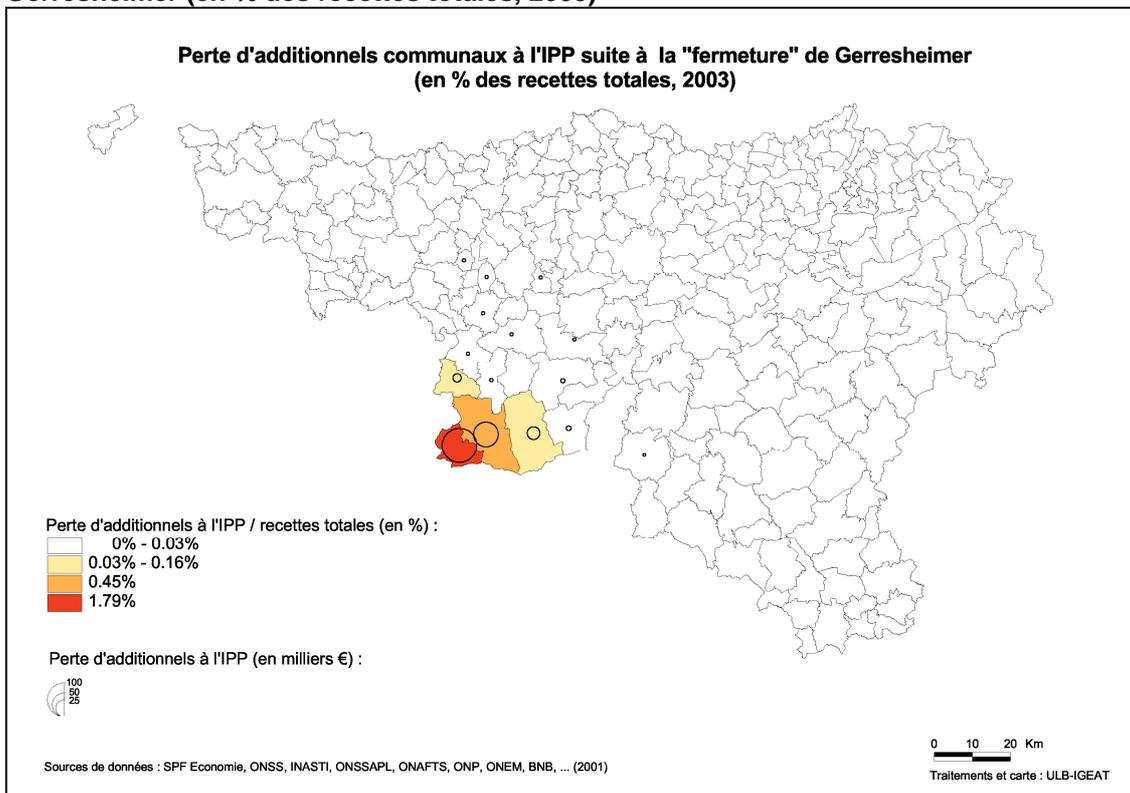


Figure 12 : perte d'additionnels communaux à l'IPP suite à la « fermeture » de l'hôpital de Mont-Godinne (en % des recettes totales, 2003)

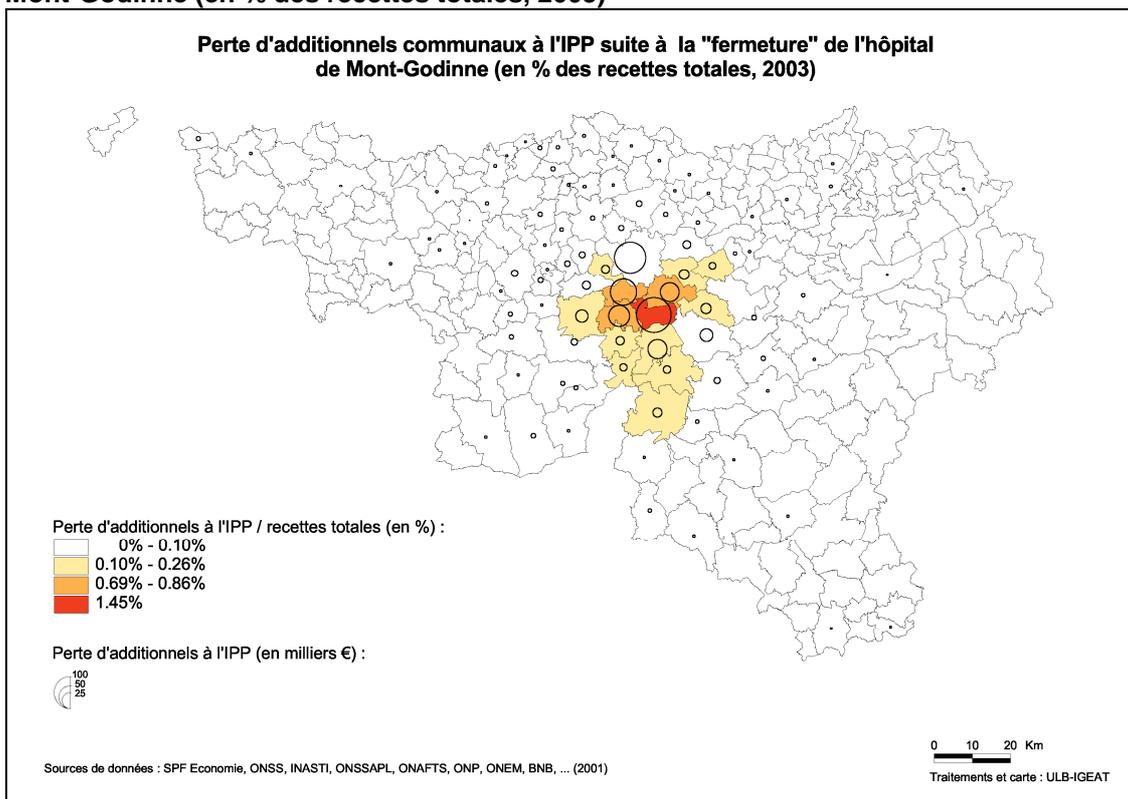


Figure 13 : perte d'additionnels communaux à l'IPP suite à la « fermeture » de Burgo Ardennes (en % des recettes totales, 2003)

